



**TÉMOIGNAGE
CHRÉTIEN**

LIBRES, ENGAGÉS DEPUIS 1941

**Faut-il
rendre
l'argent ?**

Les Cahiers du
TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN
Printemps 2020

«Là où est ton trésor, là est ton cœur.»

Jésus-Christ

Couverture : Quentin Metsys, *Le Prêteur et sa femme*, 1514

(d'après une peinture perdue de Jan van Eyck)

Musée du Louvre – Photo © akg-images / Jean-Claude Varga

Éloge de l'État

Ces lignes sont écrites alors que le coronavirus Covid-19 est en train de mettre à rude épreuve tous les équilibres de nos sociétés et des échanges mondiaux. Face au virus, il ne vient à l'idée de personne de se tourner vers les mastodontes économiques.

C'est vers les États que nous nous tournons. Ce sont eux qui ont les moyens d'édicter les règnes sanitaires – y compris contraignantes – qui peuvent ralentir la propagation du virus; eux qui peuvent mobiliser les services d'urgence, les hôpitaux, les soignants et tous ceux et celles qui sont susceptibles de contribuer à la bataille. Ce sont les États encore, soit à leur niveau, soit à l'échelle supérieure, ensemble de pays, continents ou monde entier qui peuvent mettre en œuvre des politiques de soutien aux échanges et à l'économie.

On nous répétait, on se répétait que les États étaient devenus impuissants, si impuissants que certains les pensaient quasiment inutiles. Le petit théâtre politique des partis et des élections était en train de devenir le lieu d'expression de nos colères et de nos pulsions, de nos rancœurs. Au fond, qu'importaient les gouvernants puisque le véritable pouvoir était ailleurs. Et vint le Covid-19, qui se diffuse et frappe tous les pays, quel que soit leur type de gouvernement. Et ce qui apparaît, immédiatement, c'est l'impuissance et même le silence des superpuissances économiques. Les Gafam n'ont pas de plan de lutte contre le virus, pas plus que les banquiers ou les assureurs et tous les autres... Comme nous, ils attendent des États des décisions, des plans, un soutien.

Mais si nous voulons que les États aient les moyens de leurs politiques, il va falloir mettre la main à la poche et rappeler que l'impôt n'est pas une perte mais un enrichissement commun. C'est à tous et toutes qu'il faut le rappeler, en particulier à toutes ces multinationales qui se sont crues «au-dessus» de l'impôt, «au-dessus» des États et de leurs règles.

Quand le virus sera vaincu, il faudra faire repartir l'économie, évidemment, mais selon quelles règles?

La peur est mauvaise conseillère, dit-on, mais elle peut aussi rappeler à tous quelques principes de réalité. Espérons-le.

Christine Pedotti

SOMM

Édito

Aujourd'hui

- P. 6** Un trimestre européen
- P. 8** Faut-il rendre l'argent?
 - Dieu ou l'argent
 - Pauvres de nous !
 - Éduquer à l'argent
 - L'argent fou
 - L'argent des migrants
 - La finance débridée, un danger pour le monde
 - Notre euro quotidien
 - L'argent du bonheur
 - La fin du cash

Maintenant

- P. 48** Sans les femmes, point de salut
Entretien avec
Lucetta Scaraffia

VOIR

- P. II** Retrouvailles
- P. X** Un dimanche au musée
- P. XV** Marins en herbe
- P. XXII** La vie / la mort

AIRE

PRINTEMPS
2020

Regards

- P. 83** Reims :
adieu paroisses!
- P. 90** AFEV : des liens
qui se tissent.
- P. 96** Fraternités

Saisons

- P. 106** Dissidences
- P. 109** Journal d'un
directeur d'école
- P. 114** Le feuilleton
de Notre-Dame
- P. 120** Isabelle Attard,
l'ex-députée
devenue anarchiste
- P. 123** Livres

Grand entretien

- P. 98** Pierre Rosanvallon
Les pathologies
du populisme

Un trimestre européen

L'Europe avance, la plupart du temps avec l'inertie d'un paquebot, parfois plus vite, sous l'effet d'événements imprévus ou d'une volonté politique affirmée. Florilège.

Brexit, extinction des feux ?

Post Brexit, les Anglais risquent-ils d'être privés d'électricité? Les importations britanniques d'électricité et de gaz, essentiellement depuis la France, les Pays-Bas ou l'Irlande, représentent près de 40% de la consommation énergétique du pays. Sans accord à l'issue des négociations commerciales fin 2020, l'UE pourrait donner la préférence à ses membres en cas de pic de la demande, lors de canicules ou de grands froids... Déjà, plusieurs projets

de liaisons électriques trans-Manche ou sous la mer du Nord sont remis en question. Or, la montée en puissance des énergies renouvelables, en particulier de l'éolien offshore, impose de disposer d'un approvisionnement extérieur. Inversement, il faut pouvoir exporter les surplus, qui, contrairement aux hydrocarbures, ne peuvent être massivement stockés.

Henri Lastenouse, Sauvons l'Europe

L'encombrant Monsieur Orbán

Il existe bien un consensus européen sur le triste état de la démocratie et des droits de l'homme en Hongrie. Pourtant, rien ne semble vraiment bouger chez les conservateurs du Parti populaire européen (PPE), dont est membre la CDU allemande, mais aussi le parti de Viktor Orbán. Une option serait l'exclusion. Elle est prônée par le Polonais Donald Tusk, président du PPE. Mais plusieurs délégations nationales s'y sont opposées... dont les Français élus sur la liste de François-Xavier Bellamy. Courant janvier, le sujet a donc été abandonné sans même un vote. En fait, la puissance des partis européens se mesure à leur nombre de députés, qui sont la clef des postes de pouvoir au sein du Parlement européen, attribués à la proportionnelle. Si les treize députés d'Orbán, plus sept autres «élus amis», partent, le PPE perdra en pouvoir. Calcul similaire pour les conservateurs espagnols, alliés à l'extrême droite en Andalousie, ou, récemment, pour les élus CDU, avec le résultat que l'on sait en Thuringe...

Arthur Colin et Henri Lastenouse, Sauvons l'Europe

Fin de parcours pour AKK...

L'annonce début février de la démission d'Annegret Kramp-Karrenbauer, présidente de la CDU et « dauphine désignée » de la Chancelière, a fait l'effet d'une bombe ! Elle a considérablement accéléré la reconfiguration de l'espace politique allemand et masque des questions fondamentales qui hantent la plupart des anciens partis de l'Europe de l'Ouest. Comment se positionner face aux nouvelles forces populistes ? Et, plus concrètement, pour la CDU, comment récupérer les électeurs séduits par le nationalisme xénophobe de l'AfD ? Devant le culot de ce parti d'extrême droite, plus d'un membre de la CDU semble hésiter... Ce fut justement le cas début février en Thuringe, où les élus CDU ont mêlé leurs voix à celles de l'AfD. Le temps de rappeler à l'ordre la branche de son parti en Thuringe, et Kramp-Karrenbauer avait déjà perdu son autorité ! C'est bien la Chancelière qui, depuis Pretoria, a sifflé la fin de la récréation : « *Il faut dire que c'est un acte impardonnable et que par conséquent le résultat [de ce scrutin] doit être annulé.* »

Stefan Seidendorf, directeur adjoint de l'Institut franco-allemand de Ludwigsbourg

... et sortie de route pour Salvini

En donnant, fin janvier, une importance nationale à l'élection régionale en Émilie-Romagne, le leader de la Ligue s'est montré trop gourmand. Et son arrogance pourrait lui coûter très cher ! Sa coalition obtient pourtant le meilleur score de son histoire (43%) dans une région historiquement à gauche. Mais la forte mobilisation des « Sardines » (mouvement fondé sur le rejet de l'extrême droite) a permis à la coalition de centre gauche de décrocher un score (51%) finalement plus confortable que prévu. En personnalisant à outrance l'élection,

Salvini a réussi à transformer une progression majeure en voix pour l'extrême droite en une défaite amère pour lui. Pour la première fois, il est apparu comme un « perdant » devant des millions d'Italiens. Dans la foulée, le Sénat italien a voté la suppression de son immunité parlementaire dans l'affaire du garde-côte italien Gregoretti. Un vote sans précédent, qui ouvre une poursuite pour « abus de pouvoir et séquestration de personnes ».

Sébastien Poupon et Henri Lastenouse, Sauvons l'Europe

Green Deal européen : qui va payer ?

Mi-janvier, la nouvelle Commission Von der Leyen annonçait son plan d'investissement pour un Green Deal avec le mécanisme d'un Fonds pour une transition juste. Soit 1000 milliards d'euros en dix ans pour faire de l'Europe un continent « climatiquement neutre » en 2050. Au-delà de l'effet d'annonce, la Commission devra persuader des États membres, déjà incapables de se mettre d'accord sur le prochain budget européen, de consentir à augmenter ledit budget pour le Green Deal. Pour l'heure, il semble bien que l'argent « frais » du Fonds pour une transition juste soit simplement abondé par d'autres budgets d'investissements de l'Union européenne, probablement en priorité par celui de la politique de cohésion, qui finance déjà à hauteur de 25% une transition écologique juste.

Henri Lastenouse



FAUT-IL RENDRE L'ARGENT ?

Le pèze, le flouze, l'oseille, le blé, le pognon, les pépettes... la liste est longue des mots qui désignent l'argent. Bizarrement, c'est l'une des réalités pour laquelle nous aimons utiliser ces expressions un peu argotiques et triviales, comme si elles nous permettaient de mettre un peu de distance et même un peu de mépris entre nous et l'argent. Il est vrai que nous voudrions croire qu'il n'est pas si important que cela et, cependant, nous pensons souvent qu'il mène le monde. De quoi rêvons-nous vraiment? De nous débarrasser de l'argent ou d'en avoir suffisamment pour pouvoir nous offrir l'élégance de ne pas en parler?

Ne nous voilons pas la face. Il nous faut composer avec cette dimension de la vie en société. Vivre sans argent est un rêve de riches, de riches de culture, de relations, d'amitié, de vie intérieure... Les associations qui luttent contre la pauvreté et la misère ne cessent de le répéter: les pauvres ne manquent pas seulement d'argent. Ils sont pauvres de bien d'autres choses.

Il reste que nos sociétés, qui, il y a quelques décennies, se sont engagées dans des politiques volontaristes de meilleur partage des richesses, voient de nouveau émerger à la fois des ultrariches et des démunis de tout. Et, surtout, il nous semble que la volonté politique est peu de chose face aux géants économiques et financiers. Cet immense pouvoir qui échappe au contrôle des États est l'une des impasses de nos démocraties.

Comment reprendre la main, retrouver la maîtrise de notre destin? Espérons que la crise sanitaire mondiale que nous allons traverser aura au moins la vertu de briser l'étau des logiques financières déconnectées de la réalité de la vie.

Christine Pedotti

Dieu , ou l'argent

Tout au long des Évangiles, Jésus n'a de cesse de montrer que la justesse d'une vie se mesure à l'aune du rapport à l'argent et à la richesse – qu'on les possède ou pas – et que la place de l'argent dans la vie est inversement proportionnelle à celle qu'on accorde à Dieu.

Par Christine Pedotti

Contrairement aux Évangiles, les textes anciens de la Bible ne sont pas très bavards à propos de l'argent. Sans doute parce qu'ils ont été forgés dans un monde où la richesse était surtout celle des terres et du bétail. La monnaie, l'or et l'argent, sans être inconnus, étaient loin d'être l'unique signe de fortune. Si la prospérité est souvent considérée comme une bénédiction divine et comme la rétribution d'une vie juste et droite – les patriarches sont ainsi dotés d'une très longue vie et de grands biens –, la justice suppose l'attention aux pauvres. Les prophètes – Amos, bien sûr, mais aussi Isaïe et Jérémie – vilipendent les riches égoïstes, les repus et les nantis qui exploitent les humbles. Ainsi Amos, au nom du Très Haut, maudira ceux qui faussent les balances et qui achètent les pauvres pour une paire de sandales. Isaïe fera dire au Seigneur : *« Le jeûne que je préfère : [...] N'est-ce pas partager ton pain avec l'affamé, héberger chez toi les pauvres sans abri, si tu vois un homme nu, le vêtir. »* (Isaïe 58, 6-7.) Quant à Jérémie, il fustige l'injustice des riches, qui mène le peuple à sa perte et à son châtement, qui sera la défaite, la dispersion et la confiscation de toutes les richesses par les vainqueurs : *« Ta richesse et tes trésors, je vais les livrer au pillage, sans contrepartie, à cause de tous les péchés, sur tout ton territoire. »* (Jérémie 15, 13.)

Le réalisme social et économique des Évangiles

En comparaison, les Évangiles sont tout au contraire intarissables sur les questions d'argent, au point de faire du rapport à l'argent et à la richesse l'un des enjeux principaux d'une vie juste. Les historiens du premier siècle soulignent à quel point la situation sociale et économique de la Galilée à l'époque où Jésus la parcourt est identifiable dans les Évangiles ; de sorte que ces derniers sont aujourd'hui considérés comme une source historique fiable de ce point de vue. On y voit par exemple des riches qui accaparent les terres et la richesse et laissent les plus humbles dans l'extrême misère. C'est le cas dans la parabole des ouvriers de la onzième heure, où l'on voit des « journaliers », des hommes qui n'ont que la force de leurs bras à vendre, attendre sur la place du village d'être embauchés aux champs d'un homme riche.

La richesse scandaleuse est aussi mise en scène dans la parabole du mauvais riche et du pauvre Lazare, dans laquelle le pauvre est décrit avec un terrible réalisme, mendiant à la porte d'une riche maison, couvert de plaies et de croûtes – *« léché par les chiens »* nous dit le

« C'est le pain des affamés que tu détiens, c'est le vêtement de ceux qui sont nus que tu serres dans ta garde-robe ; ton argent, c'est le rachat et la délivrance des miséreux, et tu l'enfouis en terre. »

Ambroise de Milan, fin du IV^e siècle.

La monnaie et la foi

Nul ne peut servir deux maîtres, Dieu et l'argent... car, de l'un à l'autre, il n'y a qu'un pas ! L'acte fiduciaire – par lequel on s'en remet à autrui pour gérer un bien – est un acte de foi – fiduciaire vient du latin *fidere*, se fier. L'acte de foi en Dieu, n'est-ce pas aussi faire confiance à un Autre ?

Sans confiance, pas de monnaie. Un fidéicommiss – on dit aussi testament – est ce qui est confié à la bonne foi de quelqu'un. En argent comme en religion, bonne foi et mauvaise foi se côtoient. Pour confier ses économies à un autre, mieux vaut s'assurer de sa fidélité. Ils ne sont pas nombreux, les fidèles, ni à la messe, ni en affaires !

Le mot économie, qui originellement désigne l'art de bien administrer sa maison, a vu son sens étendu à la gestion de la production, de la redistribution, de la rétribution. L'économie du salut nous assure aussi une juste rétribution dans le royaume de Dieu, pourvu que l'on se convertisse. Comme on convertit de l'argent dans une devise étrangère ?

Quand on se convertit, d'une certaine façon, on prend pour argent comptant l'Évangile. Plus fondamentalement, croire, c'est tenir pour vrai sans avoir de preuve. Non pas de manière gratuite, mais parce que d'autres aussi croient et qu'ils se confient les uns aux autres, échangent, donnent leur parole. On voit bien que tous ces mots s'appliquent pratiquement tels quels à la finance. Pas de marché qui ne soit *in fine* basé sur la parole. Celui qui agit sans foi ni loi, la justice le condamne parfois à payer une amende. Une amende, dans la foi catholique, c'est une prière de réparation – pour le pardon des injures, des blasphèmes ou des sacrilèges. Celui qui fait du mal doit faire amende honorable.

Le bien s'oppose au mal. La foi sans les œuvres, nous dit saint Jacques, est vaine. Croire impose de faire le bien. Mais qu'est-ce qu'un bien ? Quelque chose que l'on possède, quelque chose qui procure satisfaction. La satisfaction est aussi un acte par lequel on obtient la réparation d'une offense – « *J'ai obtenu satisfaction, j'étais dans mon droit.* »

Le droit fixe les règles. La règle de saint Benoît guide la vie des moines et moniales depuis quinze siècles. Droit, en grec, se dit *orthos*, d'où vient le mot orthodoxie, qui est une opinion conforme au dogme. Droit, en latin, se dit *jus*, d'où vient le mot juste. Les justes seront sauvés. Ils retrouveront le Christ, qui est la tête, c'est-à-dire le chef – du latin *caput*, d'où vient le mot capital. Qu'est-ce qui est capital : Dieu ou Mamon ?

Bertrand Rivière

texte, indiquant là le signe du dénuement et de l'accablement le plus profond. Dans cette parabole précisément, le riche, qui n'a pas jeté un regard au misérable qui gisait à sa porte, se retrouve en enfer, tandis que le pauvre, lui, est « dans le sein d'Abraham ». D'abord, le riche supplie Abraham que Lazare puisse venir lui rafraîchir les lèvres, puis lorsqu'il comprend que le fossé qui les sépare est infranchissable, demande que Lazare aille prévenir ses frères afin qu'ils ne tombent pas à sa suite dans le feu éternel. La réponse d'Abraham est sans ambiguïté : « S'ils n'écoutent pas Moïse, ni les Prophètes, même si quelqu'un ressuscite des morts, ils ne seront pas convaincus. »

Pierre Debergé apporte le commentaire suivant : « En évoquant ainsi "Moïse et les Prophètes", expression désignant l'ensemble des Écritures hébraïques, Jésus met en lumière un aspect du comportement de ce riche qui lui vaut de se trouver maintenant dans cette situation : il n'a pas écouté les multiples appels à partager avec ceux qui sont dans le besoin, il n'a pas pris au sérieux la Révélation biblique. Accaparé par les plaisirs et les richesses, il n'a pas su ou voulu écouter la Parole de Dieu, et il n'a donc pas changé d'attitude à l'égard de Lazare. La radicalité de la réponse d'Abraham est à la mesure du double danger qui, selon Jésus, menace le riche : ne plus voir les pauvres et, surtout, parce qu'il fait de l'argent l'unique mesure de toute réalité et de toute relation, devenir sourd à toute autre parole que celle de l'argent, donc aussi à toute remise en cause de ce qu'il vit, y compris lorsqu'il en perçoit les limites et les insatisfactions. » Dans cette petite histoire, Jésus fustige la richesse qui rend aveugle et sourd à son prochain. Avec elle, son enseignement est en continuité avec la tradition biblique qui le précède.

Pierre Debergé souligne combien dans l'Évangile l'argent est présenté par Jésus comme une malédiction. C'est, dit-il, « le drame du "jeune homme riche", et c'est ce qui fait écrire à Luc à la fin de ses Béatitudes : "Malheureux vous les riches : vous avez votre consolation. Malheureux vous qui êtes repus maintenant : vous aurez faim." [...] Jésus vise non une classe sociale en tant que telle, mais des hommes et des femmes enfermés dans leurs richesses matérielles. À plaindre, ils le sont en effet, parce qu'ils sont riches de leurs biens et de leurs plaisirs au point de ne plus rien attendre de Dieu et des autres : ils sont repus. Lorsqu'il prend dans le cœur de l'être humain une place démesurée, l'argent devient une idole qui conduit à n'envisager sa vie que sous le seul angle de l'avoir ».

Dieu ou l'argent

L'argent est une malédiction qui dessèche le cœur de l'homme, mais il est aussi, selon Jésus, l'un des plus grands obstacles dans la relation des êtres humains avec Dieu. Pierre Debergé l'analyse ainsi : « En opposant le service de Dieu à celui de l'argent, Jésus en arrive à personnifier l'argent comme un

« C'est là, d'ailleurs, une des grandes caractéristiques du message évangélique que de ne pas considérer l'argent et les richesses d'abord dans leur dimension sociale mais dans leur rapport à Dieu. »

faux dieu, capable de séduire les hommes et de les détourner du seul vrai Dieu. Dans la fameuse phrase: "Vous ne pouvez servir Dieu et Mamon", ce dernier mot, d'origine araméenne, devient un nom propre, figure de l'argent. L'alternative se situe alors au cœur de la personne humaine qui choisit de mettre sa foi – c'est-à-dire sa confiance et son espérance – soit en Dieu, soit en l'argent. C'est là, d'ailleurs, une des grandes caractéristiques du message évangélique que de ne pas considérer l'argent et les richesses d'abord dans leur dimension sociale mais dans leur rapport à Dieu. Et, à celui qui imaginerait pouvoir concier

lier les deux, Jésus répond qu'ils s'excluent. Pourquoi? Parce qu'ils traduisent deux manières opposées de conduire son existence: dans un cas, on accepte d'élargir son horizon pour s'ouvrir à l'univers de Dieu et entrer dans le dynamisme de son amour partagé de sorte que les biens matériels deviennent des instruments au service du bonheur de chacun et de tous; dans l'autre, l'argent devient une fin en soi, idole qui prend une place démesurée dans le cœur de l'être humain; il conduit alors au refus de Dieu et au mépris du frère.

On rejoint ici les nombreuses invitations de Jésus à ne pas se tromper de trésor. Dans l'Évangile de Luc, Jean Baptiste avait déjà répondu à ceux qui lui demandaient ce qu'ils devaient faire pour manifester leur conversion: "Si quelqu'un a deux tuniques, qu'il partage avec celui qui n'en a pas; si quelqu'un a de quoi manger, qu'il fasse de même." Ce que Jésus complètera plus tard par cette exhortation: "Donnez et on vous donnera; c'est une bonne mesure, tassée, secouée, débordante qu'on vous versera dans le pan de votre vêtement, car c'est la mesure dont vous vous servez qui servira aussi de mesure pour vous."»

Les chrétiens et l'argent

De fait, l'enseignement de Jésus sur l'argent va très fortement marquer la vie des premières communautés croyantes et ne cessera de poser de grandes questions aux Églises chrétiennes.

Dès le livre des Actes des Apôtres, Luc donne une vision idyllique de la communauté: «*La multitude des croyants n'avait qu'un cœur et qu'une âme. Nul ne disait sien ce qui lui appartenait, mais entre eux tout était commun. [...] Aussi parmi eux nul n'était dans le besoin; car tous ceux qui possédaient*

des terres ou des maisons les vendaient, apportaient le prix de la vente et le déposaient aux pieds des apôtres. On distribuait alors à chacun suivant ses besoins.»

Cependant, dès la page suivante, l'épisode du couple Ananie et Saphire, qui ment et retient par-devers lui une partie de la somme correspondant au bien qu'il a vendu et qu'il destinait au groupe, montre que la réalité résistait rudement aux belles intentions.

Les chrétiens, au long des siècles, ne vont cesser d'interroger leur rapport à l'argent et à la richesse. La méfiance sera toujours de mise car l'alternative évangélique «*Dieu ou l'argent*» hante les consciences. La pratique de la «charité» sera très tôt au cœur de la vie des chrétiens. On reconnaît souvent dans l'œuvre de l'évêque Basile de Césarée, au IV^e siècle, la première intuition de la Croix-Rouge, avec l'invention d'une forme d'assistance publique pour les pauvres et les malades dans son diocèse.

À la fin du XI^e siècle, lorsque l'Italie médiévale fait naître une civilisation urbaine et voit l'enrichissement spectaculaire des marchands, c'est le fils de l'un d'entre eux, François, à Assise, qui va secouer les consciences en choisissant de se défaire de tous ses biens et d'épouser «*Dame pauvreté*». La figure de François va devenir un puissant modèle de vie chrétienne. Le débat sur la pauvreté de Jésus fait rage. Comment concilier la puissance des paroles de Jésus sur la richesse et l'argent et l'opulence de l'Église et des grands ordres religieux? Au XIII^e siècle, le grand intellectuel, philosophe et théologien Thomas d'Aquin établira ce qu'il nomme «*la destination universelle des biens*». S'il ne remet pas en cause la propriété au nom du droit naturel, il la restreint en précisant: «*L'homme ne doit pas posséder ces biens comme s'ils lui étaient propres, mais comme étant à tous, en ce sens qu'il doit être tout disposé à en faire part aux nécessiteux.*» En d'autres termes, le riche ne peut jouir de ces biens que s'il s'est acquitté de l'obligation de nourrir et vêtir le pauvre. La doctrine sociale de l'Église catholique, développée à partir du XIX^e siècle, est amplement appuyée sur le raisonnement de Thomas, comme le sont nos États dits «providence», fortement redistributifs. ●

Les passages sur l'argent et l'Évangile sont repris avec l'autorisation de Pierre Debergé, recteur émérite de l'Institut catholique de Toulouse et membre de la Commission biblique pontificale, article «Jésus, les riches et l'argent», in *Jésus, l'encyclopédie*, Albin Michel, 2017.



The background of the page is a dense field of various Euro coins, including 1, 2, 5, 10, 20, and 50 cent pieces, scattered across the entire surface. The coins are slightly out of focus, creating a textured, monochromatic green and purple background.

Pauvres de nous !

Pauvreté, richesse, inégalités...
La perception des Français et
les chiffres des statisticiens
se contredisent. Sommes-
nous plus pauvres qu'avant ?
Tentatives de réponses entre
mythes et réalités.

Par Lionel Lévy

Les Français se sentent de plus en plus pauvres. Selon les dernières études de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) publiées au printemps et à l'automne dernier, neuf sur dix jugent que la pauvreté et l'exclusion ont augmenté au cours des cinq dernières années et que cela va se poursuivre. 80% considèrent la société française «*plutôt injuste*» et près de 20% ont l'impression de s'être appauvris.

Sommes-nous plus pauvres qu'avant? Une chose est certaine, sur ces questions de richesses et d'inégalités, chargées politiquement et idéologiquement, le ressenti actuel des Français n'a jamais été aussi éloigné des données statistiques.

La France est-elle de plus en plus inégalitaire?

D'après les chiffres officiels de l'Insee et de l'OCDE, les inégalités de revenu ont plutôt tendance à stagner. La France se situe en la matière légèrement en dessous de la moyenne européenne, soit au même niveau que l'Allemagne.

La pauvreté, elle, a même reculé sur trente ans et ne s'accroît plus. Ainsi, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), parmi les grands pays riches, la France est celui où le taux de pauvreté – ressources inférieures à la moitié du revenu médian –, estimé à 8,1%, est le plus bas. Il est deux fois moins élevé qu'aux États-Unis (17,8%), qui ferment la marche. Suivent l'Allemagne (10,4%), où la situation s'est nettement dégradée, le Royaume-Uni (11,9%), l'Italie (13,9%), l'Espagne (14,8%) et le Japon (15,7%).

Né après la Seconde Guerre mondiale, notre État-providence, dont le niveau de dépense atteint les 56% du PIB, continue de jouer son rôle d'amortisseur des inégalités grâce à un système de sécurité sociale et de redistribution parmi les plus généreux au monde. La France fait d'ailleurs mieux que la plupart de ses voisins: sixième, en termes de taux de réduction des inégalités, sur les trente-six pays de l'OCDE, loin devant l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie ou même la Suède, tant vantée.

Ainsi, un Français sur quatre bénéficie de notre système de solidarité (allocations familiales, chômage, logement...) et 7 millions de personnes des minima sociaux (RSA, minimum vieillesse, aide aux handicapés...). D'après les statistiques, sans intervention de la puissance publique, la pauvreté aurait explosé dans l'Hexagone, qui compterait 26,3% de gens vivant avec moins de la moitié du revenu médian.

Même analyse à l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), où les écarts de revenus entre les 20% les plus pauvres et les 20% les plus riches sont estimés de 1 à 8 avant impôts et prestations sociales, pour être réduits de moitié après: ainsi les 552 euros perçus en

moyenne par les plus pauvres avant impôts et prestations se transforment en 932 euros (+ 68%) après, tandis que le revenu moyen de 4566 euros des plus riches a fondu à 3705 euros.

Alors, comment expliquer ce décalage croissant entre les chiffres officiels et le ressenti de la population? Les Français seraient-ils, sinon ingrats, du moins myopes? Pas si vite. Quelques éléments expliquent leur «sentiment de pauvreté».

D'abord, les chiffres peinent à traduire toutes les réalités sociales. Il est, par exemple, reproché à l'Insee de ne pas prendre assez en compte dans ses indices des prix à la consommation le coût du logement, qui a explosé ces dernières années. Depuis l'an 2000, les prix de la pierre, dans le neuf et l'ancien, ont plus que doublé, augmentant même de 265% en Île-de-France. Or, ces prix ne représentent que 6,1% du panier de la ménagère pour l'Insee, alors que, cumulés, les frais de logement (loyers, charges, remboursements de prêts) représentent en moyenne, selon la DREES, 20,1% du revenu mensuel des Français et même 26% pour les plus pauvres. Dans les pays développés, c'est en France que le coût du logement par rapport aux revenus des ménages s'est le plus renchéri - + 63% entre 2000 et 2018, contre + 10% aux États-Unis, + 6% au Royaume-Uni et une situation inchangée en Allemagne -, obligeant peu à peu les classes moyennes à s'éloigner du centre des grandes villes.

Manque de mobilité sociale

Ensuite, si le taux de pauvreté n'a pas globalement progressé, la crise a durement touché les plus faibles, tandis que la reprise économique observée depuis 2016 a profité aux plus hauts revenus. Les plus riches prospèrent donc et creusent l'écart, quand les jeunes, les chômeurs et les familles monoparentales s'appauvrissent. Et les perspectives à venir ne sont pas bonnes. Selon l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), le budget 2020 dessiné par l'exécutif ferait encore perdre du pouvoir d'achat aux plus pauvres - les 5% qui gagnent moins de 820 euros par mois devraient perdre environ 45 euros par an. D'autant plus cruel que ces «pauvres» ne bénéficient ni de la suppression de la taxe d'habitation, ni de la revalorisation de la prime d'activité mais subissent en revanche de plein fouet la désindexation des allocations familiales et logement et la hausse du prix de l'essence et du tabac. *«Les pauvres, c'est fait pour être très pauvres, les riches très riches»*, comme disait l'acteur comique Louis de Funès, grimé en Don Salluste dans *La Folie des grandeurs*.

Loin de rire, beaucoup constatent chaque jour, les yeux bien ouverts, un nombre toujours plus important de sans domicile fixe dans les rues. Alors que dans les pays voisins, malgré des crises beaucoup plus aiguës - mais sans doute des solidarités sociales et familiales plus fortes -, leur nombre

C'est quoi être riche... et pauvre ?

Nous sommes tous le riche ou le pauvre de quelqu'un. Pour les 1% de Français touchant plus de 100 000 euros par an, pas de doute, ils sont « riches », mais l'est-on aussi lorsque l'on fait partie des 10% au salaire supérieur à 3 000 euros nets par mois ? Ce seuil est-il pertinent ? Et quid du patrimoine ? Et de la situation familiale ? Selon Xerfi, un institut d'analyses économiques, on est riche « *au-delà de 170 000 euros de revenus annuels et 2,5 millions d'euros de patrimoine* ». Un peu plus de 500 000 personnes seraient concernées. Autre analyse pour les époux Pinçon-Charlot, spécialisés dans la sociologie des riches : les riches se définissent surtout par l'appartenance commune à une classe qui partage les mêmes codes, écoles et quartiers. Pas qu'une question d'argent en somme... Même difficulté concernant les pauvres. L'Insee en recense 8,8 millions, soit 14% de la population dont le niveau de vie est inférieur à 60% du niveau de vie médian de la population totale. Pourquoi ce seuil de pauvreté et pas un autre ? L'Observatoire des inégalités comme l'OCDE le fixent à 50% du niveau de vie médian. Et puis, la pauvreté n'est-elle qu'une question d'argent ? Oui, répondront sans doute les près de 2 millions de personnes qui ont perçu le RSA en 2019...

L. L.

semble nettement moindre. Des jeunes, des vieux, des femmes, des enfants... autant de destins brisés en forme de miroir – déformant ? – tendu à chacun d'un possible et angoissant futur... Deux cent mille SDF sont dénombrés par les associations. Un chiffre approximatif. Non considérés comme des ménages, les plus miséreux échappent au recensement : les statistiques nationales sur les sans domicile fixe n'ont pas été actualisées depuis 2012 ; l'Insee avait alors dénombré 141 500 personnes dans ce cas.

Et si les inégalités de revenus restent contenues dans l'Hexagone, à la différence par exemple des pays anglo-saxons, où les revenus des plus riches ont explosé, les inégalités de patrimoine sont beaucoup plus marquées en France qu'ailleurs. Chez nous, si les 10% les plus riches gagnent environ 5 fois plus que les 10% les plus pauvres, lorsqu'on y ajoute le patrimoine c'est... 160 fois plus – 600 000 euros de patrimoine brut pour les plus aisés contre 3 800 euros d'économies pour les plus modestes. Une moitié des ménages français possède ainsi 92% de l'ensemble du patrimoine et 10%

d'entre eux en détiennent la moitié. Pour les plus pauvres et moins bien nés, l'ascenseur social semble en panne. L'insuffisante mobilité sociale est bien l'une des tares de notre pays. Selon l'OCDE, les enfants issus d'une famille tout en bas de l'échelle des revenus atteignent le revenu dit «moyen» en six générations pour quatre à cinq générations en moyenne dans les autres pays développés.

Une passion française pour l'égalité

L'intérêt – sinon les préoccupations – des Français vis-à-vis des inégalités est sans doute aussi culturel. «*La Révolution française s'est construite autour de ces questions d'inégalités de richesse*», rappelle Nathalie Wolff, maître de conférences à l'université Paris-Saclay, spécialiste des libertés publiques. «*Le principe d'égalité a ceci de fondamental qu'il n'est pas un droit parmi d'autres mais une exigence, tutrice et transversale, qui conditionne l'application des autres droits.*» L'égalité n'est pas seulement inscrite au frontispice de toute constitution démocratique, elle exprime l'une des plus puissantes aspirations des sociétés modernes. «*Les peuples démocratiques ont un goût naturel pour la liberté*, écrivait Tocqueville dans *De la démocratie en Amérique. Mais ils ont pour l'égalité une passion ardente, insatiable, éternelle et invincible.*» Aux XVIII^e et XIX^e siècles, cette passion a trouvé sa traduction juridique dans la légalisation des droits civils et politiques et dans l'affirmation de l'unité du peuple français. «*Aujourd'hui, il y a une exigence plus grande d'égalité réelle et pas seulement de principes consacrés*», souligne Nathalie Wolff.

Peut-on parler d'une passion française pour ces questions d'inégalité? La France produit, en tout cas, les meilleurs spécialistes au monde de la matière. Les travaux de Thomas Piketty, d'Esther Duflo, prix Nobel d'économie 2019 pour ses recherches sur la réduction de la pauvreté, ou encore de Gabriel Zucman, coauteur de l'ouvrage *Le Triomphe de l'injustice* (avec Emmanuel Saez, Seuil, 2020), qui parle à l'oreille des candidats démocrates Bernie Sanders et Elizabeth Warren, sont mondialement connus. Et ces économistes français ne se privent pas de porter le débat dans l'opinion. Pour certains, l'«*hypersensibilité*» française aux inégalités proviendrait de notre rapport particulier sinon contrarié à l'argent. «*Je n'aime pas les riches*», avait martelé le président François Hollande. Pas innocemment. Tout comme le font les détracteurs d'Emmanuel Macron en l'affublant habilement du titre de «Président des riches», l'indignité ultime. C'est que, selon une récente enquête d'Odoxa, huit Français sur dix pensent qu'être riche est mal perçu. Une situation enviable qui véhicule une image négative: un paradoxe! Les Français seraient-ils jaloux? D'aucuns s'interrogent, comme le faisait le général de Gaulle en déclarant que «*l'en- vie est notre vice national*».

En tout cas, les Français sont d'indécrottables pessimistes. Dans les enquêtes européennes, ils expriment toujours les visions de l'avenir les plus sombres. Un pessimisme chevillé au corps qui touche même les enfants. Selon un sondage Ipsos/Secours populaire, plus de six enfants (de 8 à 14 ans) sur dix craignent de devenir pauvres un jour. Et ils sont toujours plus nombreux à craindre l'avenir.

Produits de luxe pour tous ?

Sans doute les dépenses « pré-engagées » (cantine, loyer, assurances, gaz, électricité, téléphone...) biaisent-elles aussi les perceptions des Français. Ces charges « obligatoires » ont pris une place croissante dans le budget des ménages. Elles représentent 28% en moyenne, 22% pour les gens aisés mais 35% pour les plus modestes. Mais, surtout, on ne dépense plus son argent aujourd'hui comme on le faisait hier. Les smartphones, ordinateurs portables et autres enceintes connectées ont inondé les rayons des grandes surfaces avant d'envahir notre quotidien. Des produits de luxe disponibles pour tous ! Et tout le monde en redemande, notamment les plus jeunes : selon le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc - données 2019), 95% des plus de 12 ans sont équipés d'un téléphone mobile. Ces outils sont devenus une norme. Et les plus pauvres sont eux aussi très friands de ces nouveaux outils hors de prix. *« L'ordinateur et le téléphone portable, comme dans un autre registre la cigarette, sont aussi des outils de socialisation utilisés pour maintenir des liens avec les autres »*, écrit Denis Colombi, sociologue, auteur de *Où va l'argent des pauvres* (Payot, 2020).

Au point pour certains de faire, comme les enfants, des crises pour les posséder. C'est peut-être comme cela qu'il faut décrypter cette incroyable histoire : en janvier dernier, des jeunes du Val-d'Oise réussissent à récolter 7 000 euros pour aider Hervé, 53 ans, à la rue depuis près de trois ans et atteint d'un cancer. Une somme pour se remettre debout, se loger et se soigner. Après une nuit enfin passée au chaud dans un hôtel payé par ses bienfaiteurs, Hervé exige l'argent pour s'acheter... une tablette numérique. Salauds de pauvres ! comme dirait l'autre. Quelques coups sont échangés et la brouille entre le sans-abri et ses bienfaiteurs est consommée. L'argent a été versé à une association qui accompagnera Hervé s'il le souhaite. Hervé se consolera peut-être : un anonyme lui a généreusement offert une tablette numérique dernier cri... ●

Éduquer à l'argent

Gérer son argent, tenir un budget, rembourser un crédit, épargner... Autant de notions autour de l'argent qu'il faut maîtriser à l'âge adulte pour faire face au quotidien. Or, 85 % des Français n'ont pas bénéficié d'éducation budgétaire et financière, que ce soit à l'école, à l'université ou dans leur vie professionnelle. À tel point que certains spécialistes parlent parfois d'illettrisme de l'argent. La France s'est donc dotée, depuis 2016, d'une stratégie nationale d'éducation économique, budgétaire et financière.

Par Juliette Loiseau

«L'enjeu est de donner au plus grand nombre de citoyens les clés de compréhension mais aussi des réflexes pour prendre les meilleures décisions en matière d'argent», explique Mark Beguery, directeur de l'éducation financière à la Banque de France. Il y a une quinzaine d'années, face au constat de la complexification de l'univers économique, de la multiplication des produits financiers ou encore de la dématérialisation de l'argent, l'OCDE a lancé le concept d'éducation financière. En 2016, la Banque de France a été chargée de la mettre en œuvre dans l'Hexagone. *«L'éducation à l'argent regroupe l'éducation budgétaire, principalement la gestion budgétaire et*

Des ateliers pour développer son économie, protéger la planète, réfléchir à la viabilité d'une entreprise sans impact environnemental, travailler sur la croissance, le troc...

les arbitrages, et l'éducation financière, qui concerne les comptes, moyens de paiement, épargne et assurance. Tout adulte, ou presque, est confronté à ces sujets.» Cette stratégie repose sur différents piliers et s'adresse à différents publics, et notamment les jeunes. «Tous sont confrontés à ces éléments budgétaires et financiers, et nous ne pouvons pas nous contenter de les laisser au cercle familial ou proche, car dans certaines familles, le sujet n'est pas abordé»,

précise Mark Beguery. «77% des personnes interrogées dans notre enquête de 2018 disent ne pas aimer discuter des problèmes financiers avec des proches. Il faut donc renforcer l'éducation à l'argent des jeunes car il y a de plus en plus de choses dématérialisées, et donc de moins en moins d'occasions d'aborder et de comprendre certaines notions.» Les opérateurs de la Banque de France rencontrent ainsi de nombreux enseignants - 3500 en 2019 - pour les sensibiliser ou renforcer leur usage des outils d'éducation budgétaire et financière.

Un musée de l'économie

Pour cibler les plus jeunes, différents partenaires sont dans la boucle, comme l'Institut pour l'éducation financière du public, plus connu sous le nom de La finance pour tous. «Nous travaillons sur des vidéos pédagogiques pour les jeunes de 13 à 16 ans, dans lesquelles nous abordons la question du budget, des achats sur Internet, des moyens de paiement», explique Pascale Micolet-Michel, la déléguée générale. «Dans notre société, nous sommes très gênés par rapport à l'argent car, très vite, ce sont des questions personnelles et on ne veut pas les aborder, surtout pas à l'école. Pourtant, l'argent est au cœur des relations avec les gens. Mais le budget ou les types de placement sont des concepts que l'on peut enseigner sans que ça ait de rapport avec l'intime. On propose des contenus sur des questions du quotidien, qui concernent tout le monde, et, surtout, sans idéologie.»

Afin de mener à bien cette stratégie, un musée, Citéco, la Cité de l'économie, a également ouvert ses portes en 2019. «Le propos est aride, reconnaît d'emblée Nicolas Vinci, responsable du développement des publics de Citéco. Il y a eu un très gros travail de scénographie pour rendre attractifs et ludiques des concepts. Par exemple, la loi sur l'équilibre de l'offre et de la demande n'est pas compréhensible pour tout le monde. À Citéco, elle a été rendue compréhensible grâce à une jauge de batterie de voiture, des manettes à bouger pour faire varier les prix et comprendre le principe. Nous avons également un jeu qui se déroule dans une salle de négociations internationales,

type COP21. Chaque joueur est ambassadeur d'un État, assisté d'une intelligence artificielle qui l'informe de l'impact économique et social de ses choix pour baisser les énergies carbonées, et de leurs conséquences sur la planète. » Selon les ateliers, on peut développer son économie pour protéger la planète, réfléchir à la viabilité d'une entreprise sans impact environnemental, travailler sur la croissance, le troc... « Notre cible, ce sont les 15-35 ans. Dans le cadre scolaire, l'objectif est que les jeunes repartent en ayant appris un chapitre du programme économique de 1^{re} ou de Terminale. Les visites individuelles se font autour des fondamentaux de l'économie. La seule règle est que le visiteur ressorte plus éclairé dans ses choix de consommateur et citoyen, et comprenne mieux l'actualité économique. »

Le lien avec les banques

Si cet intérêt pour l'éducation à l'argent est salué par de nombreuses associations et travailleurs sociaux, certains s'inquiètent du lien avec les banques. « L'accent est surtout mis sur les questions financières et économiques, et beaucoup moins sur celles liées au budget », précise un responsable associatif qui traite des questions d'argent. « L'éducation financière, autour de la gestion de patrimoine, ce n'est pas de l'éducation budgétaire, poursuit-il. Les découverts autorisés, les crédits renouvelables sont des pratiques des banques, qui disent également faire de l'éducation budgétaire. Cette éducation doit être faite par l'Éducation nationale, mais de manière autonome, avec un financement public. Sans cette éducation, les risques sont de se faire avoir par la société de consommation, de subir des coûts supplémentaires mais aussi d'être entraîné dans le surendettement. » Pour Pascale Micolet-Marcel, « la place des banques, partenaires affichés de cette stratégie nationale, n'est pas un mystère. Elles sont utiles mais doivent être responsables et raisonnables. Elles ont compris qu'il faut garder de bonnes relations avec les clients, mais, en même temps, ce sont des entreprises commerciales qui doivent faire du chiffre. Le message pédagogique a du mal à passer quand il est mélangé au commercial, nous faisons attention à la neutralité des propos ».

Pour l'heure, les résultats sont difficiles à mesurer. En attendant, la Banque de France se fixe des objectifs de moyens, notamment celui de rencontrer toujours plus d'enseignants pour sensibiliser les élèves lors d'ateliers budgétaires, et tenter d'assurer, sur ce terrain-là, une certaine égalité au niveau de l'éducation ●

Et les enfants ?

Offrir une tirelire, donner de l'argent de poche, glisser une pièce sous l'oreiller en échange d'une dent perdue, faire cadeau d'un porte-monnaie, rémunérer un service rendu... Ces petits rituels qui rythment le quotidien de certains enfants n'ont rien d'anodin. En s'y soumettant ou au contraire en les refusant, les parents leur inculquent un rapport particulier à l'argent bien avant qu'ils ne sachent compter. Tel est l'un des enseignements de l'enquête dirigée par le sociologue Bernard Lahire et reprise dans *Enfances de classe* (Seuil). «*Au début, je n'étais pas convaincu de la pertinence de cette question de l'argent, des représentations qui l'entourent et de la manière dont on apprend à l'utiliser, appliquée à des enfants de cinq ans*», reconnaît-il. Que peuvent bien représenter pièces, billets, chèques et cartes de crédit à cet âge-là ? Beaucoup plus qu'on ne l'imagine.

Loin de laisser les petits indifférents, le sens que les parents donnent à l'argent véhicule tout un rapport au monde, à ses possibles comme à ses limites. Dans certaines familles, les choses ont un prix ; dans d'autres, on ne compte pas. Ici, on sait ce qui est cher ou bon marché ; là, on entretient l'ignorance sur ces sujets pour préserver l'innocence. Le goût de la richesse n'est pas inné, de même que l'habitude de se restreindre ou celle d'épargner. «*Le rapport à l'argent n'obéit à aucune loi naturelle*», expliquent les auteurs d'*Enfances de classe*. Ainsi, Ashan, qui baigne dans une culture de la pauvreté, repère les produits très peu chers dans les magasins. Pour Mathis, qui reçoit cinq euros quand il aide à «*faire le jardin*», l'argent se mérite, exige effort et travail. Zélie et Antoine, insouciants, ne manquent de rien. Alexis ne sait pas combien d'argent il a sur le compte que son arrière-grand-père lui a ouvert parce que «*c'est pour plus tard*», tandis qu'on répète tous les jours à Anaïs que l'argent ne tombe pas du ciel. Au sein des classes populaires, on a tendance à affirmer que l'argent ne fait pas le bonheur, alors que, dans les familles aisées, l'objectif de la richesse et du confort est transmis aux enfants.

«*La plupart des enfants des familles pauvres ont intégré un sens des limites qui les conduit à restreindre d'eux-mêmes les demandes qu'ils adressent aux adultes en matière de consommation*», avance Bernard Lahire. À l'inverse, «*ceux des plus riches ont des possibles quasiment infinis*».

Marion Rousset

L'argent

S'enrichir sans rien produire ?
Ils sont quelques centaines
dans le monde à encaisser les
millions d'un argent déconnecté
de la production de valeur, en surfant
sur la vague des réseaux sociaux,
en jouant avec les algorithmes et les
microsecondes ou en jonglant avec
l'argent numérique. Petit panorama.

Par Jacques Duplessy

fou

Les réseaux sociaux font recette

YouTube, Instagram et télé-réalité... Les réseaux sociaux ont amené leur cortège d'influenceurs avec leurs millions de «followers» qui placent des produits à longueur de photos et vidéos. Ils profitent aussi de la bêtise de leurs fans pour les pousser à acheter de multiples produits à un prix exorbitant.

Le numéro 1 mondial des recettes est un Américain âgé de huit ans. Ryan Kaji, de son vrai nom Ryan Guan, a gagné 26 millions de dollars en 2019 ! L'année précédente, il n'avait gagné «que» 22 millions, selon la revue *Forbes*, qui tient le palmarès annuel des Youtubeurs les plus riches. Dans la plupart des vidéos, on le voit simplement déballer des cadeaux et s'amuser avec ses nouveaux jouets. Le tout, bien sûr, sponsorisé par des fabricants de jouets. Depuis sa création, sa chaîne approche les 35 milliards de vues.

Il n'est pas le seul. Nastya, une Russe de cinq ans, a empoché 18 millions. Ses chaînes «Like Nastya Vlog» et «Funny Stacy» comptent 107 millions d'abonnés et 42 milliards de vues ! Nastya a signé des contrats de sponsoring avec Danone et Legoland. Cette course effrénée au nombre de vues n'est pas sans poser d'une façon nouvelle la question du travail des enfants. Des psychologues s'inquiètent aussi des conséquences pour ces petits, vaches à lait de leurs parents.

La France n'est pas à l'écart de ce phénomène. Jessica Thivenin (5 millions d'abonnés sur Instagram) et Thibault Garcia (3,5 millions sur le même réseau social), deux ex-stars de la télé-réalité *Les Marseillais*, gagnent près de 200 k€ par mois. Ils ont lancé une marque de blanchiment dentaire, «BBryance», et font du placement de produit (montres, vêtements...) et de la promotion de pari sportif en direction de leurs abonnés.

Quand le goût du lucre rend la finance folle

Les financiers ont-ils tenu compte de la crise de 2008, avec son lot de produits structurés et d'emprunts toxiques ? «Un peu», selon un «banquier repentini», qui estime que les produits financiers sont plus contrôlés qu'en 2008.

Un produit financier complexe, c'est un placement dont le rendement est indexé sur un indice d'action ou des actions, avec de nombreuses conditions et un rendement garanti de 5 ou 6% par an. Voilà le genre de produits miracles qu'on propose encore, alors que les taux d'intérêt sont au plus bas... «*Les simulations proposées au client sont correctes, mais elles reposent sur le passé... qui ne préjuge pas de l'avenir*, souligne le banquier. *Donc, on a une probabilité, au sens mathématique du terme, que le contrat soit gagnant. Mais on peut aussi perdre une bonne partie de son capital.*»

Collectivités locales et hôpitaux ont été vaccinés après la crise de 2008. Mais ce type de produits à risque reste proposé aux particuliers et aux institutionnels, les caisses de retraite par exemple. «*Le problème*, explique notre ex-banquier,

c'est que les particuliers croient comprendre le système et estiment qu'ils sont certains de gagner. Quant aux petites caisses de retraite, elles ne sont absolument pas outillées pour analyser ces produits dérivés complexes. Finalement, elles ne comprennent pas ce qu'elles signent... Désormais les banquiers sont très vigilants: ils font signer au client des tas de formulaires dans lesquels il reconnaît bien comprendre le type de produit. Si le client perd de l'argent, ce n'est plus leur problème.» Les banques sont d'autant plus sereines qu'elles font un gain certain sur chaque opération. Ces produits structurés complexes pourraient nous réserver encore de bien mauvaises surprises en cas de nouvelle crise, notamment chez les acteurs institutionnels.

Autre concept financier très dangereux, la vente à découvert sur les marchés à terme. On vend des actions qu'on n'a pas en pariant sur la chute du cours. Si on a vu juste, lorsqu'on rachète le titre, son prix a diminué et on empoche la différence. «Ce type d'ordre de bourse fonctionne comme un effet autoréalisateur. Donc certains secteurs en difficulté voient leurs problèmes s'accroître avec cette forme de spéculation, explique Éric Vernier, maître de conférences à l'Université du Littoral-Côte-d'Opale. Le risque étant que, quand on perd, il faut avoir les moyens de payer. Dans le cas de marchés à terme, il suffit d'avoir 20% de la somme en garantie. Donc, si on perd, il faut trouver la différence entre les 80% restant et le montant de la vente initiale! On sait que certains assureurs ont des positions compliquées. On ne pourrait pas payer toutes les assurances-vie si les titulaires les réclamaient.»

Le high frequency trading, les microsecondes de la fortune

S'il y a bien une chose que l'on ne peut pas retirer aux banquiers, c'est leur inventivité. Lancé au début des années 2000, le high frequency trading (HFT – transactions à haute fréquence) permet de gagner de l'argent en jouant sur le décalage des ordres d'achat et de vente. Car il y a un laps de temps entre les ordres d'achat et de vente et leur exécution par les opérateurs boursiers. Le but du HFT est de s'intercaler dans ce laps de temps pour appliquer une stratégie gagnante complexe d'ordres de vente et d'achat. Pour pouvoir s'exécuter très rapidement, le HFT doit d'une part essayer de deviner la nature de ces ordres – puisque le carnet d'ordres d'une bourse est privé –, et d'autre part dispose d'une infrastructure particulière pour pouvoir passer des ordres sur les marchés à des vitesses se comptant en microsecondes – 1 μ s = un millionième de seconde. C'est l'algorithme le plus rapide qui génère alors un profit. «On achète et on vend à une vitesse telle que l'on peut générer quasiment à coup sûr des petits bénéfices sur chaque transaction. Et comme c'est récurrent, mis bout à bout, ça fait des millions et des millions. Le premier qui commet une erreur sur un marché est immédiatement sanctionné car ces programmes informatiques réagissent bien plus vite que ne le font les humains», détaille l'ex-banquier.

L'argent foot

Aux trois premières places du classement des sportifs les mieux payés au monde en 2019, on trouve trois footballeurs: Lionel Messi, Cristiano Ronaldo et Neymar. Avec respectivement des gains de 130, 113 et 105 millions d'euros par an – avant impôts et frais d'agent. Soit entre 5 095 et 6 163 SMIC annuels...

Ces stars sont surtout devenues des marques. Ainsi Ronaldo gagne plus d'argent sur Instagram que sur un terrain; il aurait gagné près de 43 millions d'euros sur les douze derniers mois rien qu'avec des publications sponsorisées. Alors qu'il ne perçoit «que» 30 millions d'euros par an à jouer au football. Une marque qui souhaite poster une photo sur son compte, suivi par 186 millions de passionnés, doit déboursier 900 000 €. D'après le magazine *Forbes*, la valeur 2019 de la marque «Cristiano Ronaldo» est de 26 millions d'euros et celle de Lionel Messi, de 18 millions d'euros.

J. D.

Pour l'anecdote, on peut mesurer le degré d'agressivité de cette pratique à la lecture des petits noms des logiciels qui lui sont liés. Les outils développés par les banques pour le HFT ont des noms amicaux comme Sniper et Guerilla au Crédit Suisse, Ambush et Razor (embuscade et rasoir) chez Bank of America, ou encore Dagger (poignard) pour Citigroup... Charmant !

Jeudi 6 mai 2010, le Dow Jones, indice historique de la Bourse de New York, a dévié de 9% en séance. Ce mini-crash serait dû aux algorithmes des opérateurs de HFT ou, selon certains analystes, aurait été amplifié par lui. Tout est à mettre au conditionnel, car personne n'a compris ce qui s'était réellement passé. Malgré cela, peu de choses ont été faites pour réguler le HFT.

Une étude canadienne de 2016 dévoile qu'il représenterait environ la moitié du volume des transactions financières aux États-Unis et 35% de ce volume en Europe. Les revenus des firmes de HFT se situeraient autour de 5 milliards de dollars par an sur l'ensemble des marchés mondiaux.

Le HFT pose des questions de sécurité et d'éthique. Jean-Pierre Jouyet, alors président de l'Autorité des marchés financiers (AMF), a estimé le 5 octobre 2011 *«qu'il [était] quasiment impossible de démontrer d'éventuelles manipulations de cours liées au high frequency trading du fait de sa structure opaque et des manques de données durablement exploitables via le carnet d'ordres.»* Les sénateurs français ont envisagé une taxe pour freiner cette forme de spéculation. Un amendement dans ce sens voté par le Sénat le 18 novembre 2011 a été rejeté par le gouvernement Fillon.

L'univers impitoyable des cryptomonnaies

«Les cryptomonnaies, ces monnaies numériques, c'est le Far West, explique notre banquier. Il y a le Bitcoin, la plus connue, mais il y en a beaucoup d'autres. Cela fonctionne sans régulation. Aucune banque ne conserve d'avoirs.» La «blockchain» est une technologie de stockage et de transmission d'informations, transparente, sécurisée, et fonctionnant sans organe central de contrôle. Par extension, une *blockchain* constitue une base de données qui contient l'historique de tous les échanges effectués entre ses utilisateurs depuis sa création. Cette base de données est sécurisée et distribuée: elle est partagée par ses différents utilisateurs, sans intermédiaire, ce qui permet à chacun de vérifier la validité de la chaîne. Une *blockchain* publique peut donc être assimilée à un grand livre comptable public, anonyme et infalsifiable. Du moins en théorie... «Des centaines de millions de dollars ont disparu après des attaques informatiques», assure notre spécialiste. À côté des cryptomonnaies, et adossé à elles, on trouve un équivalent proche de l'émission d'actions, les ICO. Une ICO (*initial coin offering*) est une méthode de levée de fonds fonctionnant via l'émission d'actifs numériques échangeables contre des cryptomonnaies durant la phase de démarrage d'un projet. «Et là, ça peut être le grand n'importe quoi, car il n'y a aucun contrôle, on peut tout simplement lever des fonds sur du vent», souligne le banquier.

«L'autre problème, c'est que les cryptomonnaies facilitent le blanchiment de l'argent sale et le financement du terrorisme, estime Éric Vernier, par ailleurs spécialiste du blanchiment. La blockchain ne vérifie pas si le flux financier est légal ou s'il est suspect, comme une banque doit le faire.»

Bon appétit, Messieurs! ●

L'argent des migrants

Les émigrés qui envoient de l'argent dans leur pays d'origine financent trois fois plus de projets que les organismes internationaux.

Par Cécile Andrzejewski

Chaque mois, Hassan envoie 400 euros à sa famille syrienne réfugiée en Turquie. Sans compter les «à côté» en cas de naissance ou de décès. Et quand sa sœur a lancé son petit commerce de décoration d'intérieur, il a investi 100 euros pour l'aider à démarrer. *«Elle ne voulait pas que je lui donne de l'argent pour son enfant, elle se sentait gênée. Mais elle a accepté sous cette forme d'investissement pour amorcer son business. Là, elle commence à faire des bénéfices, donc elle voulait me rembourser. J'ai refusé.»*

Hassan est loin d'être le seul à aider financièrement les siens. D'après une étude de la Banque mondiale sur les migrations et le développement d'avril 2019, ces *«envois de fonds vers les pays à revenu faible et intermédiaire ont atteint un niveau sans précédent en 2018»*. Ils représentaient 529 milliards de dollars, soit une progression de 9,6% par rapport aux 483 milliards du précédent record de 2017. En tête des pays bénéficiaires, l'Inde, avec 79 milliards de dollars, suivie par la Chine (67 milliards), le Mexique (36 milliards), les Philippines (34 milliards) et l'Égypte (29 milliards).

Des «agents du changement»

Selon la Banque mondiale, la tendance n'est pas près de ralentir, puisqu'elle prévoit qu'en 2019 *«les envois à destination des pays à revenu faible et intermédiaire devraient s'établir à 550 milliards de dollars et devenir ainsi leur première source de financement extérieur»*. Une somme colossale, quand on sait que ce total représente plus du triple de l'aide publique au développement. Ce montant atteindrait même un niveau plus élevé si on tenait compte des flux financiers «non officiels» qui échappent aux statistiques. L'Organisation de coopération et de développements économiques estime ces transferts informels selon les régions, entre 35% et 75% des flux enregistrés.

Cet argent envoyé par la diaspora a prouvé son efficacité dans la lutte contre la pauvreté. *«Sans ces fonds, la part de la population pauvre serait supérieure de 4 points au Népal, 5 points au Ghana, 5 à 7 points au Cambodge,*

10 points au Bangladesh, 11 en Ouganda, 12 au Salvador», liste la Banque mondiale. En faisant parvenir cet argent à leurs proches, les émigrés aident également à réduire le travail des enfants et améliorer l'alimentation, et encouragent la scolarisation et les dépenses d'éducation. Bref, ils transforment le quotidien bien plus efficacement et concrètement que de nombreux organismes internationaux. À tel point qu'Olivier Kaba, chargé des projets migrations à l'Agence française de développement les qualifie dans *Le Monde* d'«agents du changement»: «La diaspora est devenue le bailleur de fonds le plus fiable. Ils sont là quand d'autres partent au bout de quinze ans, changent de priorités ou de destinations géographiques. Ils sont des relais de très grande proximité. Grâce à eux, on a accès directement à la communauté ou au village. Le travail avec la diaspora a changé la manière de faire du développement.»

Une aide nécessaire aussi au départ

Mais l'argent ne circule pas à sens unique, rappelle le chercheur Hugo Bréant, qui a enquêté sur les migrations togolaises et comoriennes en France. Il souligne que la plupart des études et des données disponibles se focalisent sur l'envoi d'argent vers le pays d'origine, mais rarement sur les «flux monétaires à contresens». D'après lui, «si les flux du Sud vers le Nord sont invisibles, c'est avant tout parce qu'ils vont à rebours de la définition sociale et politique de l'émigré-immigré. Dans les médias, les immigrés sont souvent décrits comme des individus qui, poussés par des écarts de développement importants, sont partis trouver à l'extérieur un emploi et une situation économique plus favorable. [...] La migration étant présentée comme une stratégie négociée au sein de la famille, qui vise à aider ses proches grâce à l'expérience migratoire, l'envoi d'argent est une constituante et un objectif de ce projet collectif.»

«Pourtant, rappelle-t-il dans la revue *Autrepart*, qu'elle s'effectue selon des modalités légales ou non, l'émigration nécessite d'avoir des ressources financières, et partir de son pays peut nécessiter de contracter des emprunts.» Ainsi, il faut acheter un billet d'avion, régler les frais de visa, payer un hébergement... Si la famille finance souvent le voyage, ce rôle revient aussi parfois à une personne ayant déjà émigré elle-même. «Les participations financières à la réalisation d'un projet migratoire sont multiples et l'argent peut provenir, exclusivement ou parallèlement, de proches qui travaillent dans le pays d'origine, dans un autre pays du Sud ou qui ont déjà émigré dans le pays d'accueil.» Avant de partir, celui qui s'en va dépend donc de l'aide de ses proches – qui peuvent attendre ensuite un retour sur investissement. Et c'est ainsi que l'argent circule, des uns aux autres. ●

La finance débridée

Un danger pour le monde

Le monde de la finance attend en tremblant la prochaine crise, celle qui fera passer celle de 2008 pour une aimable plaisanterie. Alors qu'il en sera, une fois encore, tout à fait responsable.

Par Denis Clerc

Aurions-nous changé de monde? Ou, au moins, de monde économique? Autrefois – ce n'est pas si vieux, dans les années 1960 – la finance était discrète. Certes, il arrivait que l'on emprunte, pour acheter une voiture ou un logement. Mais on le faisait discrètement et après moult hésitations. L'État, dont chacun sait qu'il est dispendieux, préférerait ne pas user du honteux mot «déficit» et lui préférerait «impasse» – guère plus noble, mais moins explicite. Emprunter était le recours de dernière instance. Aujourd'hui, c'est devenu la norme. Et, surtout, un espoir majeur d'enrichissement, comme l'indique le terme de «levier d'endettement», façon de dire que s'endetter peut rapporter bien plus que cela ne coûte. La finance consiste à gagner de l'argent avec l'argent, le plus possible. Depuis les années 1980, les dispositifs pour y parvenir n'ont cessé de croître, au point que l'on parle de «financiarisation» pour désigner un système complexe où les marchés financiers (bourses de valeurs, marchés des changes, bourses de matières premières) ne sont plus simplement des auxiliaires, mais sont aux commandes de l'activité économique tout entière. Aux banques se sont ajoutés quantité d'organismes financiers, tout un «commerce de promesses¹», dont une proportion variable ne seront pas tenues, puisque la finance est toujours un pari sur un avenir que nul ne connaît.

Sans finance, pas d'investissement

La finance est indispensable car, si elle n'existait pas, bien des investissements en logements ou en activités productives dont nous profitons ne seraient pas là. Toutefois, elle est également dangereuse, non seulement parce que les promesses ne se concrétisent pas toujours, mais surtout parce qu'elle fonctionne à l'inverse de l'univers économique, où la hausse du prix d'un bien en réduit la demande. Au contraire, dans l'univers financier, la hausse du cours d'un titre (ou de tout autre actif², comme l'or, les tableaux, l'immobilier, etc.) incite à en acheter, car on espère tirer profit de l'acquisition lorsqu'on la revendra. Beaucoup achètent à crédit, ce qui augmente la troupe des acheteurs: puisque les autres achètent, suivons-les, ils ont sans doute flairé la bonne affaire. La hausse ainsi autoentretenu est porteuse de promesses de plus en plus fabuleuses qui gonflent en «bulle spéculative», c'est-à-dire en une progression des cours non liée à la réalité, mais au mimétisme. Cette bulle éclate à la suite d'un incident – une épidémie de coronavirus par exemple – ou lorsque certains commencent à douter et cherchent

1. Titre du livre de référence de Pierre-Noël Giraud (Seuil, 2009).

2. Le terme désigne les avoirs détenus et susceptibles d'être vendus: actions, obligations (titres d'emprunts émis par les entreprises ou l'État), devises, créances diverses terrains, logements, brevets...

à se désengager. La descente commence, vire à la dégringolade et peut se terminer par un krach, situation où plus personne ou presque n'achète, malgré des cours très bas. Pourtant, il faut rembourser les dettes souscrites lors de la période d'euphorie, alors même qu'une partie des actifs que l'on possédait s'est évaporée. Certains font faillite, d'autres tentent de revendre ce qui a encore de la valeur pour se désendetter, la plupart réduisent leurs dépenses. Se boucle alors un double cercle vicieux. Économique: puisque les prix baissent (déflation), je remets à plus tard les achats non indispensables, ce qui contribue à réduire encore davantage l'activité. Financier: la valeur des actifs baisse, pas celle des dettes, si bien que le niveau d'endettement – le rapport entre la dette et les actifs détenus – augmente malgré les remboursements. Cela vaut pour les particuliers, les organismes financiers, mais aussi les États: entre 2011 et 2015, l'État grec a été contraint de réduire sensiblement ses dépenses publiques pour payer ses dettes, mais comme cela réduisait encore plus fortement l'activité économique du pays, son niveau d'endettement n'a cessé de monter. En 1933, Irving Fisher, l'économiste le plus renommé de l'époque, avait décrit ce cercle vicieux d'une phrase: «*Plus le débiteur paye, plus il doit.*»

La grande crise des années 1930 avait servi de leçon. Les États ont imposé des règles, parfois nationalisé les banques, contrôlé placements et crédits. Les crises n'ont pas disparu, mais elles se sont espacées et leur intensité a sensiblement diminué. Toutefois, peu à peu, dans les années 1970 et surtout 1980, les marchés ont repris le dessus, encouragés par la libéralisation des mouvements de capitaux et l'allègement, voire dans certains cas la disparition des règles qui leur étaient imposées. Ce qui a stimulé l'inventivité des professionnels de la finance. Sont alors nés de nouveaux acteurs et de nouveaux produits financiers.

Ainsi fonds, fonds, fonds...

Les nouveaux acteurs sont ceux que l'on regroupe dans la finance de marché, ou «finance de l'ombre» (*shadow banking*). Il s'agit de toutes sortes de «fonds» – de pension, d'arbitrage, d'investissements, de placements –, d'agences de notation, d'assurances, etc. Les fonds rassemblent d'importantes contributions d'actionnaires ou d'épargnants, complétées souvent par des emprunts, ce qui leur permet de réaliser un levier d'endettement: j'emprunte à 2% pour mener une opération qui rapportera 10% de bénéfice, soit un effet de levier de 5. Il peut être beaucoup plus important, mais à condition que la rentabilité espérée soit au rendez-vous. Exemple: une entreprise est à vendre. Le fonds – d'investissement dans ce cas – l'achète, la purge de tous les éléments qui, à ses yeux, réduisent sa rentabilité, et la revend nettement plus cher. Ou un État endetté en dollars suspend ses remboursements faute de réserves de devises suffisantes. Le fonds rachète les titres d'emprunt de l'État

qui ne valent plus rien et le traîne en justice aux États-Unis pour obtenir le droit de saisir des biens appartenant à cet État. Les fonds d'arbitrage (*hedge funds*), qui sont les plus nombreux – 4 000 aux États-Unis –, spéculent sur des devises, des matières premières, des taux d'intérêt, des actions. Les quinze gérants les mieux rémunérés de ce type de fonds ont gagné à eux seuls 12 milliards de dollars³ en 2019. Non soumise aux règles bancaires, la finance de l'ombre est en quelque sorte le capitalisme à l'état pur : seul compte le gain maximal. La plupart des banques disposent de filiales qui gèrent des fonds importants – par exemple le Crédit Agricole, avec Amundi, qui gère plus de 1 500 milliards d'euros –, tandis que prospèrent d'autres fonds, comme BlackRock, fonds américain d'investissement qui gère 7 000 milliards d'euros – près de trois fois le montant du Produit intérieur brut français. L'on commence cependant à voir des fonds qui se fixent des objectifs sociétaux, comme le financement d'investissements « bas carbone ».

Des prêts pas très frais

Les nouveaux produits financiers sont les produits « titrisés » et les produits « dérivés ». La « titrisation » consiste, pour une banque, à émettre des titres gagés sur plusieurs milliers de prêts de toute nature qu'elle a accordés – prêts étudiants, immobiliers, à la consommation, etc. Les banques peuvent ainsi transférer les risques afférents à ces prêts aux acheteurs des titres – que l'on dit alors « structurés », car reposant sur des actifs diversifiés –, tout en reconstituant leur capacité de prêt. Les titres sont écoulés sur les marchés financiers. Comme ils rapportent nettement plus que les autres formes de placement – trois à cinq fois la rémunération des livrets A en France en 2005 –, surtout lorsqu'ils contiennent des prêts à taux d'intérêt élevés consentis à des personnes à risque – pauvres, jeunes... –, les gestionnaires de placements dans le monde occidental se sont rués sur ces titres rémunérateurs pour attirer les épargnants. Face à ces produits complexes, quasiment impossibles à analyser dans le détail, les agences de notation se contentaient de faire confiance aux banques qui les présentaient... et qui payaient leurs services. Les produits dérivés sont plus anciens. Sans rentrer dans le détail, ils garantissent un prix pour des produits – matières premières, devises, taux d'intérêt, actions... – qui seront livrés et payés plus tard. Mais en attendant le terme, ils favorisent la spéculation, car le prix de marché effectif peut être très différent du prix « papier » fixé par le contrat. Le fin du fin est de mixer dérivé et titrisation. Par exemple, en doublant le taux d'intérêt d'un emprunt si le taux

3. Pour bien mesurer l'importance de ce chiffre, il faut se dire que le détenteur d'un milliard de dollars qui déciderait de dépenser chaque jour 1 000 dollars mettrait... 2 700 ans pour en venir à bout.

de change du franc suisse par rapport à l'euro dépasse un certain seuil (cas réel). En 2007, les produits dérivés dans le monde représentaient... 684 000 milliards de dollars, douze fois le total de tous les PIB du monde entier... L'imagination des « génies de la finance » était alors sans limite, et l'euphorie régnait. C'est sur ce terreau éminemment spéculatif qu'est née la crise financière de 2008, la pire depuis 1929. Une « crise systémique », c'est-à-dire mettant en péril l'ensemble du système capitaliste, à la façon d'un jeu de dominos, la chute de chacun d'eux entraînant celle du suivant, etc. Des gens surendettés, des montagnes d'emprunts, dont une partie censée être garantie par les prix de l'immobilier, des assureurs à trop petit bras et donc poussés à la faillite, des agences de notation dépassées par la complexité des titres émis sur ces gages, des acheteurs poussés par la cupidité à passer outre, des banques aux filiales droguées aux leviers d'endettement pour multiplier leurs résultats, des gérants, des *traders* et des démarcheurs surpayés, tout cela a engendré des promesses qui ne pouvaient être tenues mais auxquelles la plupart des acteurs de la finance et leurs clients croyaient. Bilan : aux États-Unis, 4 à 5 millions de ménages à la rue, car incapables de rembourser, des faillites de banques et de sociétés d'assurance. La facture européenne se monte au bas mot à 10 millions de chômeurs, une forte aggravation des inégalités – 5 millions de pauvres supplémentaires –, des doutes sur l'Union européenne et une fragilisation de la démocratie – « *Les banques s'en sortent, mais je m'en fonce.* » On a certes évité un *remake* de 1930, mais la crise financière est devenue crise économique, puis, dans la zone euro, crise de surendettement public car il a fallu renflouer les banques (Grèce, Irlande, Espagne).

Le poids de la cupidité

Certes, grâce à la réaction des banques centrales, qui ont fait tourner à fond la planche à billets pour sauver les banques, et des États, qui ont, par leurs dépenses, limité la casse économique, la crise a été jugulée. Mais, une fois de plus, elle n'a pas servi de leçon. Moins de dix ans après la catastrophe, la finance est de retour, avec ses promesses et ses revenus indécents. Jamais la Bourse et l'immobilier n'ont si bien payé. Une nouvelle ère de prospérité est en route grâce aux marchés, triomphe Trump, qui a pris soin de réduire la fiscalité et les règles financières. « *Même si les institutions et les dirigeants s'améliorent, la tentation d'aller trop loin existera toujours. [...] Un système financier, si bien régulé soit-il, peut s'effondrer sous les poids de la cupidité, de la politique et des profits* », écrivent Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff dans un livre savant (*Cette fois, c'est différent*, Pearson) où ils analysent « huit siècles de folie financière » (sous-titre du livre). Marx, dans *Le Capital*, évoquait le « caractère plaisamment hybride d'escrocs et de prophètes » que révèle la finance. Les voilà de retour. C'était bien vu, hélas. ●

Loyer, transports, alimentation...
Les Français ne dépensent pas leur argent de
la même manière selon qu'ils sont riches ou
pauvres, campagnards ou urbains...

Par Adélaïde Robault

Notre Euro quotidien

On ne dépense plus son argent comme il y a cinquante ans. De nouveaux besoins – produits numériques... – et d'autres modes de consommation – achats en ligne – sont apparus. Les enquêtes de l'Insee sur le budget des ménages – personnes partageant un budget et vivant sous le même toit –, lequel inclut les prestations

Parmi les ménages les plus modestes, on compte 44 % de familles monoparentales – dont 85 % ont une femme à leur tête. Les couples sans enfants n'y sont que 9 %.

Au 1^{er} janvier 2020, le montant brut du Smic est de 1 539,42 euros, soit 10,15 euros de l'heure.

sociales, montrent que la part de l'alimentation et de l'habillement continue de se réduire. En revanche, les dépenses pré-engagées – dites aussi contractuelles ou contraintes – telles que loyer, abonnements fixes, charges, eau, électricité, assurances, remboursements d'emprunt immobilier, cantine scolaire... n'ont fait qu'augmenter depuis trente ans, en particulier le logement, toujours plus cher. Toutefois, ces charges pèsent différemment sur les ménages. Les citadins déboursent plus pour se loger que les ruraux, lesquels font face au contraire à des frais de transport plus importants. Les dépenses contraintes représentent 61% du budget des plus pauvres, mais seulement 23% de celui des plus aisés (Drees* 2018). Autre différence significative, la part dévolue à l'alimentation est plus importante dans le budget des premiers que dans celui des seconds.

Au final, le niveau de vie, l'âge et le lieu de résidence s'imposent comme les trois facteurs qui déterminent comment on dépense son argent. En 2017, le revenu médian s'élevait à 20820 euros annuels, soit 1735 euros par mois par personne. Ce revenu n'a pas la même source selon les ménages. En 2011, les revenus du patrimoine représentaient en effet un tiers du revenu disponible des ménages les plus aisés et les transferts nets reçus 5%. Pour les plus modestes, ceux du premier quintile, le poids des transferts nets – prestations familiales et minima sociaux – reçus était élevé (46%) et même légèrement supérieur à celui des revenus nets d'activité (45%) ●

En 2018, 9,3 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté (moins de 1050 euros par mois par personne), soit 14,7% de la population.

Reste-à-vivre

Une fois les factures payées, un ménage dispose d'un revenu arbitral, ou «reste-à-vivre», pour se nourrir, s'habiller... Il serait, pour la moitié des ménages pauvres, de 340 euros par mois tandis que, pour les ménages aisés, il dépasserait 2010 euros. Un ménage pauvre sur quatre dépense 80% de son revenu disponible dans des dépenses contraintes, ce qui l'oblige, pour augmenter son revenu arbitral, à puiser dans d'éventuelles économies, à s'endetter, à faire jouer les solidarités locales, ou à travailler «au noir».

A. R.

** Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques.*

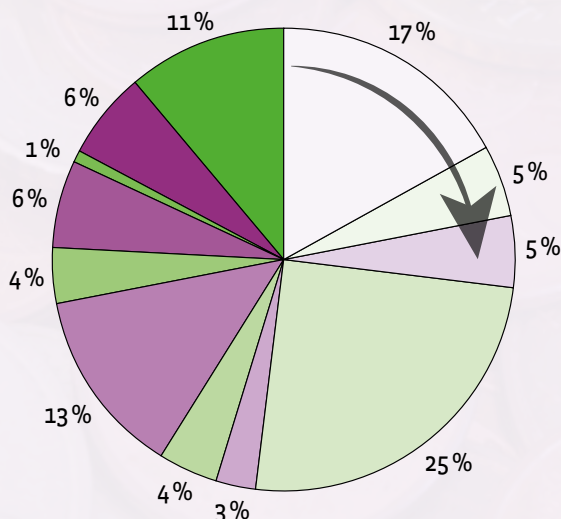
Le niveau de vie est égal au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation. Donc le même pour tous les individus d'un même ménage.

En 2017, 66 % des ménages du premier quintile de niveau de vie – revenu annuel égal ou inférieur à 12 800 euros – sont locataires, contre 21 % des ménages du cinquième – revenu annuel supérieur ou égal à 59 960 euros.

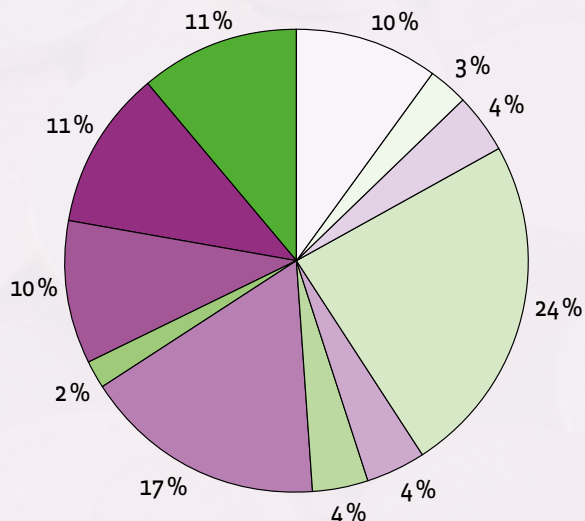
Répartition de la consommation des ménages selon leur niveau de vie

Source: Insee

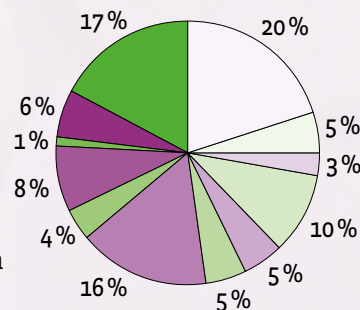
Ménage locataire modeste (premier quintile)



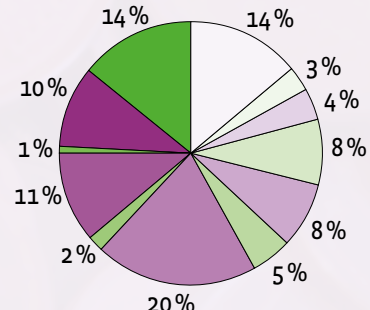
Ménage locataire aisé (cinquième quintile)



Ménage propriétaire modeste (premier quintile)



Ménage propriétaire aisé (cinquième quintile)



- Alimentation
- Alcool et tabac
- Habillement
- Logement
- Équipement du logement
- Santé
- Transports
- Communications
- Loisirs et culture
- Enseignement
- Hébergement et restauration
- Autres biens et services

L'argent du bonheur

Et vous, quel est votre meilleur souvenir avec l'argent ? La réponse n'est pas si simple, mais toujours riche d'enseignements.

Par Morgane Pellenec

Shayma W.,
27 ans,
livreuse,
Bordeaux

J'ai grandi dans un pays d'Amérique du Sud, et ma situation familiale était un peu compliquée. Mes parents étaient artistes et nous n'étions pas très riches. Nous vivions dans une sorte de bidonville, dans une maison que nous construisions nous-mêmes. Nous n'avions pas d'eau courante, de l'électricité une fois de temps en temps. Lorsque j'avais dans les 5 ou 6 ans, mon père, qui était alcoolique, volait régulièrement de l'argent à ma mère. Comme j'étais sa «chouchoute», il me donnait toujours un peu de cet argent dès que je sortais pour aller faire une course ou jouer dehors.

Moi, je m'empressais d'aller le redonner à ma mère. Elle ne voulait jamais l'accepter mais je lui disais: «*Si, c'est le tien!*» J'avais l'impression de rétablir une forme de justice.

Gaëlle D.,
72 ans,
professeure,
Paris

Mon père était officier de marine, il avait eu sept enfants et n'avait pas d'argent. Lorsqu'il a quitté la Marine pour devenir expert maritime, il s'est mis à en gagner. Mais il en avait honte, et il pensait que cet argent lui brûlerait les doigts. Il a simplement acheté une maison, où il recevait tous ses enfants et petits-enfants. Lorsqu'il est mort en 1993, nous avons découvert qu'il nous avait laissé un petit héritage. Chacun des frères et sœurs l'a utilisé à sa manière. Une de mes sœurs a acheté un tableau de maître. Moi, j'ai pris cet argent, et je l'ai gardé. Au Noël suivant sa mort, j'ai préparé une enveloppe pour chacun de mes quatre enfants. À l'intérieur, j'y ai mis l'argent de mon père, que j'avais partagé équitablement entre eux. Sur un carton, j'ai écrit: «*C'est votre grand-père qui vous fait ce cadeau, et un petit coucou du ciel.*»

Après avoir obtenu un DUT, j'ai contracté un prêt de 16 000 euros pour financer la licence que je souhaitais poursuivre en Australie. Une fois mes études terminées, il a bien fallu que je travaille pour rembourser ce crédit. Je suis reparti, cette fois en Angleterre, mais je vivotais avec de petits revenus. Je suis finalement rentré en France, où j'ai eu l'opportunité d'aller travailler à Val-d'Isère en tant que moniteur de ski avec un salaire conséquent. Lorsque j'ai reçu mon premier virement, je me suis dit : «*Ça y est, je vais pouvoir m'en sortir, rembourser ma dette, vivre correctement et même partir en vacances!*» J'ai ressenti un vrai sentiment de liberté. Peu de temps après, je suis allé faire une course et j'ai donné un billet de 50 euros au commerçant, en lui disant de garder la monnaie, ce qui représentait une petite somme. Je me disais : «*Maintenant que tu as de l'argent, tu peux aider les gens.*» Et puis, la raison m'a rattrapé et j'ai compris que l'argent pouvait vite brûler les doigts.

**Yann M.,
36 ans,
moniteur de ski,
Val-d'Isère**

J'ai été riche un week-end ! J'avais 24 ans, j'habitais à Paris et j'étais en alternance, avec un salaire de misère. Un week-end que je rentrais chez mes parents à Nancy, ma mère m'attendait avec une lettre. Elle provenait du ministère de l'Économie espagnol et me disait que j'avais gagné 647 000 dollars... J'ai ri et j'ai laissé le courrier de côté. Mais ma mère me raconte alors qu'un jour elle est allée consulter une voyante et que celle-ci lui a prédit qu'une de ses filles deviendrait très riche. Je commence à prendre l'affaire plus au sérieux, je relis la lettre, qui porte le tampon du ministère. Il y est écrit que j'ai été tirée au sort, suite à un paiement par carte bleue que j'ai effectué sur Internet. D'un coup, je me suis dit : «*Je suis riche!*» Pour récupérer mon argent, il fallait que j'envoie mes coordonnées bancaires, je ne pouvais m'en occuper que le lundi suivant. Le temps d'un week-end, ma mère et moi n'avions jamais été aussi heureuses ! Nous sommes allées faire des courses avec ma sœur, qui voulait acheter plein de choses, et je me disais : «*Bientôt, elle pourra s'offrir tout ce qu'elle souhaite.*» Je suis rentrée à Paris, je faisais des plans sur la comète, je me disais que j'allais investir. Et puis, je suis allée voir mon frère avec la lettre. Il a tout de suite vu que c'était une arnaque et m'a brusquement arrachée à mon rêve. J'étais dépitée... Mais le temps d'un week-end, je me suis sentie riche, heureuse et soulagée. Mon avenir était assuré et je n'aurais plus aucun souci matériel.

**Carina B.,
40 ans,
contrôleuse
de gestion,
Montreuil**

Yvan G.,
74 ans,
retraité,
Orsay

Je fais partie d'une association qui s'appelle Aide au Vietnam et à l'enfance. Dans ce cadre, nous avons aidé une jeune fille, Aline. Nous l'avons soutenue financièrement dès l'école primaire. Nous avons payé ses repas, son uniforme et ses fournitures. Elle a poursuivi sa scolarité jusqu'à entrer à la faculté à Hô-Chi-Minh-Ville, où elle a obtenu son master 1. Puis elle a souhaité poursuivre ses études en France pour apprendre le français. Elle est venue à Rennes, où elle a validé son master 2. L'association l'a assistée tout au long de son parcours, et nous sommes plusieurs adhérents à l'avoir aidée personnellement lorsqu'elle a souhaité venir en France. Voir ce que cette petite fille est devenue aujourd'hui, notamment grâce à cette aide financière, est une grande joie pour moi.

**Le regard
d'Anne-Marie
Saunal, psychologue
et psychanalyste,
auteure de
Des vies restaurées
aux éditions du Cerf**

Comme on le voit à travers ces différents témoignages, l'argent revêt diverses fonctions. Il peut permettre à une personne de rétablir la justice et d'annuler les conséquences délétères d'un vol, à une autre de remplir un rôle symbolique en transmettant une chose d'une génération à l'autre, ou à d'autres encore d'apporter un peu de bonheur à autrui. Yann, par exemple, est tellement heureux de sa liberté qu'il souhaite la partager en donnant un peu de son argent aux autres. Mais il est vite rattrapé par une peur liée à l'argent, celle de la dépense. La dépense crée une excitation psychique, un plaisir fugace qui permet de lutter contre la dépressivité. Le sujet devient alors psychiquement esclave de l'argent, alors que ce dernier devrait plutôt être « serviteur ». Le cas de Carina, lui, nous dit quelque chose de la notion de bonheur et de désir. La jeune femme éprouve non pas un bonheur mais une excitation psychique. Mais si elle avait réellement gagné tout cet argent, sa vie de rêve aurait-elle duré si longtemps? Une étude montre que le bonheur espéré ne rend pleinement heureux que six mois, au-delà desquels nous le trouvons « normal ». Il faut également souligner que nous sommes des êtres de désir. Il est impossible d'être totalement et durablement comblé. Ce désir est notre moteur, il nous pousse vers l'avant. Sans lui, il y aurait une certaine mort psychique en nous. Le fait que notre désir ne soit jamais tout à fait comblé se traduit en une sorte de manque, de béance, même infime. Un travail d'acceptation est nécessaire pour parvenir à vivre avec ce manque tout en étant serein et épanoui. ●

Malgré le côté pratique et indolore de l'argent immatériel, billets et pièces ont encore leur mot à dire.

Par Morgane Pellennec

La fin du cash ?

Des premières pièces frappées en Lydie (actuelle Turquie) au VII^e siècle avant J.-C. aux paiements numériques, le récit d'une dématérialisation progressive et inéluctable de l'argent semble convaincant. Pourtant, si la monnaie circule aujourd'hui principalement sous forme scripturale et que les moyens de paiement numériques se multiplient, les espèces ne semblent pas près de s'éteindre.

Signe des temps, dans de nombreuses églises françaises, les fidèles peuvent désormais donner à la quête grâce à leur téléphone portable ou leur carte bancaire sans contact. Car, progressivement, les Français délaissent les espèces au profit de moyens de paiements électroniques. Ces dernières années, le nombre de paiements sans contact a explosé, passant de 1,2 million en 2012 à près du double en 2018. Et, cette année-là, les Suédois n'étaient plus que 13 % à payer en *cash*. Quatre fois moins qu'en 2010, d'après la banque centrale suédoise. Désormais, ils *swishent*, du nom de l'application de paiement qu'utilisent sept Suédois sur dix. Même phénomène en Norvège, où l'argent liquide ne représentait plus que 9 % du total des paiements au printemps 2019, selon une étude de la Norges Bank.

Les Chinois, eux, scannent quotidiennement des *QR codes*, sortes de codes-barres, pour acheter leurs légumes, payer leurs taxis, ou même donner un peu d'argent à des artistes de rue ou des mendiants. En proposant de payer par téléphone mobile, les sociétés Alibaba et Tencent ont provoqué une révolution au sein de la société chinoise. Un succès tel que la banque centrale a dû menacer de sanctions les commerçants qui n'acceptaient plus les paiements en espèces. «*L'écueil serait de penser qu'un déterminisme nous mène vers la dématérialisation*», relativise Jérôme Blanc, économiste et professeur à Sciences Po Lyon. En réalité, certaines des premières formes d'argent étaient immatérielles. Au III^e millénaire av. J.-C., les Sumériens n'utilisaient pas de pièces, mais une unité de compte, le *shekel*, et les Égyptiens compilaient leurs échanges, réalisés sans espèces, sur des livres de comptes. Les formes de la monnaie ont ensuite évolué au gré des pratiques et des technologies. Le chèque est apparu en Angleterre en

1742, puis, deux siècles plus tard, la carte de crédit a été développée en 1950 aux États-Unis, suivie de la «Carte bleue», née en France en 1967. Aucune de ces petites révolutions n'a supplanté l'argent liquide, même si, ces dernières années, son utilisation a légèrement diminué. Selon la société de conseil McKinsey & Company, la part des transactions mondiales effectuées en espèces est passée de 89% à 77% entre 2013 et 2018.

«*Une disparition totale des espèces me semble être un vœu pieux, analyse Bruno Collin, historien spécialiste des monnaies. Une mission de lobbying des banques et de différents acteurs du secteur.*» Passer au tout numérique permettrait en effet aux banques privées d'économiser sur le coût de gestion des espèces et l'achat des billets et des pièces – que les banques françaises se procurent auprès de la Banque de France et de la Monnaie de Paris.

Au sein de la zone euro, les Français sont parmi ceux qui optent le plus pour les chèques ou les cartes bancaires.

Le liquide coule toujours

Une dématérialisation également encouragée par les acteurs d'un marché lucratif en pleine croissance – des entreprises de paiements en ligne aux *fintech* en passant par les Gafa ou les opérateurs de téléphonie mobile – mais aussi par les États. Dématérialiser l'intégralité des transactions leur permettrait de mener une lutte plus efficace contre la fraude fiscale et le blanchiment d'argent.

Pourtant, si certains observateurs sont prêts à vous en donner leur billet, l'avènement d'une société *cashless* semble encore lointaine. Aux États-Unis, d'après la Réserve fédérale de San Francisco, l'argent liquide reste le moyen de paiement le plus utilisé. En Inde, la transition à marche forcée vers une société sans espèces initiée par le Premier ministre Narendra Modi ne remporte pas une adhésion massive. Les Français aussi restent attachés à leurs pièces. Selon un sondage Ifop de septembre 2019, l'argent liquide demeure le premier mode de paiement pour l'utilisation quotidienne. Et près de huit Français sur dix ne souhaitent pas le voir disparaître.

«*L'avantage du cash, c'est qu'il est difficilement traçable, note Jérôme Blanc. Contrairement aux paiements numériques.*» Une liberté pour les citoyens, mais aussi une forme de sécurité pour ceux qui anticipent les crises écologiques et financières, ou d'éventuelles pannes informatiques. «*Ceux qui craignent les conflits ou les soucis environnementaux reviennent à des choses très matérielles, constate Ariane Tichit, économiste et maîtresse de conférences à l'université d'Auvergne. «Et, en cas de krach financier, seules les formes fiduciaires de la monnaie conserveront leur valeur», rappelle-t-elle. ●*

Sans les femmes, point de salut

Lucetta Scaraffia, historienne et journaliste italienne, a fondé *Donne Chiesa Mondo*, le mensuel féminin de *L'Osservatore Romano*, dont elle a fini par démissionner avec presque toute l'équipe. Dans son livre, *Féministe et chrétienne*, elle raconte cette expérience et montre combien il est difficile de porter un combat féministe de l'intérieur de l'Église.



© Andreas Solaro/AFP

Vous avez dirigé le supplément féminin au quotidien du Vatican, *L'Osservatore Romano*. L'avez-vous d'emblée conçu comme une revue féministe ?

Lucetta Scaraffia : Ce fut plutôt le fruit d'un long cheminement dans nos têtes. Même si je suis féministe depuis de nombreuses années, il nous a fallu avancer petit à petit. Au début, nous voulions juste faire entendre la voix des femmes, montrer tout ce qu'elles font, très bien d'ailleurs. Benoît XVI, à qui j'avais parlé de ce projet de revue, a tout de suite dit oui. Il a joué un rôle très important. C'était un professeur d'université, habitué à avoir des élèves et des collègues, qui prêtait attention à la pensée des femmes intellectuelles. Il n'était pas paternaliste et ça, c'est très rare dans le clergé. Et puis nous avons eu cette chance et cette liberté d'être les seules femmes à avoir travaillé au Vatican sans avoir été choisies par la hiérarchie, ni soumises à sa permission. En général, chaque fois qu'une femme entre dans une commission et une congrégation, c'est qu'elle a été nommée... Sans doute parce que personne n'imaginait que ce que nous ferions serait si révolutionnaire ! L'Église est habituée à penser que les femmes sont obéissantes. Et puis, les supérieurs – qui ne nous laissent pas – savaient qu'il était très utile,

du point de vue politique, d'avoir un mensuel féminin dans un monde de mâles. Ils ont commencé à nous lire quand nous nous sommes mises à parler de la violence sur les femmes.

En mettant au jour les abus sexuels dans l'Église, vous avez transgressé un interdit...

En septembre 2018, nous avons sorti un numéro sur les femmes devant la crise de l'Église, dans lequel nous avons l'intention de faire connaître les abus sur des religieuses du Chili, mais cela nous a été interdit. Le pape ne voulait pas qu'on aborde cette question. En février 2019, nous décidons cette fois de publier une réflexion autour des abus sur les religieuses. Et, au mois de mars, après la diffusion sur Arte d'un documentaire sur le sujet, nous découvrons le commentaire d'une journaliste de *L'Osservatore Romano*, qui explique que ce n'est pas un regard de chrétien. Nous ne pouvions pas dénoncer et, le mois suivant, accepter de tels propos. La hiérarchie avait jusque-là respecté notre liberté. Soudain, elle s'est mise à vouloir contrôler le journal, participer à la rédaction, décider avec nous. J'ai donc démissionné ainsi que presque toute l'équipe. Nous ne l'avons pas vécu

comme un échec puisque cela a obligé le pape François à admettre pour la première fois que ces abus existaient dans l'Église. En mai 2019, il a ainsi reconnu que c'était un « problème grave », lors de la rencontre des supérieures générales du monde entier réunies en assemblée.

Vous estimez que la situation des religieuses abusées est plus grave que celle dénoncée par le mouvement #MeToo. Pourquoi ?

Pour une religieuse, s'en aller veut dire briser sa vie. Et ça, c'est très grave. Cela revient à abandonner tout ce pour quoi elle s'était engagée, tout ce à quoi elle avait cru. Pire, beaucoup de religieuses ont été obligées d'avorter : par l'Église, qui considère que c'est un crime ! Vous comprenez que c'est comme un cancer qui dévore l'institution du dedans.

Au-delà des abus, c'est toute une organisation sexiste que vous dénoncez ?

Nous dénonçons en effet la servitude des sœurs, ce travail gratuit des femmes réduites à l'état de servantes auprès des ecclésiastiques – prêtres, évêques et cardinaux. Leurs conditions de salaire et de travail sont bien différentes de celles prévues dans les contrats. Cette vie quotidienne reste méconnue. J'ai été invitée dans des paroisses et des diocèses pour parler de la place des femmes dans l'Église et, presque à chaque fois que je dînais chez l'évêque ou le curé, des sœurs préparaient le repas sans s'asseoir à table avec nous. C'est presque systématique, sauf à Noël, où tout le monde partage le souper. Cet état d'oppression et de mépris dans lequel sont confinées de nombreuses religieuses est très répandu au Vatican, et considéré comme normal,

au point que nous nous sommes fait beaucoup d'ennemis quand nous l'avons dénoncé.

Que pensez-vous de l'accès des femmes à la prêtrise ?

Aujourd'hui, non seulement une femme ne peut pas être prêtre, mais elle ne peut pas non plus exercer les fonctions qui précèdent le sacerdoce : le diaconat, mais aussi l'acolytat et le lectorat [Ndlr : deux ministères laïcs réservés aux hommes]. L'ordination des femmes comme des hommes mariés changerait le statut du sacerdoce. Il faudrait le faire, mais ce n'est pas facile. Tous les prêtres s'en méfient et le refusent. Le pape François a proposé un compromis qui me semble intéressant : il en a appelé à diminuer le degré de cléricisation de l'Église, autrement dit à donner moins d'importance aux prêtres. Cela reviendrait à faire entrer des femmes « laïques » dans l'organisation et à leur reconnaître des rôles décisionnels qui ne soient pas ministériels.

Est-il important aujourd'hui de redonner vie à l'histoire oubliée du christianisme des origines ?

Ah oui ! Il faut que les femmes chrétiennes aient le courage de se dire féministes et de relire les textes sous cet angle. Jésus a été un grand féministe, il s'adressait aux femmes comme aux hommes, dans un contexte fortement patriarcal qui marquait celles-ci du poids de l'impureté. Les évangélistes ont censuré cet aspect de la personnalité de Jésus. Ajoutons à cela que, dans le christianisme des origines, il y avait deux tiers de femmes. Celles-ci ont compris tout de suite que cette religion leur était favorable. La tradition chrétienne a par ailleurs permis à plusieurs d'entre

Lucetta Scaraffia

Historienne et journaliste italienne.
Vient de publier
Féministe et chrétienne, Bayard,
192 p, 17,80 €

elles d'accéder à la notoriété. Elles ont pu suivre une vocation religieuse et faire « carrière », c'est-à-dire devenir saintes.

Cela leur permettait également de se soustraire à un destin purement biologique...

Grâce à l'Église, les femmes ont pu choisir de ne pas devenir des épouses, et les veuves de ne plus l'être. Quand on explique aujourd'hui que cela revenait à les priver de vie sexuelle, on oublie que cette sexualité n'était en général pas heureuse et que les hommes étaient choisis par les pères. Ce n'était pas des mariages d'amour et de passion ! En outre, elles pouvaient mourir en accouchant. Alors, c'était déjà une grande liberté que de ne pas être obligées de se marier avec quelqu'un qu'elles n'avaient pas choisi et d'échapper à une mort probable dans l'accouchement.

Sur le fond, qu'est-ce qui vous différencie d'une féministe tout court ?

Penser l'avortement comme un droit qui fonde la liberté des femmes a été une grande faute à mes yeux, même si je considère qu'il est juste de le légaliser. La liberté doit être fondée sur la possibilité d'étudier, de voyager, de ne pas subir de violences, d'être respectée. Avorter est un choix très douloureux. Quant à la libé-

ration sexuelle, elle a été très importante pour les femmes car elle leur a permis de ne plus être jugées seulement là-dessus. Avant, elles pouvaient subir les conséquences de leurs transgressions à vie. Et les victimes de violences ont pu parler sans être souillées elles-mêmes. Après, cette révolution sexuelle a sans doute obligé les femmes à vivre une sexualité qui était celle des hommes alors que la leur a davantage besoin de relation humaine. Je me sens proche du féminisme de la différence.

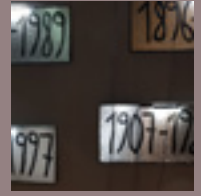
Quelles mesures ont été prises par l'Église depuis que vous avez dénoncé l'état de domination auquel les femmes sont soumises ?

Aucune. Mais cela a donné aux religieuses le courage de dénoncer ce qu'elles vivent. Elles ont vu qu'on pouvait maintenant parler. Nous sommes en train de créer un site Internet pour continuer à parler de la servitude des femmes dans l'Église. Car l'égalité ne sera jamais possible si les choses restent en l'état.

Les femmes sont-elles l'avenir de l'institution ?

Elles seules ont cette créativité capable de faire changer l'Église de l'intérieur.

Propos recueillis par Marion Rousset.



voir

Se connaître, se quitter, se re**VOIR**, se séparer pour mieux se retrouver. La joie des Retrouvailles s'anticipe souvent. Quoi de plus délicieux que de s'y préparer ? Mais la vie, le destin, l'amour, voire Jésus peuvent surprendre, pour le meilleur ou pour le pire.

Les dimanches ont parfois mauvaise réputation et traînent derrière eux un vague sentiment d'ennui ou de grisaille... Alors qu'il suffit de pousser la porte d'un musée pour **VOIR** et revoir des chefs-d'œuvre ou en découvrir d'injustement méconnus. Chaque trimestre, nous vous proposerons une promenade dans l'un des multiples musées qui s'offrent à nous.

Qu'elles sont belles à **VOIR** voir ces jeunes recrues de l'École des mousques si fières et si heureuses de porter l'uniforme. Elles arborent fièrement ce pompon rouge que nous ne nous lassons pas d'admirer à défaut d'oser le toucher.

Chaque année, Pâques nous confronte à l'immense mystère de cette mort qui, peut-être, donne son sens à la vie. Les artistes n'ont de cesse d'explorer les bornes de l'existence terrestre, interrogeant sans relâche le souvenir, la mémoire, l'effacement, opposant ou mêlant la puissance de la vie à celle de la mort. Et il est passionnant de **VOIR** comment leur travail retrace un cheminement si intime.

RETROU VAILLES

L'élan qui pousse, à l'occasion de leurs retrouvailles, deux personnes l'une vers l'autre ne pouvait manquer d'inspirer les artistes. La littérature et les arts en contiennent de nombreux exemples. Tous les cas de figure ont été déclinés, mais leur traitement diffère. Comme souvent, le talent consiste à éviter les conventions. De plus, les retrouvailles se passent rarement comme prévu : la séparation change les êtres, elle les a parfois abîmés ou transfigurés. Elle fait d'eux des figures symboliques de nos aspirations et de nos regrets.

Gardons espoir : nous sommes conviés, nous serons conviés à des retrouvailles qui ne sont pas de ce monde.

Par David Brouzet



Rares sont les artistes à avoir représenté les retrouvailles de l'époux trompé et de la femme infidèle. Le peintre néoclassique François Dubois a trouvé dans *L'Iliade* d'Homère le sujet d'un tel drame poussé à son paroxysme. Ayant réussi à s'introduire dans la ville ennemie caché à l'intérieur du cheval de Troie, le roi Ménélas pénètre dans le palais de Déiphobe, qui avait épousé Héléne après la mort de Pâris. Il le tua et retrouva sa reine. Ayant d'abord eu l'intention de la tuer elle aussi, il se radoucit face à ses charmes et la ramena finalement à Sparte avec lui.

François Dubois, *Les Retrouvailles de Ménélas et d'Héléne à Troie* (Paris, galerie Alexis Bordes).



La fin de *L'Odyssée* offre l'archétype des retrouvailles entre époux. Au terme de dix années, qui furent pour lui des années d'errance et pour elle des années d'attente, le retour d'Ulysse auprès de Pénélope donne lieu à des retrouvailles passionnées. Les corps à demi-nus des époux sont plongés dans la pénombre de la chambre conjugale. Le Primatice, qui avait consacré à Ulysse le décor – aujourd'hui disparu – d'une galerie du château de Fontainebleau, pratique un style maniériste sensuel et élégant, propre à satisfaire le goût italianisant de la cour de François I^{er}.

Francesco Primaticcio, dit Le Primatice, *Ulysse et Pénélope* (Toledo Museum of Art).

Lors de leur « voyage en Italie » – c'est le titre du film, sorti en 1954 –, Alexander Joyce (George Sanders) et son épouse Katherine (Ingrid Bergman) voient leur relation se défaire et décident de divorcer. À l'occasion d'une visite de Pompéi, ils assistent à l'exhumation d'un couple d'amants unis dans la mort pour l'éternité, ce qui engage Katherine, bouleversée, à renouer le dialogue avec son mari. Finalement, les époux se réconcilieront « miraculeusement » lors d'une procession en l'honneur de San Gennaro.

Roberto Rossellini, *Voyage en Italie*.





À la fin de sa vie, Murillo peignit plusieurs tableaux pour l'église de la Confraternité de la charité de Séville, à laquelle il appartenait. La confrérie prenait particulièrement soin de vêtir les mendiants. Omniprésents dans sa peinture, ces derniers firent en partie la célébrité du peintre. Murillo a transposé la célèbre parabole du fils prodigue dans cet univers naturaliste aux accents caravagesques: au plus jeune de ses fils, qui a gaspillé sa part d'héritage et sa jeunesse, le père pardonne parce que ce fils s'est repenti. Il ordonne qu'en son honneur un veau soit offert en sacrifice et qu'on lui apporte un anneau et les plus beaux atours.

Bartolomé Esteban Murillo, *Le Retour du fils prodigue* (Washington, National Gallery of Art).



Van der Weyden a intégré l'épisode de l'apparition du Christ à sa mère à un cycle de la Vie de la Vierge. L'émouvante relation de la mère et du fils est ici inversée par rapport aux modalités de représentation habituelles. Marie n'est plus la Mater Dolorosa, celle qui déplore la mort de son fils, mais c'est le Christ qui prend sa mère en pitié. À travers elle, il accorde aussi sa miséricorde à son Église et à l'humanité. Leurs figures sont sculptées sur les embrasures et les chapiteaux du sanctuaire gothique qui sert d'oratoire à la Vierge.

Rogier Van der Weyden,
Le Christ apparaissant à la Vierge, volet droit du
Retable de Miraflores
(Berlin, Gemäldegalerie).



Le tableau fait partie d'un ensemble commandé par Marie de Médicis pour son palais du Luxembourg - l'actuel Sénat. Après l'exécution de son favori en 1617 et après avoir été assignée à résidence au château de Blois, la reine mère prit la fuite et leva les armes contre son fils, Louis XIII. Leur réconciliation eut lieu deux ans plus tard. Sous le pinceau énergique de Rubens, aussi habile diplomate que peintre, leurs retrouvailles égalent l'apothéose des dieux et des empereurs romains: le roi et sa mère sont enlevés au ciel tandis que la Discorde est terrassée.

Pierre Paul Rubens, *La Parfaite Réconciliation de la mère et de son fils* (Paris, musée du Louvre).



Effectuée à fresque sur le mur d'une cellule du couvent de Saint-Marc à Florence, la peinture est conçue comme le support d'une méditation spirituelle solitaire. Au matin de Pâques, à Marie-Madeleine, venue embaumer le corps du Supplicié, le Christ impose un face-à-face qui exclut le contact physique: «*Noli me tangere*» («*Ne me touche pas*»). À l'heure de la Résurrection, le Fils de Dieu est lumière, une lumière consubstantielle à celle, printanière, qui baigne le jardin toscan entourant le Sépulcre.

Fra Angelico, *Noli me tangere* (Florence, couvent San Marco).



Dans l'Évangile de Luc, il est rapporté qu'après la mort et la Résurrection de Jésus, les apôtres, partis évangéliser la terre, rencontrèrent un voyageur sur le chemin d'Emmaüs. Ils firent étape avec lui dans une auberge. Alors qu'ils sont attablés et qu'une servante s'affaire humblement dans la cuisine, le Christ se révèle à eux en répétant les gestes de la Cène. Dans cette œuvre de jeunesse au luminisme prononcé, Rembrandt use d'un paradoxal effet de contre-jour pour dévoiler le visage du Sauveur.

Rembrandt, *Les Pèlerins d'Emmaüs* (Paris, musée Jacquemart-André).

Un dimanche au musée

Les musées des Beaux-Arts en France représentent une des plus belles et des plus riches collections d'œuvres et d'objets d'art dans le monde. Chaque musée a ses trésors répertoriés, ses « jocondes », qui en assurent la notoriété. Mais ils offrent surtout la possibilité de rencontres inattendues, de découvertes, œuvres méconnues de grands maîtres ou chefs-d'œuvre d'artistes régionaux.

Par Boris Grebille



Autoportrait aux béciles (1771),
Jean Siméon Chardin (1699-1779).

Le musée des Beaux-Arts d'Orléans est certainement l'un des plus riches de France. On s'y précipite pour le *Saint Thomas* de Vélasquez, l'*Autoportrait aux béciles* de Chardin ou l'exceptionnelle collection de pastels, la plus riche de France après celle du Louvre. Mais, quand on redescend l'escalier du musée, après la visite des deux grands étages des collections permanentes, c'est la tête remplie d'une multitude de portraits, de scènes et de détails appartenant à des œuvres totalement (re)découvertes. Ici, un plan incliné au sol parcourt les salles sous les tableaux, proposant pour chacun un cartel détaillé, écrit suffisamment gros pour que la lecture en soit agréable et comportant plus de détail que la simple fiche technique habituelle. Au musée d'Orléans, les

Œuvres issues de la récupération artistique des biens spoliés par les nazis, déposées par arrêté ministériel au musée d'Orléans en 1952, dans l'attente d'une restitution à leurs légitimes propriétaires



Double portrait de Jean-Baptiste Perronneau (1715-1783).

œuvres ont une vie. Elles ne sont pas simplement un moment de l'art accroché à un mur mais le fruit d'une commande, de l'achat d'un collectionneur, du don d'une famille au musée. Ou, plus dramatique, des œuvres orphelines, comme celles provenant des spoliations effectuées entre 1940 et 1944 par l'équipe d'intervention du Reichsleiter Rosenberg, dont aujourd'hui encore de nombreuses pièces sont en attente de leur légitime propriétaire.

Au musée d'Orléans, ces œuvres en dépôt sont systématiquement indiquées comme « *en quête de propriétaire légitime* », à l'image de ce magnifique double portrait de Jean-Baptiste Perronneau, déposé au musée en 1952. Car les collections d'un musée ne sont pas de toute éternité. Elles s'enrichissent sous la conduite d'une politique d'acquisition souhaitée par les conservateurs et soutenue par les

collectivités et les associations d'amis de musée. « *Le musée se constitue à partir de dons des Orléanais, ce qui est une chose unique en France*, explique Olivia Voisin, directrice du musée. *Nous savons au fil du temps d'où viennent les œuvres, suite à des dons, des legs ou à des acquisitions audacieuses. La collection est le reflet d'une longue histoire qui commence au XVIII^e et devant laquelle il nous faut rester modeste.* »



Saint Thomas (1620), Vélasquez (1599-1660).



L'ignorance brûlant les livres,
Luca Giordano (1634-1705).

Trop souvent, ces dernières années, la vie des musées s'est confondue avec la multiplication de leurs expositions temporaires, laissant dans l'ombre ce qui est pourtant le cœur de leurs missions : conserver, restaurer, étudier et enrichir leurs collections ; les rendre accessibles au public le plus large ; concevoir et mettre en œuvre des actions d'éducation et de diffusion visant à assurer l'égal accès de tous à la culture ; contribuer au progrès de la connaissance et de la recherche.

Les œuvres présentées nous parlent et nous questionnent, même si elles datent d'il y a plusieurs siècles. En acquérant il y a quelques années *L'ignorance brûlant les livres* de Luca Giordano, le musée n'a pas seulement fait entrer dans ses collections un exceptionnel peintre napolitain du XVII^e siècle. Il propose une œuvre qui, à quatre siècles de distance, pose une question totalement contemporaine. Elle nous évoque évidemment la barbarie de la destruction de Palmyre ou d'autres

Un dimanche au musée

grands sites patrimoniaux, mais elle nous questionne également plus largement sur nos sociétés contemporaines, qui semblent abandonner ce lien vital que l'humanisme avait créé avec les cultures antiques. Si, dans la collection permanente du musée d'Orléans, on déambule dans plusieurs siècles d'histoire de l'art et d'histoire, si on voyage des Flandres à l'Italie, de l'Espagne à la France, on s'aventure avant tout dans notre propre culture, celle qui nous nourrit, nous façonne, nous rend libre d'être nous-même dans un monde qui souvent nous dépasse. Et, chose extraordinaire, elle nous surprend. Tous différemment. Nous rappelant que nous sommes uniques. En sortant des salles du musée, chacun se souviendra d'une œuvre qui l'aura particulièrement marqué. Peut-être ne saura-t-il pas dire pourquoi? Et c'est peut-être là que l'art, comme l'amour, vient finalement bouleverser totalement ce que nous sommes, nous obligeant à ne pas toujours nous penser comme sujets, mais également aussi comme récepteurs d'émotions gratuites.



*Saint Grégoire le Grand (1640),
Lubin Baugin (vers 1612-1663).*

En descendant les escaliers du musée d'Orléans, c'est le visage du *Saint Grégoire le Grand* de Lubin Baugin, un peintre du XVII^e siècle français, né à Pithiviers et mort à Paris, qui est resté gravé dans ma mémoire. Un visage émacié, des yeux dont les pupilles semblent avoir disparu en contemplant l'Esprit, un regard perdu bien au-delà de la colombe dans un autre monde.

Musée des Beaux-Arts d'Orléans
1, rue Fernand Rabier,
45000 Orléans

MARINS

en herbe



Texte : Sandrine Chesnel
Photos : Denis Meyer

L'École des mousses de la Marine nationale accueille chaque année à Brest et à Cherbourg 240 jeunes de 16 à 18 ans.

Ils y apprennent les bases du métier de marin, tout en suivant l'équivalent d'une seconde professionnelle.

«Mousse, sois toujours vaillant et fidèle» La devise est gravée sur un panneau de bois verni, accroché dans le hall d'entrée de l'École des mousses de Cherbourg. Le petit bâtiment de plain-pied se dresse à l'entrée de l'École des fourriers, 40 hectares qui s'avancent dans la mer à Querqueville. Là viennent se former chaque année 4000 militaires des trois corps d'armée – et une cinquantaine de mousses. Ici, la mer est toute proche, et pourtant on ne la voit pas depuis les salles de cours. Le vent marin doit souffler fort sur l'école les

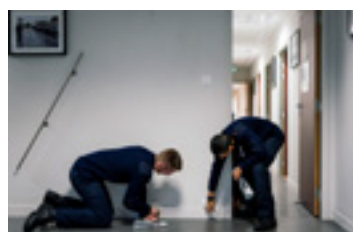
jours où il déboule en direct des côtes anglaises. Mais, en ce lundi matin d'hiver, le soleil est radieux, contrairement aux mousses qui s'arrachent les cheveux sur un problème de mathématiques dans la salle Éric Tabarly. Douze élèves, seulement. «Pour la gestion de classe, c'est plus facile que dans un collège, où il y en a le double, voire le triple au lycée», souligne Mickaël Rault, professeur de sciences et de mathématiques chez les mousses depuis quatre ans. Arrivé un peu par hasard, il a trouvé sa place

dans l'équipe d'encadrement, qui mêle instructeurs militaires et professeurs détachés de l'Éducation nationale. «Les niveaux scolaires de ces jeunes sont très variés, je devine que certains ont pu avoir des difficultés dans le système de l'Éducation nationale, ajoute Mickaël, mais, ici, ils sont très encadrés.» Trois professeurs, huit surveillants, des instructeurs, un médecin, une infirmière, un psychologue pour une cinquantaine de mousses. Levés à 6 heures au son du clairon, couchés à 22 heures,



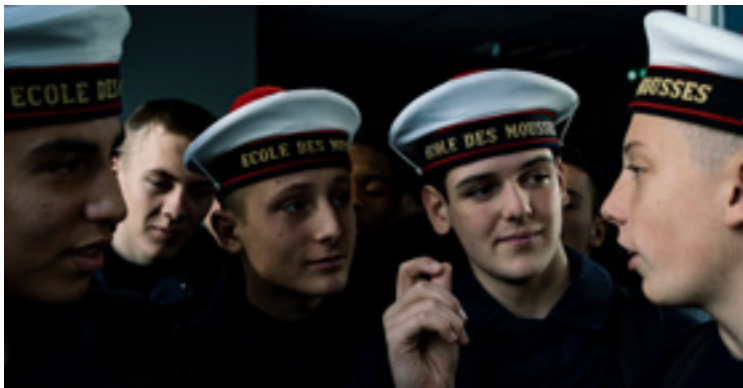


Marins en herbe



Le lieutenant de vaisseau Bruno Trelu, lui-même ancien mousse, veille au quotidien sur ses troupes : « Nous n'oublions pas que ces jeunes sont des ados avant d'être des mousles. Il y a une vraie fracture entre leur vie dans le civil et leur vie de mousse car, ici, ils vivent en collectivité en permanence, ils ne sont jamais seuls. De plus, nous sommes bienveillants mais exigeants, sur les résultats scolaires, la discipline, le ménage et l'hygiène corporelle. »





L'École des mousses reçoit chaque année plusieurs centaines de dossiers venant de toute la France. La sélection des recrues - 240 jeunes dont une cinquantaine de filles - commence par un rendez-vous dans un centre de recrutement militaire, avant examen du dossier scolaire, tests médicaux, et entretien de motivation. Le célèbre bâchi à pompon rouge n'est remis aux mousses qu'au bout d'un mois de formation, lors d'une cérémonie officielle, à Brest.

en uniforme toute la journée, téléphones portables interdits sauf le mercredi soir, ménage journalier dans les dortoirs... Le cadre est effectivement bien serré! *«La plupart s'y font très vite, commente le lieutenant de vaisseau Bruno Trelu, directeur adjoint de l'école de Cherbourg. Certains viennent ici justement pour trouver des repères qu'ils n'ont pas forcément dans leur entourage familial, l'École des mousses est leur bouée de sauvetage. D'autres souhaitent apprendre rapidement un métier.»* Le mousse Emmanuel, qui vient de Troyes, confirme: *«On sait que tout ce qu'on apprend ici va nous servir un jour, donc on est motivés.»* À la motivation s'ajoute la fierté de faire partie d'un tout plus grand que soi, à l'âge où d'autres traînent péniblement leur carcasse de leur chambre au lycée: *«Mes parents ont pris la grosse tête depuis que je suis ici, rigole Héloïse, de Lorient. Ils sont fiers!»* *«J'aime bien l'uniforme, ajoute Théo, qui vient d'Île-de-France. Quand on va dehors on nous remarque...»*

Créée en 1834, l'École des mousses accueille des recrues venant de toute la France sur deux sites différents, à Brest et à Querqueville - un quart de l'effectif est sur le site normand. Pendant dix mois, tous suivent en parallèle une formation militaire et une formation scolaire, qui occupent chacune 50% de leur temps. Entrés avec, au minimum, un niveau de troisième validé, les mousses terminent leur année

Marins en herbe

avec un niveau de seconde professionnelle; 85% décrochent leur brevet d'équipage, le sésame qui leur permettra d'embarquer sur un bâtiment de la Marine nationale, et 82% signent un contrat d'engagement, pour quatre ans. Côté formation militaire, les cinq premiers mois sont consacrés aux bases, les cinq suivants permettent de commencer à se spécialiser dans le métier choisi. *«Évidemment, quand ils arrivent ici, presque tous les mouses rêvent de devenir fusilier marin!»* sourit Bruno Trellu. *Peu y parviennent, car les critères physiques et psychologiques sont très exigeants. Mais la Marine leur propose beaucoup d'autres métiers, et chacun finit par trouver celui qui lui convient.»* Le point commun de tous les mouses: une envie inoxydable de partir en mer, loin, longtemps. Mais pour cela il faut terminer l'année. Car, contrairement à ce que «les civils» pourraient s'imaginer, les mouses passent peu de temps sur l'eau; un embarquement de trois ou quatre jours, quand même, sur le magnifique *Belem*, quelques navigations sur un dérivateur, et la préparation du permis bateau, sur une petite coque de noix, dans la rade de Cherbourg. Le début de leur grande aventure sera pour l'année prochaine! À condition de rester vaillant, et fidèle.





Outre leur formation militaire et scolaire, les mousses reçoivent également une formation d'équipier, qui inclut notamment la préparation du permis bateau et l'apprentissage des manœuvres de pont que tout marin, quel que soit son poste, doit maîtriser. Une partie du programme qui emporte l'adhésion de la plupart des jeunes, tout comme les stages de cohésion et d'aguerrissement, avec nuit dans la nature, lors desquels les mousses de Cherbourg et de Brest se retrouvent en Bretagne.



Le contrat signé par les mousses en début d'année leur garantit une solde de 80 euros par mois, nourri, logé, blanchi. Cette solde passe à 200 euros par mois en milieu d'année quand ils et elles commencent à se spécialiser. En fonction de leur choix, des besoins de la Marine nationale, mais aussi en fonction de leurs aptitudes physiques, psychologiques et scolaires, ils et elles deviendront fusilier marin, opérateur radar ou sonar, mécanicien ou bien encore cuisinier... Tous les débouchés de la Marine nationale sont ouverts aux mousses, filles comme garçons, y compris la possibilité de grimper les échelons pour arriver aux plus hauts grades pour les meilleurs d'entre eux.





LA
VIE
LA
MORT

Par Jean-François Bouthors



En 1973, **Christian Boltanski** écrivait à soixante-deux directeurs de musée pour leur proposer d'exposer « *les éléments qui ont entouré une personne durant sa vie et qui restent après sa mort* ». « *Cela peut aller, précisait-il, des mouchoirs dont elle se servait jusqu'à l'armoire qui se trouvait dans sa chambre.* » Ce projet était une manière de rendre compte d'une existence, la mort n'en étant que la borne finale. Parmi les œuvres exposées lors de la rétrospective que vient de lui consacrer le Centre Pompidou sous le titre « *Faire son temps* », *Mes morts* rend présentes des personnes chères par la mise en lumière des dates de naissance et de décès. La vie est ainsi exprimée d'abord comme un temps dont on fait mémoire. Dont on considère – à l'inverse de la tradition des « vanités », qui pointaient la précarité, voire l'insignifiance, de l'existence – qu'il n'est pas rien, et qu'il est bon de se demander comment, dans cet intervalle, non pas « *le temps à fait son œuvre* », mais un vivant a « *fait son temps* ». Le retournement est copernicien.

Christian Boltanski, *Mes morts*, 2002.
Panneaux métalliques, tubes fluorescents,
câbles électriques. Vue d'exposition (détail).
Photo Jean-François Bouthors.

La photographe brésilienne **Claudia Andujar** a pris fait et cause pour les Indiens d'Amazonie. En 1980, dans le cadre d'une campagne de vaccination organisée par la Commission pro-Yanomami, dont elle est cofondatrice, elle entreprit de photographier les personnes soignées avec leur numéro de dossiers médicaux – à l'époque, les Yanomami n'avaient, pour la plupart, pas de nom portugais permettant de les identifier. Formidable renversement, pour celle dont le père juif et la famille paternelle ont été déportés et tués dans les

camps d'Auschwitz et Dachau. « *J'avais 13 ans, dit-elle, quand j'étais confrontée aux "étiquettes de la mort"* » – les étoiles jaunes portées par sa famille et ses camarades de classe en Transylvanie, où elle vivait alors. En Amazonie, son travail de photographe a fait de l'étiquette, du numéro, un instrument de vie. Ici, la surimpression de deux images prises en 1983 peut être regardée soit comme le surgissement d'un survivant, soit comme le symbole de la menace d'effacement d'un peuple, encore accrue avec l'élection du président Bolsonaro.



Claudia Andujar, *Aracá, Amazonas/ Surucucus, Roraima*, 1983, série « Marcados », 1981-1984. Surimpression, pigment minéral sur papier coton, 68 x 102 cm. Fondation Cartier pour l'art contemporain, Paris, exposition « Claudia Andujar – La lutte Yanomami », jusqu'au 10 mai 2020.



Ulla von Brandenburg, vue de l'exposition « Le milieu est bleu ». Bois recyclé, tissus peints et teints, voiles, nasses en osier, poupées en coton et bois, sculptures en plâtres, cannes en bambou, céramiques, harmoniums indiens, cercles en cuivre, costumes en coton. Photo Jean-François Bouthors. Palais de Tokyo, Paris, jusqu'au 17 mai 2020.

En investissant le Palais de Tokyo, **Ulla von Brandenburg** a dessiné de vastes espaces avec de grands pans de tissus teints et peints. Le spectateur y circule, découvrant ici et là les traces – une meule de foin ou des nasses en osier... – d'une culture paysanne ancienne. La présence humaine est signifiée par de grandes poupées nues, dispersées dans l'espace de l'installation, et par l'intervention épisodique de danseurs. Le chant de petits harmoniums indiens exprime quelque chose d'un souffle vital. La vie est ainsi symbolisée comme la traversée de lieux, comme l'accomplissement de rites, comme une expérience d'immersion – par la projection de visions subaquatiques. Elle n'est au fond que passage et c'est l'espace et le temps de ce passage qu'il s'agit d'habiter ensemble, plutôt que de chercher à s'en extraire ou à s'en défaire.

Les regards de **Christian Boltanski**, imprimés sur des voiles légers suspendus dans l'espace, nous observent. Ils portent en eux toute la mémoire d'une vie déjà enfuie. Le dispositif imaginé par l'artiste installe ce que l'on pourrait nommer une présence diaphane, telle que nous percevons, non pas une corporéité, mais la permanence d'une vibration qui nous atteint, nous émeut. De celui qui est absent nous parvient, encore et pour longtemps, ce qu'il a mis en mouvement, parfois de la manière la plus prosaïque, la plus modeste, sans nulle autre ambition que de vivre autant que faire se peut. Il suffit, pour le recevoir, de s'arrêter un instant pour y penser.



Christian Boltanski, *Les Regards*, 2011. Vue de l'exposition « Lifetime », Jérusalem, The Israel Museum, 2018, Archives Christian Boltanski. © The Israel Museum, Jérusalem. Photo © Elie Posner. © ADAGP, Paris, 2019. En arrière-plan, *La Dernière Danse*, 2004.



Corine Borgnet, *Le Dernier Souper*, 2019, os et Jesmonite®. Photo Atelier Find Art. Courtesy artiste et galerie Valérie Delaunay (Paris).

Ce qui est mort et décomposé pourrait-il reprendre vie? Ce *Dernier Souper* adresse une sorte de pied de nez à la camarde. De ce festin abandonné, digne du château de la Belle au bois dormant, surgissent des oiseaux fanfaronnant, des insectes qui grouillent. La nature reprend ses droits après le passage des humains en réaccommodant les restes de leur bombance. **Corine Borgnet** produit là, en «recyclant» des os de poulet et de lapin avec une méticulosité impressionnante et une poésie féroce, une version animalière et farceuse de l'épisode des ossements desséchés du prophète Isaïe. L'humour pour apprivoiser la mort...



Sammy Baloji, *Sans titre*, 2018. 41 douilles d'obus (1914-1918/1939-1945), plantes d'intérieur (détail). Photo Jean-François Bouthors. Palais de Tokyo, Paris, exposition « Notre monde brûle », jusqu'au 17 mai 2020.

Recyclées, également, ces douilles d'obus des deux conflits mondiaux. Restes d'instruments de mort, dont certains ont été gravés par les poilus de la Grande Guerre qui en ont fait des objets de décoration. Mais 75% du cuivre entré dans leur composition provenait des mines du Katanga, exploitées par les colons belges. Les végétaux qu'y a plantés **Sammy Baloji**, né là-bas, destinés à devenir des plantes d'intérieur en Europe, viennent aussi du Congo. L'appropriation des richesses de l'Afrique continue... Ce jardin exotique nous avertit que, si les logiques mortifères du passé se transforment, elles travaillent encore aujourd'hui, et font peser sur l'avenir plus que des menaces. Autrement dit: la mort est toujours à l'œuvre dans la vie...



Michael Rakowitz prend presque le contre-pied de Baljji, en ressuscitant, de façon magnifique, avec des moyens pauvres – des papiers d'emballage, des journaux du Moyen-Orient, et de la colle –, des répliques à l'échelle d'objets archéologiques et artistiques disparus des musées d'Irak après l'intervention américaine qui a mis fin au régime de Saddam Hussein, ou lors du saccage du musée de Mossoul par les troupes de Daech. Si la pauvreté des moyens évoque aussi, selon cet artiste américano-irakien, la situation des populations soumises à l'embargo, elle dit tout autant la force des ressources créatrices que l'être humain est capable de mobiliser contre les puissances de mort, y compris à l'échelle géopolitique, pour garder la mémoire d'un patrimoine culturel vital pour toute l'humanité.

Michael Rakowitz, *The Invisible Enemy Should Not Exist*, 2007, artefacts divers, papiers d'emballage et papier journal du Moyen-Orient (détail). Photo Jean-François Bouthors. Palais de Tokyo, Paris, exposition « Notre monde brûle », jusqu'au 17 mai 2020.



L'art et l'anthropologie se rencontrent chez **Claudia Andujar**, qui cherche à capter le mystère des rites Yanomami. Il s'agit de faire sentir à travers l'image le transport dont font l'expérience ceux qui tentent d'entrer en communication avec un monde invisible, notamment par l'emploi de la yäkoana, une poudre hallucinogène. Il est question de beaucoup plus que de jouir de sensations fortes. Ici, comme pour ce jeune homme dont elle a fixé l'image sur la pellicule, les frontières de l'existence telle que nous sommes capables de la comprendre s'entrouvrent pour des voyages intérieurs et spirituels dont notre rationalité scientifique n'a pas idée, mais dont la force symbolique contribue à constituer une communauté très singulièrement vivante.

Claudia Andujar, *Antônio Korihana thêri*, jeune homme sous l'effet de la poudre hallucinogène yäkoana, Catrimani, Roraima, 1972-1976. Fondation Cartier pour l'art contemporain, Paris, exposition « Claudia Andujar – La lutte Yanomami », jusqu'au 10 mai 2020.

La ferme collective hongroise où se situe l'action de *Sátántangó*, le film fleuve de **Béla Tarr** (7 heures 20 minutes) est une communauté minée tant par la débâcle économique du régime socialiste finissant que par la médiocrité, voire la perversité, des rapports entre ses membres. Par la longueur des plans-séquences, par le grain de la photographie, par une bande-son obsédante, le cinéaste offre au spectateur une expérience hypnotique, dans un climat de fin des temps. C'est un monde qui arrive à son terme. Le docteur, que l'on voit sur cette image, en a méticuleusement noté, dans des dossiers, tous les détails qu'il a pu observer depuis sa fenêtre. Le départ des protagonistes, fascinés par un personnage qui est à la fois un gourou christique et un informateur de la police, le conduira à obturer définitivement sa chambre pour s'enfermer dans le noir. La vie ainsi défaite par un matérialisme qui n'a laissé à presque personne la capacité de résister au tentateur, il ne lui restait plus rien à voir.

Béla Tarr, *Sátántangó*, 1994. Film en noir et blanc, 450 minutes, d'après le livre éponyme de László Krasznahorkai. Scénario Béla Tarr et László Krasznahorkai. Image: le docteur, joué par Peter Berling.





Valérie Belin,
Uptown Vision
(*Reflection*), 2019.
Tirage pigmentaire
contrecollé sur
Dibond et encadré,
173 x 130 cm.
Courtesy artiste
et galerie Nathalie
Obadia (Paris/
Bruxelles). Galerie
Nathalie Obadia,
Paris, exposition
« Reflection »,
jusqu'au
4 avril 2020.

We're in Your Neighborhood», peut-on lire sur cette œuvre de **Valérie Belin**, composée à partir de photographies prises à New York. S'y mêlent des images d'immeubles, de circulation piétonne et automobile, d'enseignes, de graffitis. Le battement de la ville monde est ici concentré, mais le parti pris

du noir et blanc donne une sensation d'écrasement, d'étouffement. Cette vie est-elle encore une vie? Quels mystères dissimule-t-elle dans l'obscurité? Que fuit-elle dans sa précipitation? Et qui se cache derrière le « nous » de cette présence annoncée – « *Nous sommes dans votre quartier* »?

Bady Dalloul nous emmène en Syrie. Sa famille en vient et c'est pourquoi ses miniatures de guerre, réalisées à partir d'images captées sur Internet avant d'être enchâssées dans des boîtes d'allumettes, sont lourdes d'intimité. Ce ne sont pas des documents qui nous informent, mais une vie qui se partage. Nous en sommes d'autant plus touchés que cette vie se donne sous des traits presque enfantins. Images de violence, de conflit, mais aussi de solidarité et de solitude dans la douleur. L'artiste ne cherche cependant pas à nous apitoyer, il nous invite à communier à une vie en danger de mort. Il nous fait sentir où s'enracine et se joue la fraternité: à même la peau...

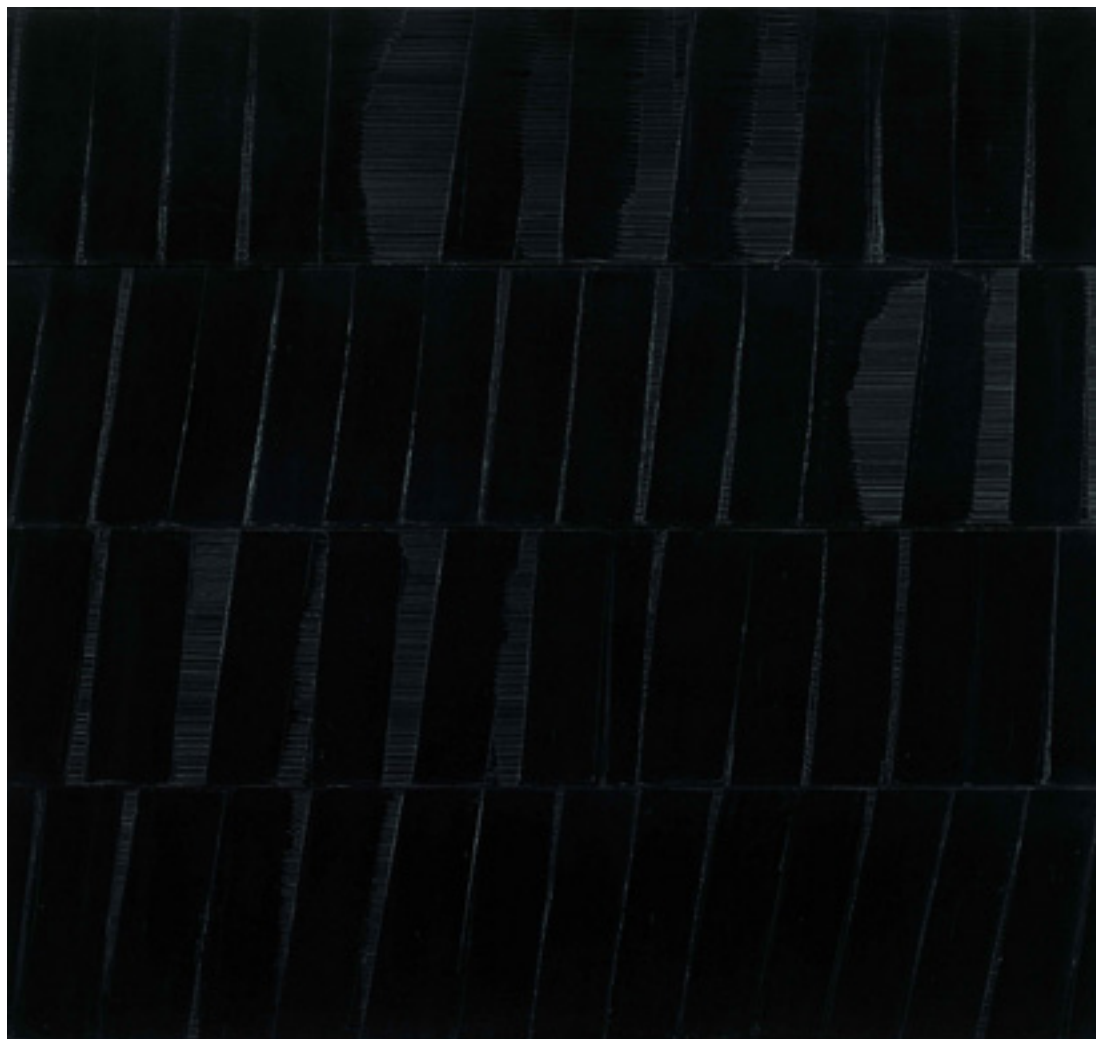


Bady Dalloul, *A Country Without a Door or a Window*, 2016-2019. Série de 200 dessins. Dessins au stylo noir, feutres et crayons de couleur sur bristol encadré dans des boîtes d'allumettes, 4,1 x 2,7 cm chacun (détail). Photo Jean-François Bouthors. Courtesy artiste et galerie Jérôme Poggi (Paris). Palais de Tokyo, Paris, exposition « Notre monde brûle », jusqu'au 17 mai 2020.

La vie serait-elle vouée à l'errance, jusqu'à la disparition, à l'image de *La Nef des fous* que réinvestit **Joris Van de Moortel** à partir de l'œuvre de Dürer. Ce dernier s'était lui-même inspiré du récit composé à la fin du xv^e siècle par le Strasbourgeois Sébastien Brant. L'idée d'un monde à la dérive, dont les «*ne'er-do-wells*» – ceux qui ne font jamais rien de bien, qui marchent et pensent de travers, qui délirent – accompagnés par le cortège des morts ne sont que la figure exacerbée, remonte à l'Antiquité... Mais devant le tour que prend notre siècle, Joris Van de Moortel y revient pour lancer un cri d'alarme presque dérisoire. Ne courrons-nous pas, nous aussi, inconscients, impuissants et peut-être même malfaisants, à la catastrophe?



Joris Van de Moortel, *The ne'er-do-wells are sailing out*, 2019. Gravure sur papier, aquarelle. Plexiglas antireflet, cadre de l'artiste, 250 x 125 cm. Crédit photo: We Document Art. Courtesy artiste et galerie Nathalie Obadia (Paris/Bruxelles).



On peut désespérer, en effet. Pourtant du noir ainsi broyé, n'est-il pas possible de tirer quelque chose? **Pierre Soulages**, 100 ans passés, fait toujours, somptueusement et vitalemt, du noir sa matière. Entre août et octobre 2019, il a encore créé trois immenses toiles de 1 mètre 30 de large par 3 mètres 90 de haut, qui viennent d'être exposées au Louvre. Son «outrenoir» est lumineux, rythmé par la manière dont il l'applique ou le scarifie. Autrement dit: le noir se travaille et c'est l'empreinte laissée par l'artiste qui capte la lumière. Ce sont aussi les variations de la lumière et les déplacements du spectateur qui animent l'œuvre de manière absolument

infinie. Dans le polyptyque ci-dessus, le rythme imprimé par l'artiste suggère la scansion du temps, la succession des jours, à la fois pareils et dissemblables. Dans le noir, la vie poursuit son cours...

Pierre Soulages, *Polyptyque C*. Peinture, 324 x 362 cm, 1985, Paris, musée national d'Art moderne-Centre Pompidou. © Archives Soulages, © ADAGP, Paris.

Reims

Adieu paroisses!

À peine nommé archevêque de Reims, Éric de Moulins-Beaufort bouscule les habitudes pour faire face au manque de personnel. Sa proposition : faire sortir les prêtres de leurs églises et les paroissiens de leurs clochers, et renouer avec la tradition missionnaire de l'Église. Une petite révolution, non sans remous.

Par Juliette Loiseau

Je découvre cette église, c'est la première fois que j'y mets les pieds ! » Ce matin-là, Cyril Goglin célèbre pour la première fois la messe à Dizy, petite commune de la Marne, dans la montagne de Reims. À l'intérieur, Vincent et Colette l'attendent et seront les deux seuls paroissiens pour cette messe en semaine. « C'est un essai », rassure le prêtre à la fin de la célébration, « on verra si ça prend. » La paroisse de Dizy, comme toutes celles du diocèse de Reims, est en plein changement. Depuis le mois de janvier, elle appartient à l'espace missionnaire de La Montagne-Val-d'Or, selon le nouveau projet diocésain mis en place par Éric de Moulins-Beaufort. Désormais, il existe onze espaces, à la tête desquels est nommée une équipe pastorale, composée de prêtres, diacres et laïcs. À 47 ans, Cyril Goglin, précédemment curé du Mont-d'Hor, en est l'un des responsables. « La Montagne-Val-d'Or regroupe quarante et un clochers et représente un bassin de 32000 personnes, détaille le prêtre. L'espace est délimité au sud par le diocèse de Châlons, occupe les deux versants de la montagne de Reims, avec au cœur de l'espace la forêt, réputée pour ses hêtres tortillards, et la fameuse abbaye d'Hautvillers, qui a accueilli Dom Pérignon. » Vincent et Colette repartent avec des affiches pour les églises des alentours, détaillant les lieux et les horaires des messes de La Montagne-Val-d'Or. « Certaines personnes s'inquiètent, se plaignent qu'il n'y ait plus de messe à côté de chez elles, l'organisation ne leur plaît pas, confie Vincent sur le pas de l'église. Mais c'est normal, il y a toujours des craintes face au changement. »

Sur la route, les coteaux des premiers crus et grands crus de champagne défilent. « La terre forge les caractères, explique Cyril Goglin. La côte des blancs s'oppose à

la côte des noirs. L'enjeu de l'espace missionnaire est de réunir ces deux mondes, qui n'ont jamais travaillé ensemble. » Dans la nouvelle organisation, les prêtres ne sont plus curés d'une paroisse ou d'un secteur paroissial. « L'idée de l'évêque est que, face à l'Église qui périclite, il faut remettre en place des missions, qui sont l'essence même de l'Église, et qui ont été oubliées et délaissées ces dernières décennies, précise le prêtre. Je dois donc mettre en place les missions. La première est de rendre visite aux personnes, chez eux. Mais, pour cela, nous devons être disponibles. Il faut changer cette image du curé en soutane dans son jardin. On l'a oublié mais, si le "métier" de prêtre c'est bien sûr célébrer la messe et donner les sacrements, c'est aussi rendre visite. Il faut rompre avec cette vision du prêtre attendant les fidèles dans son église, car on voit où ça nous mène : à la déchristianisation. » Si, sur le papier, l'idée est claire, la mise en place demande du temps et des déplacements. « Bonjour Brigitte ! Vous allez bien ? » demande le prêtre, portière ouverte, moteur qui tourne, dans la cour de cette vigneronne indépendante. « Je viens vous donner des prospectus pour annoncer les horaires de messe de l'espace. Vous pourrez en afficher à Comières ? »

Une messe qui rassemble

C'est Brigitte qui est en charge de la communication, et donc des réseaux sociaux et du site Internet de l'espace. « Je sais que certains paroissiens ne viennent plus à la messe car ils boudent la nouvelle organisation, confie Brigitte. La concélébration de dimanche dernier n'est pas trop passée. Plusieurs personnes ont râlé, disant que cette messe du dimanche à Bouzy leur faisait beaucoup plus de kilomètres, et qu'en plus on se retrouvait avec plusieurs

curés pour une seule messe». En effet, depuis quelques semaines, il n'y a plus qu'une seule messe le dimanche matin, à Bouzy, même si Cyril Goglin a pris la liberté d'en laisser une en anticipé le samedi soir. «*Mais, si chaque curé fait une messe dans son coin, dans son église, on redivise la communauté, et ça n'a aucun sens, s'agace-t-il. Il va falloir que je réexplique la concélébration à la prochaine messe.*» La messe dominicale est désormais pensée comme un lieu de rassemblement, stable, et de qualité. «*Même si certains paroissiens ralent, qu'il y a plus de voiture, que c'est loin, l'eucharistie dominicale est dynamisée et la concélébration apporte une qualité liturgique. Il n'y a plus des curés isolés dans leur paroisse. Les prêtres tournent sur les célébrations. On ne sera pas trois toutes les semaines. L'archevêque nous a demandé d'être des vicaires forains. Il y a une volonté de se libérer des frontières, car l'Évangile n'en a pas. La mission est l'annonce. La visite est très importante, c'est être proche de la vie des gens.*»

Ce nouveau projet paroissial, Éric de Moulins-Beaufort le présente comme un changement de point de vue. «*On parle beaucoup du manque de prêtres, et c'est vrai qu'il n'y en a pas beaucoup, reconnaît-il. Dans mon diocèse, il y a soixante-dix-neuf prêtres, et seuls vingt-sept ont moins de 70 ans, pour soixante-seize*

paroisses et quatre monastères. Je ne pouvais pas garantir qu'il y ait une messe tous les dimanches dans chaque paroisse. Alors, on peut se dire qu'il n'y a pas assez de prêtres. Mais plutôt que de pleurer sur un système et des habitudes, je préfère voir tous ces prêtres et diacres comme un don, et les utiliser au mieux.» À peine arrivé à Reims, en octobre 2018, l'archevêque a préparé la réorganisation, et accéléré sa diffusion. «*Nous avons réalisé que nous ne pourrions pas faire de nominations en juin, et que nous étions face à un système qui allait s'effondrer*», indique-t-il. «*Ce n'était pas le but et beaucoup de prêtres et de fidèles étaient prêts. Un prêtre m'a dit: "On a l'impression d'aller dans le mur, mais peut-être que nous pouvons le traverser." C'est exactement ça que nous vivons.*» Tout l'enjeu est donc de libérer du temps pour les prêtres afin qu'ils aillent au devant des chrétiens. «*Notre société a un immense besoin de rencontres et de proximité, souligne l'archevêque. L'inconvénient du système précédent est qu'il mettait les prêtres à des endroits centraux, et qu'ils n'allaient pas dans certaines zones. Beaucoup de familles n'inscrivent plus leurs enfants au catéchisme et en perdent l'habitude. Et puis tout le monde ne peut pas aller au centre, il faut aller rejoindre ces personnes. Avec la réorganisation, les églises sont pleines le dimanche. Bien sûr,*

« L'ARCHEVÊQUE NOUS A DEMANDÉ D'ÊTRE DES VICAIRES FORAINS. »

CYRIL GOGLIN, PRÊTRE



« ON USE NOS FORCES SPIRITUELLES, NOTAMMENT CELLES DES PRÊTRES, EN NE FAISANT QUE CÉLÉBRER LA MESSE... »

ÉRIC DE MOULINS-BEAUFORT, ARCHEVÊQUE

parce que des messes ont été regroupées, mais les paroissiens sont contents de voir et vivre ça, de se rendre compte qu'ils ne sont pas seuls, qu'il y a des gens de leur âge. Ça crée une espérance pour construire la suite.» Avec cette organisation, Éric de Moulins-Beaufort espère aussi réussir à confier les paroisses aux laïcs. «*On use nos forces spirituelles, notamment celles des prêtres, en ne faisant que célébrer la messe. Les prêtres dépensent beaucoup d'énergie à administrer, ils sanctifient de temps en temps et prêchent quand ils ont un moment de libre. Le bon ordre, c'est plutôt l'inverse: le partage de la parole en priorité, puis la célébration, et enfin administrer un peu. J'attends avec impatience qu'ils fassent, comme je l'ai fait, la découverte de la mission itinérante. Leur projet sera plus concret et leur donnera des idées pour leurs espaces missionnaires.*»

Pour redonner du temps aux prêtres, les espaces missionnaires sont gérés collectivement. Concrètement, l'équipe pastorale anime l'espace missionnaire et veille à la vie ecclésiale. Elle se réunit au sein d'un «conseil d'animation missionnaire», auquel sont associés des laïcs des différentes communautés du territoire. Dans chaque paroisse est ensuite mis en place un «conseil local d'animation», composé

de laïcs qui assurent la charge pastorale. Chaque paroisse – ou plutôt conseil – est aidée d'un prêtre modérateur, ainsi que d'un «conseil aux affaires économiques». À cela s'ajoutent les fraternités de proximité, constituées dans les paroisses par des fidèles qui cherchent à vivre les cinq essentiels de la vie chrétienne: la prière, la vie fraternelle, l'écoute de la Parole, le service et l'évangélisation. «*Les conseils s'interpellent les uns les autres pour mettre en place les missions dans l'espace*, résume Cyril Goglin. *Et ça change le boulot d'un prêtre! On n'a plus à assister à tous les conseils, car on délègue. Les prêtres doivent pouvoir se consacrer à la mission et à la célébration. Chacun son rôle!*»

La réunion du vendredi

Pour faire fonctionner cet ensemble et les différents conseils, les quatre prêtres de l'espace se retrouvent tous les vendredis. Dans l'espace de La Montagne-Val-d'Or, Cyril Goglin travaille avec Léonard Nadembega, prêtre *fidei donum* du Burkina Faso, Claude Collignon, 82 ans, et Michel Couvreur, 90 ans, tous deux prêtres en situation de retraite au service des paroisses. Ils se retrouvent au presbytère d'Aÿ, où vivait le précédent curé, et où une communauté de sœurs vietnamiennes a été installée il y

a peu. « Cette organisation permet quand même aux prêtres de mieux vivre, d'être plus épanouis, assure Michel Couvreur. On était écrasés par la tâche. Désormais je peux compter sur mes confrères pour prendre le relais. » « Et puis on apprend à travailler ensemble, ce qui n'était pas du tout le cas avant, ajoute Claude Collignon. Mais cette réforme de l'archevêque est tellement nouvelle qu'il va falloir du temps pour s'adapter. Il y a peu de laïcs qui prennent des initiatives pour ouvrir les églises et faire des prières, ils n'ont pourtant pas besoin de prêtres pour ça. Il faut qu'ils prennent l'habitude de ne pas demander la permission de faire les choses. Chaque village a une église, libre aux paroissiens de l'ouvrir, d'y organiser des choses. Avec cette réforme, un certain nombre de municipalités ont peur qu'il n'y ait plus du tout d'offices. C'est un de nos points d'attention. »

Les vitamines de la foi

À l'écart du quotidien des paroisses, une équipe diocésaine missionnaire a également été installée pour soutenir les missions des différents espaces, en y participant ou en accompagnant. Vincent Di Lizzia, 60 ans, et Dominique Fleury, 68 ans, ancien curé d'Aÿ, en font partie. « Notre mission est d'être un appoint, un soutien, s'il y a besoin, dans un espace missionnaire, résume Vincent Di Lizzia, attablé au pied de la cathédrale de Reims.

Nous sommes à temps plein sur cette mission, avec deux couples, ainsi qu'une religieuse de la Communauté des sœurs de Bobo Di Lasso. » L'équipe se réunit régulièrement pour vivre, à son niveau, la fraternité et les cinq essentiels, que Dominique Fleury préfère présenter comme des vitamines. « La vitamine A, c'est l'adoration, la B, les bonnes relations, la C, la configuration, c'est-à-dire se former, la D, le don de soi, le service, la vitamine E, l'évangélisation et les témoignages. Et pour que ça fonctionne, il faut les cinq vitamines ensemble. » Le plus grand changement pour les deux prêtres est sans doute de se retrouver sans communauté. « Notre mission de prêtre est vraiment différente », reconnaît Dominique Fleury. « Mais j'ai un grand enthousiasme pour ce projet, parce que la vie de l'Église était réduite à la messe du dimanche, alors qu'il y a plein d'autres choses à faire pour la faire vivre et pour une meilleure proximité, renchérit Vincent Di Lizzia. Si le centre de notre vie c'est Jésus, il y a mieux à faire que d'engranger les mariages et gérer les quêtes quand même ! Il faut arrêter avec les prêtres tout-puissants et revenir à une optique missionnaire. On ne risque pas grand-chose aujourd'hui de toute façon. Je pense que c'était le moment de changer car il y avait de nombreux signes et surtout une fatigue, une lassitude, car il n'y avait pas de projet commun. »

« ET PUIS ON APPREND À TRAVAILLER ENSEMBLE,
CE QUI N'ÉTAIT PAS DU TOUT LE CAS AVANT. »

CLAUDE COLLIGNON, PRÊTRE

«C'était un peu des soins palliatifs, résume Dominique Fleury. Les gens eux-mêmes se rendent compte que ce n'était plus possible, c'est la même lassitude pour tout le monde». Si les missionnaires n'ont rien de nouveau, les prêtres et les paroissiens doivent apprendre à travailler ensemble. «Nous avons des séances de coaching, raconte Dominique Fleury. On nous apprend à révéler les gens à eux-mêmes, à leur faire voir les possibilités qu'ils ont en eux, qu'on ne peut pas le faire à leur place, et comment les amener à en prendre conscience.» Pour l'heure, si les deux prêtres de l'équipe diocésaine ont quelques difficultés à détailler précisément leurs missions, tous les deux sont prêts à se mettre en route. «Nous sommes passés de la pastorale de la cloche à celle de la sonnette», sourit Dominique Fleury. Dans l'espace de La Montagne-Val-d'Or, l'heure est bien celle de l'itinérance, mais de paroissiens en paroissiens, le temps de mettre en place l'organisation nécessaire. C'est donc Cyril Goglin qui, pour l'instant, administre. L'itinérance se fait au gré des affiches, de la photocopieuse, ou du planning des baptêmes. À Bouzy, il s'arrête chez Serge et Geneviève, un couple de paroissiens qui réside à quelques mètres de l'église. «Y avait encore du monde dimanche!» s'exclame, ravie, Geneviève. «Mais ça râle encore beaucoup», répond Cyril Goglin, agacé par le mail d'un paroissien qu'il vient de recevoir. Il ne veut plus venir à la messe car elle a lieu trop loin, à 19 kilomètres de chez lui. «Je pense que ce sont des kilomètres mentaux, reprend-il. Il y a un vrai attachement des Français à leurs églises, leurs clochers. En attendant, c'est moi qui fais le plus de kilomètres.» Dans une petite pièce de la maison, à côté d'une banquette et d'un ordinateur, se trouve l'imprimante de la paroisse. En donnant

Diocèse de Reims

Population: 620 000 habitants, répartis entre le département des Ardennes (270 000), et la partie nord-ouest du département de la Marne, qui comprend l'espace urbain de Reims (320 000)

Prêtres: 79, dont 27 ont moins de 70 ans

Diacres: 32

Séminariste: 1

Ordinations: 3 en 2018

Laïcs en responsabilité: 22

ses affiches, le prêtre cherche à identifier les paroissiens motivés pour s'investir car, tout juste arrivé, il lui est difficile d'appeler des personnes. Il faut aussi gérer la rencontre des différentes paroisses et les petites attributions des uns et des autres, celui qui allumait le chauffage ou celle qui organisait les obsèques, pour faire de la place à chacun. Si l'espace doit permettre de faire communauté, il révèle aussi les oppositions au sein même du territoire, entre les mondes du champagne et de l'agriculture, entre les paroisses, entre les ouvriers et les propriétaires terriens. «À mon avis, il va falloir être derrière ces fraternités de proximité pour qu'elles se créent avec une vraie diversité, et non pas que par affinités», réfléchit Cyril Goglin. Car la rencontre, notamment pour rejoindre celles et ceux qui sont aux périphéries, comme le pape François y incite, prend du temps. Si les missions que souhaite l'archevêque de Reims n'ont, en réalité, rien de nouveau, elles obligent à rompre avec les habitudes de la communauté chrétienne, celle de s'appuyer sur des prêtres un peu tout-puissants. Et, comme le souligne Claude Colignon, «il va falloir habituer les laïcs à faire des choses sans nous». ●

AFEV

Des liens qui se tissent

Depuis 1991, l'Association de la fondation étudiante pour la ville (AFEV) permet à des jeunes en difficulté sociale ou scolaire d'être accompagnés pendant un an ou plus par des étudiants bénévoles voulant s'engager.

Par Sandrine Chesnel

Salut! Tu connais l'AFEV? Tu as 5 minutes? Non? Tant pis, bonne journée!» Ce mardi de décembre, une petite pluie glacée enveloppe les bâtiments gris de l'université de Créteil, au sud de Paris. Dans leurs vestes rouge vermillon marquées du logo de l'AFEV, deux jeunes et souriants pèlerins arpentent la coulée verte qui passe devant la faculté d'économie, fascicules à la main. Ils sont en pleine campagne de «mob»: en langage profane, cela signifie qu'ils vont à la rencontre des étudiants du campus pour leur présenter l'association et, pourquoi pas, leur donner envie de s'y engager. Une gageure à l'heure du déjeuner, la plupart des étudiants alpagués entre le restaurant universitaire et l'entrée du métro ayant l'estomac dans les talons... Mais il en faut plus pour décourager Moussy, 30 ans, salariée de l'AFEV depuis août, et Pierre, 19 ans, en service civique dans l'association. Alors que deux étudiantes s'apprêtent à les dépasser, Moussy souffle discrètement à Pierre: «Vas-y, à ton tour! Allez, faut oser!» Née en 1991 à Nanterre, l'ancienne «banlieue rouge» de l'ouest parisien, l'AFEV est une fille de la politique de la ville, laquelle a été portée notamment par Michel Rocard à partir de la fin des années 1980. L'association a été lancée à l'initiative de Christophe Borgel, alors président du syndicat étudiant UNEF-ID, proche du parti socialiste. L'actuel directeur général de l'AFEV, Christophe Paris, 49 ans, a embarqué dans l'aventure dès ses débuts, et c'est peut-être ce qui explique son air d'éternel étudiant! Il sourit: «Après un

BEP vente, j'ai réintégré l'enseignement général pour décrocher mon bac, puis j'ai fait des études de sociologie à Nanterre. À l'époque je cherchais une association pour m'accueillir comme objecteur de conscience. J'ai entendu parler de l'AFEV, qui était en train de se monter. Je ne l'ai plus quittée.» Aujourd'hui, la petite association étudiante des débuts s'est professionnalisée: ses étudiants bénévoles accompagnent chaque année plus de 7 000 enfants, de la maternelle à la terminale, dans 350 quartiers prioritaires répartis dans 85 villes, partout en France. Avec un slogan en forme de ligne de conduite: «Être utile contre les inégalités.»

Autocensure lors de l'orientation

Des inégalités que l'école ne parvient pas toujours à dépasser, aujourd'hui partout en France comme il y a trente ans à Nanterre. En 2019, les chances d'accéder à un diplôme de l'enseignement supérieur sont encore fortement conditionnées par les origines sociales. Selon des statistiques du ministère de l'Éducation nationale de 2019, 90% des enfants de cadres ou d'enseignants réussissent à décrocher un bac, quand cette proportion tombe à seulement deux tiers pour les enfants d'ouvriers. Le manque de culture scolaire des parents, leurs difficultés à accompagner leurs enfants dans les devoirs à la maison, l'autocensure dans les choix d'orientation, très présente chez les jeunes de milieux populaires, voilà quelques-uns des facteurs qui expliquent ces différences d'accès au diplôme, et, plus tard, à un emploi stable

correctement rémunéré. C'est contre ce déterminisme que l'AFEV se bat, avec l'aide des bénévoles et des volontaires qui la font exister au quotidien, pour permettre à toutes les chrysalides de se faire, un jour, papillon. « C'est important de dire que notre projet n'est pas de remplacer les enseignants, précise Christophe Paris. Nous voulons simplement apporter une ouverture nouvelle, une motivation supplémentaire aux jeunes qui ne disposent pas, de par leurs origines sociales, du capital culturel, social et économique qui permet de réussir ses études. » Pour ce faire, l'AFEV développe trois grands programmes : le mentorat, les volontaires en résidence, et les colocations solidaires.

Deux heures par semaine

Le mentorat est le programme « historique » de l'AFEV : il consiste à faire accompagner individuellement des jeunes en difficulté scolaire ou sociale par des étudiants bénévoles, à raison de deux heures par semaine. À Toulouse, Charlotte, 22 ans, est l'une de ces étudiantes bénévoles à l'AFEV, engagée dans le mentorat depuis janvier 2019. Fille d'artistes, en licence de biologie, elle espère plus tard devenir enseignante. En attendant, elle consacre chacun de ses samedis matin au petit Zacharia, 5 ans : « Je le retrouve à la médiathèque de son quartier, où ses parents me l'amènent. Ensemble, on lit des livres. Je suis là pour lui donner envie de lire

et d'écrire, c'est un vrai enjeu pour sa scolarité future ! Mais on discute aussi beaucoup, de tout. C'est très enrichissant pour lui, et pour moi : nous ne venons pas du tout du même milieu social, lui vient de la ville, moi j'ai grandi à la campagne, lui croit en Dieu, moi non, il adore les jeux vidéo, moi pas du tout ! Ce sont deux mondes qui n'ont rien à voir qui se rencontrent, et pourtant c'est fou comme on devient proches. Il y a un lien spécial qui se crée entre nous. » À l'autre bout de la France, à Rennes, Margaux, 19 ans, a elle aussi choisi de s'engager pour les autres. En première année de BTS de commerce, fille d'un commerçant et d'une secrétaire, Margaux est bénévole à l'AFEV depuis octobre dernier : « J'accompagne Ilam, une ado de 14 ans qui est arrivée de Syrie il y a deux ans avec ses parents. Mon objectif c'est de l'aider à s'insérer dans sa ville. Je ne suis pas là pour faire de l'aide aux devoirs, on sort, on va à la piscine, à la patinoire, à la bibliothèque... Au début, c'était compliqué car nous étions un peu intimidées toutes les deux, mais comme nous n'avons pas une grande différence d'âge, ça aide à bien se comprendre. L'accompagner m'a aussi ouvert les yeux sur certaines réalités, et développé mon empathie. C'est un engagement que je recommande vraiment. D'ailleurs j'ai convaincu une amie de rejoindre l'AFEV. » Charlotte et Zacharia à Toulouse, Margaux et Ilam à Rennes, deux duos qui fonctionnent et illustrent parfaitement la démarche de l'AFEV, qui

« Je suis là pour lui donner envie de lire et d'écrire, c'est un vrai enjeu pour sa scolarité future ! »

Charlotte, 22 ans, bénévole

souhaite développer davantage de liens entre jeunes qui viennent de milieux différents : « *Nous voulons créer des ponts entre le vivier étudiant et les quartiers populaires*, explique Eunice Mangado-Lunetta, directrice des programmes de l'AFEV, 45 ans, et depuis quinze ans dans l'association. *Contrairement à un discours décliniste très répandu, nous démontrons que les jeunes ont envie de s'engager. Il suffit de leur proposer des missions adaptées. Ainsi, au début de l'AFEV, quand nous avons proposé d'envoyer des étudiants dans les familles pour accompagner les enfants, on nous a beaucoup questionnés. Avec l'expérience on peut confirmer que c'est un plus de permettre une rencontre entre les parents et les étudiants bénévoles. C'est ainsi que se tissent des liens de confiance entre des gens qui sans l'AFEV, ne se seraient jamais rencontrés.* »

Ouvrir sur le monde

Pour que la mayonnaise prenne, il faut bien sûr réussir à accorder le jeune et « son » étudiant. Les bénévoles peuvent ainsi préciser s'ils préfèrent accompagner un petit de maternelle ou un grand de terminale, un garçon ou une fille... Ils sont aussi formés sur une journée par l'AFEV, et bénéficient de l'appui d'un référent en cas de problème. Une plateforme de ressources en ligne est également à leur disposition pour trouver des idées d'activités ou de sorties, partager les expériences, apprendre à se positionner par rapport aux parents des enfants, etc. « *Parfois les parents des jeunes accompagnés nous confondent avec les organismes privés qui font du soutien scolaire*, reconnaît Eunice. *Mais ce que nous proposons n'a rien à voir : l'objectif est d'ouvrir à l'enfant accompagné un autre monde, qu'il ne connaît pas. Par exemple en lui faisant*

En un an à l'AFEV

1,3 million d'heures d'accompagnement

7 500 jeunes accompagnés

6 500 étudiants bénévoles

1 000 jeunes en service civique

800 « kapseurs » (colocataires solidaires)

260 collectivités, 900 établissements scolaires et

79 établissements d'enseignement supérieur partenaires

350 quartiers populaires couverts dans 85 villes

230 salariés

Budget global : 14 millions d'euros

L'AFEV est une association loi 1901 reconnue d'utilité publique, les dons des particuliers leur ouvrent donc droit à une réduction d'impôts. Plus d'informations sur afev.org

visiter son université, ou un autre quartier de sa ville dans lequel il n'est jamais allé, etc. Et, surtout, pour les familles, tout cet accompagnement est gratuit. »

À côté du mentorat, l'autre grand programme de l'AFEV implique également des jeunes, mais pas nécessairement des étudiants : il s'agit des « volontaires en résidence ». Des jeunes âgés de 18 à 25 ans, embauchés en service civique, pour une durée de 9 mois, soit une année scolaire. Formés par l'AFEV, ils sont rémunérés 580 euros par mois. Les volontaires ne vont pas dans les familles, mais remplissent différentes missions : séances de lecture dans des écoles ou des bibliothèques, ateliers d'orientation ou lutte contre le décrochage en collège... Certains de ces volontaires sont aussi chargés d'organiser des visites et des sorties avec parents et enfants, dans des musées ou des médiathèques. « *30 à 40 % des familles chez qui interviennent nos étudiants n'ont pas de livres*, explique Christophe Paris. *Les*

sorties culturelles, source d'ouverture au monde, n'y sont pas une évidence, contrairement aux familles plus favorisées.»

Une après-midi au château

Et ce mercredi, justement, c'est jour de visite au château de Vincennes, aux portes de Paris, pour Grace, 10 ans, et son papa, et pour Nazim, boule d'énergie de 12 ans et demi, son demi-frère Mohamed-Elias, et sa maman. La sortie a été organisée par Aissatou, 24 ans, aujourd'hui accompagnée de Lisa, 19 ans. Toutes deux sont étudiantes, et en service civique à l'AFEV depuis la rentrée 2019. Aujourd'hui, les deux jeunes filles ont de quoi faire : les trois enfants sont « à fond », de vraies machines à questions. Lisa et Aissatou essaient de trouver des réponses à leurs interrogations sur la date de construction du château, la profondeur du puits intérieur, l'épaisseur des murs, les occupations quotidiennes de ses augustes habitants... Arrivé devant la lourde porte en bois de l'ancien bureau de Charles V, Nazim lance : « Toc-toc ? Y'a quelqu'un ? Emmanuel Macron, t'es là ? » Toute la troupe rit de bon cœur. Plus tard sa maman commente : « On pourrait

croire que les enfants ne retiennent rien d'une sortie comme ça parce qu'ils sont un peu agités, mais c'est le contraire, ils apprennent plein de choses ! Et nous, les parents, aussi. Avant, nous habitions près de ce château, mais je n'avais jamais pris le temps d'y emmener les enfants, et puis les sorties coûtent cher. » Côté services civiques, le bilan de la sortie est tout aussi positif. « Au début, mes parents, médecin et pharmacienne, n'ont pas trop compris pourquoi je voulais faire un service civique à l'AFEV, explique Aissatou. Comme j'ai trois petits frères, ils me disaient que je pouvais m'occuper d'eux. Mais moi, j'aurais bien aimé, quand j'étais plus jeune, avoir un grand frère ou une grande sœur pour m'accompagner, faire des sorties, découvrir mon quartier... Aujourd'hui, c'est ce que je fais à l'AFEV. Moi qui étais timide, cela me donne beaucoup de confiance en moi. » Lisa, en licence de droit et fille d'enseignants, partage le même avis : « J'interviens dans un collège du Val-de-Marne auprès d'ados qui ne sont pas francophones et qui viennent d'arriver en France. Je seconde les profs pour l'aide aux devoirs, c'est important pour ces jeunes, je crois, de discuter avec

Les « kaps », des colocations solidaires

Nées en 2010, les kaps ou « kolocations à projets solidaires », sont l'un des trois principaux programmes de l'AFEV, avec le mentorat et les volontaires en résidence. Il s'agit de proposer à des étudiants de venir vivre dans des quartiers populaires, en colocation, dans des logements à loyer très modéré, et d'y développer des actions solidaires avec et pour les habitants du quartier, à raison de quelques heures par semaine. Ces actions peuvent s'adresser aux enfants comme aux personnes âgées, avec toujours cette idée de favoriser les échanges et la mixité sociale. Ainsi, à Paris, dans le quartier de La Chapelle, plusieurs projets ont été développés ces cinq dernières années : échange de services entre voisins, réalisation d'un jardin partagé, petits travaux réalisés chez des habitants... En 2018, le loyer moyen payé par les kapseurs était de 216 euros, avant APL. Plus d'informations sur afev.org/nos-actions/koloc-a-projets-solidaires

«On constate que cela apporte autant aux jeunes accompagnés qu'aux jeunes qui accompagnent.»

Christophe Paris,
directeur général de l'AFEV

une étudiante, mais c'est aussi très enrichissant pour moi!» Le mentorat, un dispositif «gagnant-gagnant»? «Ça n'est pas la solution à tous les problèmes, reconnaît Christophe Paris. Mais on constate que cela apporte autant aux jeunes accompagnés qu'aux jeunes qui accompagnent.»

Une grande cause nationale ?

Mais si ces différents programmes ont prouvé leur utilité, faire tourner l'AFEV reste une sacrée affaire, car l'association dépend des financements publics à 90%. *«On a bien failli disparaître sous Sarkozy, qui avait supprimé 25% de notre budget, se souvient Christophe Paris. Aujourd'hui nous restons dépendants de la politique de la ville et de son financement, mais nous n'avons plus de problème de visibilité ou de légitimité.»* Preuve de son efficacité, l'association a été sollicitée en 2017 par le ministère de l'Éducation nationale pour l'aider à mettre en place le dispositif «Devoirs faits» dans les collèges. *«Nous y participons, mais sans y perdre ce que nous sommes, glisse le directeur de l'AFEV. Nos services civiques en résidence dans des collèges participent au suivi des devoirs, mais la moitié de leur temps de présence dans l'établissement est consacrée à d'autres projets, comme la prévention du harcèlement, l'organisation de forums des métiers... Il faut bien comprendre que nous ne sommes pas un mouvement pédagogique; nous sommes*

officiellement une «association éducative complémentaire de l'enseignement public». C'est pourquoi, par exemple, nous souhaitons amener les jeunes à travailler davantage en coopération les uns avec les autres.» À côté du financement, l'autre enjeu de taille pour l'AFEV est le renouvellement de ses troupes: chaque année elle doit remplacer 80% de son effectif de bénévoles et volontaires, puisque l'engagement à l'AFEV des jeunes adultes qui la font vivre n'est qu'une étape dans leur parcours personnel.

Et demain? Dans une tribune publiée en octobre dernier dans le *Journal du dimanche*, une dizaine d'associations impliquées dans l'accompagnement individuel des jeunes proposaient de faire du mentorat une «grande cause nationale», rappelant l'impact sur les personnes accompagnées, mais aussi sur ceux qui les accompagnent. *«Dans une France fragmentée, empreinte de défiance et d'inégalités, le mentorat et la rencontre qu'il permet entre deux personnes retissent du lien, de la solidarité, de l'entraide, en bref, construisent du commun»,* écrivaient ces associations. Mais, pour que le mentorat puisse se développer davantage, de l'école à l'entreprise, des grandes villes aux plus petites, il faut qu'il soit mieux intégré par les politiques publiques, à l'échelle nationale comme à l'échelle locale. Une piste à creuser pour les maires nouvellement élus. ●

Fraternités

Les associations multiplient les initiatives et débordent d'idées pour donner corps à la fraternité. Chaque saison, vous trouverez ici des idées, des noms et des pistes.

Par Philippe Clanché

Afghanistan – Aux côtés des femmes

L'Afghanistan est l'un des pays où la condition féminine est la moins enviable. En zone rurale, 88% des filles ne sont pas scolarisées et le mariage précoce (avant 18 ans) concerne un tiers des jeunes du pays. Depuis 1996, l'association Afghanistan libre se mobilise pour améliorer l'accès à l'éducation, à la santé et à la formation professionnelle. Créée par une ancienne diplomate, Chékéba Hachemi, l'ONG travaille en collaboration avec les conseils de villages et les autorités locales. Parmi les programmes menés, on citera l'alpha-

bétisation, les constructions d'écoles et de crèches, la distribution de lampes solaires pour faire les devoirs scolaires, l'éducation à la santé et à l'hygiène de base, des soins pré- et postnataux, la distribution de kits de premiers secours et d'accouchement, un suivi psychosocial pour les femmes victimes de violence, l'obtention de papiers d'identité ou encore la préparation aux examens... Afghanistan libre est soutenue en France par le Groupe SOS.

afghanistan-libre.org

ou 01 55 87 55 40

France – Au secours des chiens des SDF

Une des difficultés récurrentes dans la mise en sécurité des SDF reste la présence d'un chien à leur côté. L'association Gamelles pleines prend en compte l'animal pour mieux accompagner le maître. Son fondateur, Yohan Sévère, a lancé l'idée en voyant lors d'une maraude un homme à la rue se priver de nourriture pour tout donner à son chien. En proposant de nourrir les bêtes, de leur donner un collier antipuces et d'assurer un suivi vétérinaire, les bénévoles permettent de maintenir en forme l'indispensable animal. Gamelles pleines propose aussi de placer les chiens en familles d'accueil en cas d'hospitalisation de leur maître, qui, sans cela, y renoncerait. Créée en 2008 à Caen, l'association dispose désormais d'équipes dans une douzaine de villes françaises. Elle reçoit des dons en nature d'industriels de l'alimentation animale. L'aide financière pour les soins vétérinaires et l'engagement de nouveaux bénévoles sont les bienvenus.

gamellespleines.fr ou Maison des associations, 8, rue Germaine Tillion, 14000 Caen

France – La clé des livres

Pour préparer au mieux et réussir sa réinsertion, un détenu doit savoir lire, écrire et s'exprimer. Cette conviction forte anime les militants de l'association Lire pour en sortir, créée en 2014. À chaque détenu volontaire est proposée une liste de livres. Il en choisit un, le lit, puis, aidé par un bénévole, rédige une fiche de lecture, qu'il adresse à l'association. Celle-ci la fait suivre au Service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) ainsi qu'au juge de l'application des peines. Ce dernier pourra alors accorder ou non une réduction de peine. Apprenant l'existence d'une initiative analogue au Brésil, Alexandre Duval-Stalla, avocat au barreau de Paris et écrivain, a fondé la structure, dont il assure la présidence. Il est également bénévole pour le département Prison et justice du Secours catholique-Caritas France, lequel soutient le projet. Lire pour en sortir propose aujourd'hui ses services littéraires dans 21 centres de détention, grâce à quelque 150 bénévoles – toutes les bonnes volontés sont bienvenues –, et a pu ainsi rencontrer 3 000 lecteurs privés de liberté. Elle organise également la venue d'auteurs en prison pour échanger avec les détenus et a lancé une grande collecte de livres.

lirepourensortir.org ou 01 43 35 40 30

.....

Cuba – Atout culture

L'île de Cuba dispose d'un important patrimoine culturel et historique. Fondée au début du XVI^e siècle, la ville de Camagüey – 300 000 habitants, la troisième du pays – jouit d'un centre historique remarquable, classé au patrimoine mondial de l'Unesco en 2008. Les autorités locales, qui promeuvent les partenariats public-privé, veulent jouer cette carte pour le développement économique, tout en évitant les tensions entre les différents acteurs. Un programme ambitieux sur quatre années (2019-2023) vise à conjuguer la préservation de l'identité du lieu et le partage des bénéfices de la manne du tourisme avec

toute la communauté, et pas seulement les habitants du centre – 20 % de la population. Entrepreneurs, artisans, restaurateurs sont invités à travailler ensemble dans des projets mêlant économie solidaire et protection du patrimoine. Active dans le pays depuis 1995 pour faire face aux conséquences de l'embargo américain et à l'effondrement du bloc communiste, l'ONG Care France est partenaire du programme de Camagüey. Elle apporte notamment sa compétence en méthodes de gestion participative et inclusive.

**carefrance.org
ou 01 53 19 89 89**



Les pathologies du populisme

De la présidence de Donald Trump au Brexit mis en œuvre par Boris Johnson, le populisme est critiqué de toutes parts. Selon Pierre Rosanvallon, souligner sa dimension autoritaire ne suffit pas à éclairer ce phénomène. Encore faut-il explorer les limites de l'ambition qui est la sienne : renouveler la démocratie.

Témoignage chrétien - Vous étudiez le populisme au singulier, en dépit de la tentation de le décliner au pluriel, comme dans le récent *Dictionnaire des populismes* (Cerf, 2019). Pourquoi ?

Pierre Rosanvallon - Dire qu'il existe des populismes, c'est une façon de diluer la question, de la diminuer. Si l'on pense que le populisme représente un moment important dans l'histoire des démocraties, qu'il constitue le surgissement d'un fait nouveau, alors il faut être capable d'en parler au singulier.

C'est la seule manière de restituer toute son importance à ce phénomène qu'on ne peut pas résumer à une addition de singularités. L'histoire de la modernité repose sur la capacité à discerner de grands mouvements, de grandes tendances, par-delà des différences bien réelles. Que Jaurès ne soit pas Proudhon, que Jules Guesdes ne soit pas Bernstein n'a pas empêché de faire l'histoire du socialisme. Et l'on pourrait dire la même chose du libéralisme ou du conservatisme. Le communisme s'étant longtemps incarné dans un pays, l'URSS, le singulier a pu s'imposer de manière plus immédiate, il n'en reste pas moins que «des» marxismes ont existé. De fait, la diversité des formes de populisme, de leurs origines comme de leurs orientations, recouvre un certain nombre de points communs qui nous autorisent pleinement à caractériser ce phénomène comme une quasi-idéologie. Ce n'est en effet ni un simple style politique, ni un type de discours.

Reste que le populisme ne possède pas de théoricien ni de manifeste, à la différence des idéologies qui l'ont précédé...

C'est bien pour cette raison que j'ai voulu écrire ce livre! Quelques travaux ont essayé de théoriser le populisme – à commencer par ceux de Chantal Mouffe et plus encore d'Ernesto Laclau, qui a publié un ouvrage intitulé *La Raison populiste* (Seuil). C'est dire que ce politologue n'entendait pas simplement penser le populisme comme une réaction, le nom qu'on pouvait donner à une colère, à la manifestation d'un dégoût, mais comme un projet. Je reproche cependant à Laclau d'avoir fourni un effort partiel en développant essentiellement un point central: l'idée que les sociétés contemporaines ne se divisent plus en classes sociales mais se structurent autour du clivage entre le peuple et l'élite. C'est l'opposition des 99% au 1%. En revanche, il n'a pas tellement interrogé la théorie démocratique dont procède le populisme, faute d'avoir inscrit ce phénomène dans l'histoire longue de la démocratie.

L'originalité de votre démarche tient dans cette volonté de prendre au sérieux l'ambition démocratique qui est celle du populisme. N'est-ce pas là un angle mort des critiques adressées aux régimes qui s'en réclament?

La critique classique qui consiste à appuyer sur la dimension illibérale de ces mouvements se contente de qualifier ces derniers. Ce faisant, elle passe à côté du fait que bien des éléments structurant le populisme ont été en débat dans la construction démocratique. Celle-ci s'est par exemple toujours posé le problème des termes d'une représentation adéquate. La question de savoir si la souveraineté du peuple doit s'exercer à travers des tiers ou se manifester de manière directe – qui est celle des conditions dans lesquelles la volonté politique peut pleinement s'exprimer – traverse toute l'histoire de la démocratie. Le populisme représente donc ce que j'appelle une «forme

limite» de la démocratie. C'est-à-dire qu'il a pour caractéristique de se concentrer sur un point unique, de même que les «démocraties minimales» se polarisent sur la possibilité de renverser le gouvernement. Dans cette perspective, la démocratie s'apparente autant à une procédure de légitimation qu'à une procédure de révocation. Dans la catégorie des «formes limites», il y a aussi les «démocraties essentialistes», très importantes dans l'histoire du socialisme, qui se définissent comme une société des égaux. Chacune a ses pathologies spécifiques.

Quelles sont les pathologies du populisme?

En tant que forme démocratique, sa conception de la société pose problème. Elle repose sur l'opposition entre le peuple, associé aux 99%, et l'élite, censée représenter 1% du total. Le fait est que, depuis trente ans, on a vu exploser le niveau des inégalités, si bien que l'écart entre ceux qui occupent le sommet de la société et le plus grand nombre est devenu énorme – Oxfam affirme que 2 158 milliardaires possèdent autant que les 60% les plus démunis dans le monde. Mais les formes d'enrichissement ne sont pas toutes délégitimées de la même façon. Je ne vois pas qu'un footballeur soit contesté dans les mêmes termes qu'un P.-D.G. Et alors qu'un député qui gagne 5 000 euros net par mois est souvent voué aux gémonies, personne ne cherche noises au professeur d'université qui peut pourtant avoir un salaire équivalent. Ajoutons que ces 99% ne forment pas un bloc homogène, en dépit de l'image qu'en donnent les populistes en insistant uniquement sur ce qui les oppose à l'oligarchie, voire aux étrangers, comme c'est le cas dans beaucoup de régimes populistes.

Pas toujours!

C'est ce qui départage les populismes de droite et de gauche. En Europe de l'Est, beaucoup de mouvements populistes ont été des mouvements antisémites, anti-immigration, racistes, ce qui n'est pas le cas des populismes de gauche, ne serait-ce qu'en Amérique latine, berceau de cette idéologie, où les questions d'immigration sont secondaires et où l'antisémitisme n'existe pas. Il n'en reste pas moins que les antagonismes sociaux n'opposent pas seulement les 1% aux 99%: c'est un mille-feuille d'injustices, ressenties comme telles par les citoyens.

Comment est-on passé d'une approche de la société articulée autour de la lutte des classes à cette opposition entre le peuple et l'élite?

C'est la société qui s'est transformée. Autrefois, les classes constituaient des mondes sociaux fondés sur des communautés de revenus, de travail, mais aussi de culture, de loisirs, d'habitat. Se ressentir comme ouvrier communiste

dans les années 1950-1960 pouvait susciter de la fierté : celui-ci avait un rôle central dans la production. Et puis ce monde avait ses écrivains, comme Aragon, ses peintres, comme Picasso. Aujourd'hui cet édifice s'est effondré. Ces antagonismes se sont diffractés au profit de nouvelles fractures, liées au territoire notamment. Bien sûr, il existe toujours des communautés d'épreuves, d'invisibilité, de mépris. Mais celles-ci ne doivent pas se dissoudre dans cette totalité qu'est le « peuple », ce mot qui exprime une existence collective générale, sans réussir à la décrire.

C'est pourtant un mot phare du populisme.

Il possède une efficacité sémantique qui consiste à donner un nom glorieux à un sentiment de dépossession. Beaucoup de citoyens ont l'impression de ne plus avoir la maîtrise de leur vie, d'être mis à distance. Le mot peuple est un grand mot, qui a quelque chose à la fois de flou et de fier. Il renvoie aux souvenirs de la Révolution française. C'est important : la démocratie a peut-être besoin de grands mots pour produire de l'enthousiasme. Mais elle a aussi besoin de précision pour produire du contrat social.

Peut-on reprocher au populisme de surfer sur le registre émotionnel ?

Les émotions sont aujourd'hui survalorisées. On doit leur donner une place sans qu'elles en viennent à dominer le raisonnement. Car l'idée républicaine et démocratique descend aussi bien de Condorcet que de Michelet, les deux sont liés. Après, il ne faut pas nier ce mode d'appréhension de la réalité qui, quoi qu'on en pense, n'est pas le propre de gens peu éduqués. Les émotions sont une façon de mettre en forme un ensemble d'expériences sensibles. La peur, par exemple, représente la somme des expériences que l'on fait de l'obscurité, de l'attente, de l'inconnu... Et, alors que les langages de campagnes électorales font appel à la séduction, aux sentiments, celui des gouvernants est au contraire très technocratique. C'est un langage uniquement de la moyenne et de la généralité. Or, les citoyens appréhendent toujours les situations à partir de leur expérience sensible. On le voit aujourd'hui avec la réforme des retraites. Bien qu'elle puisse être discutée, cette proposition de loi relève *a priori* d'un principe général de justice, sauf que nous vivons dans une société où chacun tient à sa situation particulière davantage qu'à l'idée générale. Le gouvernement n'ayant pas pris en compte cette donnée, son projet était voué à l'échec. S'il est mathématiquement prouvé que réduire la vitesse autorisée sur les routes de 90 à 80 kilomètres à l'heure permet de sauver 200 à 300 vies par an, chacun continue de se demander ce que cette nouvelle règle va changer dans sa vie. Il sera toujours impossible de réformer le pays à qui ne veut pas voir que la société est faite de l'addition de singularités.

Le populisme revendique une forme de «représentation-incarnation».

Quelles sont ses limites?

La représentation classique était une représentation-délégation: il fallait avoir un délégué qui vous ressemble. Le communisme, le socialisme, la démocratie chrétienne, les indépendants... Chaque parti politique représentait un univers. Il faut dire qu'autrefois les mondes sociaux étaient faciles à représenter. Mais la société a changé, de sorte que, des classes sociales, il ne reste aujourd'hui qu'une masse diverse qu'on peine à caractériser. La représentation-incarnation qui est le propre du populisme prétend rassembler cette diversité dans un chef. Cette ambition se cristallise dans une formule du leader colombien Gaitán, cité par des personnalités politiques comme Chávez, Perón, Castro: «*Je ne suis pas un homme, je suis un peuple.*» Un emprunt inconscient à la vision d'un Napoléon III, dont la démocratie directe et autoritaire préfigure par ailleurs les régimes populistes contemporains. On doit en effet à l'un des principaux théoriciens du Second Empire cette phrase: «*L'empereur n'est pas un homme, c'est un peuple.*» À cette forme de représentation qui dissout la société, je préfère la représentation-expression, très importante dans l'histoire du mouvement ouvrier. Cela consiste à attendre de ses représentants une présentation de soi, afin que les vies les plus modestes comptent dans la société.

Quel modèle démocratique défend cette idéologie du xxi^e siècle?

Les populistes ont une foi sans bornes dans l'élection comme pouvoir de la majorité, à tel point qu'ils considèrent que la démocratie est aujourd'hui gravement attaquée par le développement d'autorités indépendantes, par le «gouvernement des juges» ainsi que par les cours constitutionnelles. La démocratie serait annihilée par ces pouvoirs non élus qui seraient ceux des minorités. Cet argument est répété *ad nauseam*. L'idéal démocratique, dans son origine, prétendait pourtant rechercher l'unanimité sociale. Pourquoi la majorité ne peut-elle être la seule expression de la démocratie? Justement parce qu'elle n'est pas l'expression de toute la société. Il existe en démocratie des manières de représenter la totalité sociale: c'est le pouvoir de n'importe qui et le pouvoir de personne. Une vraie démocratie est un régime qui reconnaît dans chaque individu un membre souverain du peuple. Tout le monde doit bénéficier de droits indestructibles qui consacrent le droit à une existence originale. Parce qu'elle est la gardienne des droits de l'homme, la cour constitutionnelle garantit ce pouvoir de n'importe qui. Les régimes populistes s'acharnent à détruire ces cours constitutionnelles, de même qu'ils s'en prennent à l'indépendance de la magistrature ainsi qu'à la fonction publique. Autant d'institutions structurantes pour la démocratie, que personne ne devrait pouvoir privatiser.

Pierre Rosanvallon

Historien et sociologue, professeur honoraire au Collège de France, spécialiste de la démocratie, Pierre Rosanvallon vient de publier *Le Siècle du populisme. Histoire, théorie, critique au Seuil*.

Que pensez-vous du culte du référendum, qui donnerait la parole au peuple?

C'est le mode d'expression le plus évident et solennel de la souveraineté du peuple. Sa manifestation physique. Il occupe donc une place décisive dans les démocraties. Toutes les constitutions révolutionnaires, sauf celle de 1791, ont été adoptées par référendum. La ratification du projet de constitution américaine de 1787 fut le résultat, dans les deux tiers des États, de procédures référendaires. Cet outil est en ce sens inséparable de l'idéal démocratique. Mais il doit répondre à des conditions de validité qui ne sont aujourd'hui pas toujours satisfaites. Comme il est solennel, sa légitimité repose sur le nombre important de votants. Il faut prendre garde de ne pas l'user. Des procédures comme il en existe en Suisse, dont les taux de participations s'élèvent à 10 %, tuent le principe même d'un tel vote. Autre élément qui a son importance : on doit pouvoir voter en sachant comment sa décision sera appliquée. Sur la peine de mort, c'est simple : on supprime ou on garde la guillotine. Sur l'avortement aussi : on l'accepte ou on le refuse. Dans le cas du Brexit, c'est plus compliqué : les Anglais ont voté pour une sortie de l'Union européenne, mais on ne sait toujours pas comment cela se traduira dans les faits. C'était tout le problème du référendum sur le traité constitutionnel de 2005, dont on a fait le symbole d'une démocratie bafouée. À mes yeux, le tort revient surtout à ceux qui ont posé la question. Si on répondait oui, tout était clair, mais si on répondait non ? L'alternative n'avait pas de contenu, il n'existait pas de modalité alternative de construction de l'Europe. Le référendum n'a pas de sens quand il se contente d'agréger des colères. Les populistes contemporains manifestent leur attirance pour cette conception immédiate de la démocratie. J'estime à l'inverse que c'est dans l'extension des pratiques délibératives que doit résider son renouvellement. Il faut développer une démocratie beaucoup plus délibérative, multiplier les conférences de citoyens, etc.

Le populisme est une réponse à la défiance croissante vis-à-vis des élites politiques. Quel projet alternatif aurait des chances d'emporter l'adhésion?

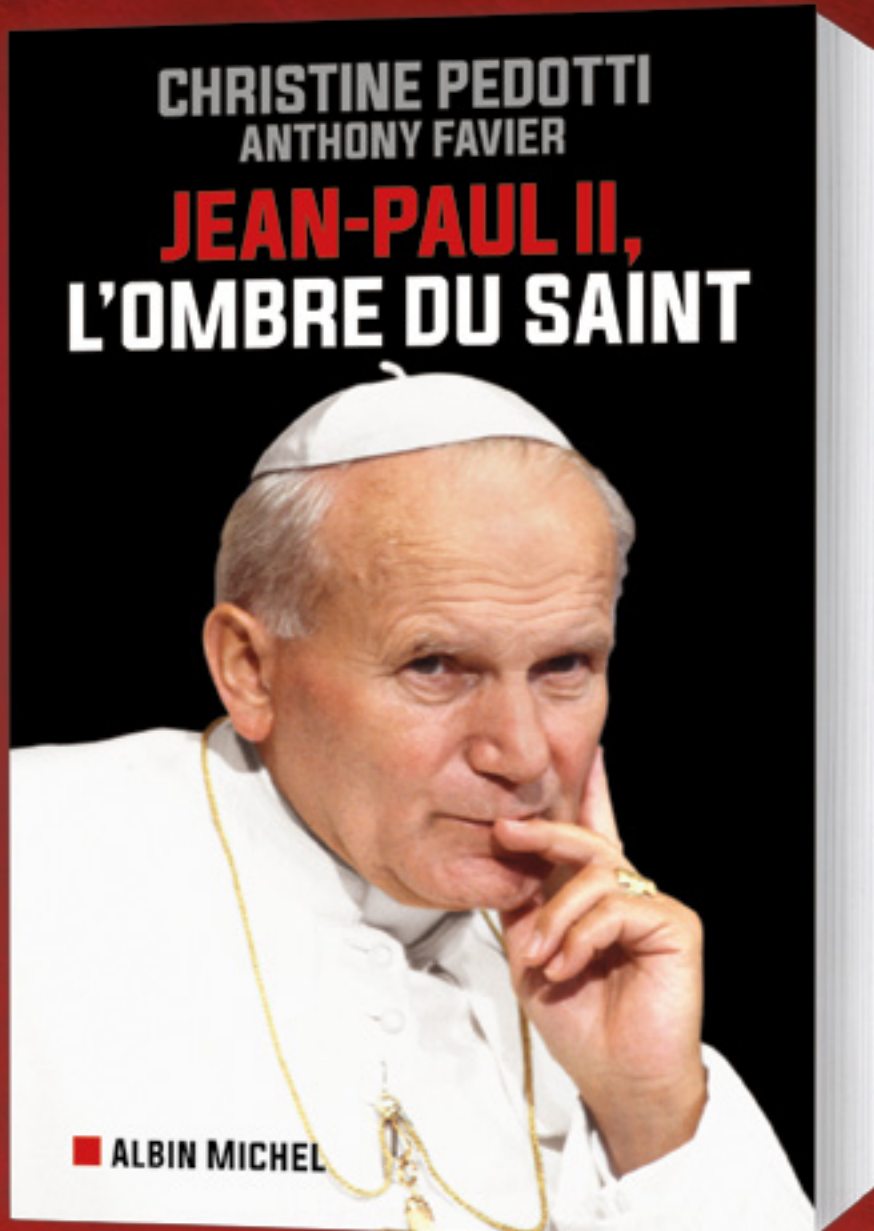
Si le populisme est aussi puissant et attractif, c'est qu'il n'existe pas d'alternative aujourd'hui. Tout l'enjeu, c'est de montrer qu'il existe des manières plus attrayantes, plus fortes de représenter la société que celles qui nous sont proposées. Plutôt que d'essayer de trouver dans le référendum une recette miracle, il faut inventer une vision ambitieuse de la démocratie et du contrat social. Mieux vaut démultiplier des idées comme le « parlement des invisibles », cette collection de livres qui s'est donnée pour but de raconter la vie des gens, que de vouer un culte au leader suprême. Il est urgent de déployer quantité de formes démocratiques imparfaites... pour limiter les imperfections du système actuel!

Propos recueillis par Marion Rousset.

LE LIVRE-ÉVÈNEMENT

2 AVRIL : quinze ans du décès de Jean-Paul II

18 MAI : centenaire de la naissance de Karol Wojtyła



***DROIT D'INVENTAIRE
LE BILAN D'UN PONTIFICAT DÉCISIF***



ciers du sport. On ne découvre pas non plus l'opacité et le cynisme du pouvoir sportif. Il y a bien sûr, dans les fédérations, des milliers d'entraîneurs irréprochables, dévoués, amoureux de la discipline qu'ils défendent, et souvent bénévoles. Mais aussi des organisations quasi mafieuses, tenues par de vieux maquereaux, utilisant les athlètes comme chair à canon, à l'occasion comme instruments de plaisir, et pour lesquelles l'omerta est la règle. L'absurde course à la performance, qui induit des pratiques de dopage mortifères, se double d'un système de pouvoir et de fric dont les sordides affaires de viol, qui émergent momentanément, sont aujourd'hui le versant spectaculaire et vaguement voyeuriste. Mais, rassurez-vous, c'est l'affaire de quelques semaines. Deux ou trois démissions de responsables, un coup d'éponge, et il n'y paraîtra plus : il y a trop d'intérêts en jeu.

Sexe et pouvoir

C'est une photo qui circule. On y voit Mitterrand et Chirac côte à côte, hilares. La légende dit : «Chirac et Mitterrand apprenant que Benjamin Griveaux abandonne une élection à cause d'une infidélité.» L'image m'a fait beaucoup rire, même s'il n'y a pas vraiment de quoi s'esclaffer ces temps-ci. Bien

sûr, quand vous lirez ces lignes vous saurez qui est le ou la maire de Paris. Moi, pas encore, et peu me chaut. En revanche l'épisode Griveaux, dont vous vous souvenez peut-être, m'amuse un peu moins, nonobstant l'imprudence puérile, au comique discutable, qui a mis l'intéressé dans cette fâcheuse posture et ébranlé sa campagne électorale. Non que j'aie beaucoup de sympathie pour ce petit marquis affichant des ambitions un peu trop grandes pour lui, mais la question le dépasse infiniment. Car, enfin, nous y sommes, par la grâce d'un soi-disant « artiste » russe, dont l'une des « performances » consista à se clouer les testicules sur la place Rouge à Moscou, avant de venir à Paris incendier la Banque de France, et d'un avocat pour le moins douteux en quête de notoriété. Jusqu'à présent, le « *revenge porn* » touchait surtout des adolescent·e·s inconséquent·e·s, exhibant leurs charmes sur les réseaux sociaux, ou victimes de la vengeance d'un petit ami éconduit. Grâce à Facebook, Instagram et tutti quanti, un verrou a sauté et nous progressons. La classe politique, unanime ou presque, s'indigne. La vie privée, la vie privée ! Mais la vie privée est une anomalie, a déclaré un jour Will Serf, le chef évangélique de Google, dont j'ai déjà parlé dans ces colonnes. Il va finir par avoir raison, ce sinistre crétin. Ceci étant, on peut encore

faire l'amour dans une chambre sans se filmer... On peut même éviter de passer sa vie sur les réseaux sociaux pour protéger ce que nous avons de plus précieux, notre privauté. Car tout homme, a dit un jour Gabriel García Márquez, a trois vies: une vie publique, une vie privée, et une vie secrète.

Vous me direz qu'au fond rien de tout cela n'est bien nouveau, sinon les moyens de diffusion par lesquels on piège les imprudents. Les scandales sexuels, parfois financiers, sont le sel de la vie politique, arme fatale pour détruire un adversaire ou faire chanter un important. Sans rappeler le pénible feuilleton Strauss-Kahn, on se souvient, en Angleterre, de l'affaire John Profumo, secrétaire d'État à la Guerre, séduit par une jeune beauté qui avait aussi une liaison avec un attaché soviétique; de Gary Hart, candidat démocrate à l'élection américaine, fauché en vol par une liaison extraconjugale; d'un ambassadeur français à Moscou, piégé par le KGB, filmé dans ses ébats avec une belle espionne: De Gaulle le rappela, le convoqua dans son bureau, et l'accueillit, goguenard, avec ces mots: «*Alors, Dejean, on baise?*», avant de le mettre au vert, ou dans un placard. Romain Gary raconte que, diplomate en Suisse, il fut photographié à son insu dans une posture comparable et reçut la visite de deux Russes en imperméable mastic, qui produisirent les clichés. À quoi le grand écrivain répondit qu'ils étaient mauvais et qu'il faudrait les refaire, moins flous, avec drapeau français en décor. Car le meilleur moyen de contrer ces vilénies est encore de les traiter par le mépris, l'humour, voire un peu de provocation. Encore faut-il avoir les épaules assez solides...

Triomphe de l'injustice

Pendant qu'on s'amuse à ces bêtises, ce qui montre bien que le sexe n'est encore ni assumé, ni vécu de façon adulte, et reste un redoutable instrument de pouvoir et de contrôle, le monde devient fou. Que peut-il se passer quand des individus accumulent autant de richesse que le PIB d'un État? C'est ce à quoi on assiste, notamment en Amé-

rique, grâce à la politique fiscale initiée par Ronald Reagan dans les années 1980, avec pour conséquence la constitution de pouvoirs exorbitants aux mains de quelques magnats et autres tycoons, et au détriment des États, menacés de perdre leurs prérogatives au grand plaisir de quelques libertariens qui vomissent l'idée même de puissance publique.

Jusqu'au triomphe de cette idéologie libérale néoconservatrice, les États-Unis étaient un modèle exemplaire de rigueur fiscale et d'équité, héritées de la politique de Franklin Roosevelt, qui avait porté le taux marginal d'imposition à plus de 90%. Ce qui signifie que les plus grosses fortunes étaient maintenues à un niveau décent, et que le surplus pouvait être réinjecté dans des investissements servant à l'intérêt commun. Aujourd'hui, dans la même Amérique, un milliardaire paie proportionnellement moins d'impôts que sa femme de chambre ou son chauffeur. Et, même en France, les colossales fortunes de quelques-uns bénéficient d'un traitement très doux, alors qu'il suffirait de tout prélever au-delà d'une somme de quarante ou cinquante millions d'euros (ce qui laisse tout de même de quoi manger, se vêtir correctement et bien se loger), pour régler un certain nombre de nos petits problèmes financiers. Toutes ces choses, et beaucoup d'autres, sont expliquées dans un livre, *Le Triomphe de l'injustice* (Éditions du Seuil) de Gabriel Zucman et Emmanuel Saez, tous deux professeurs à Harvard, qui conseillent les candidats démocrates Bernie Sanders et Elizabeth Warren. Un livre essentiel, qui montre l'importance immense de la politique fiscale des États, et la cause probable de la montée des populismes devant l'injustice d'une mondialisation mal contrôlée. Les «révoltés» sont aussi les imbéciles qui élisent Trump ou Bolsonaro, mais la question n'est pas là. La question, et la solution, disent les auteurs, est dans un vrai retour du politique, dans la reprise en main par les États de politiques atténuant les injustices. Ils conseillent aux responsables politiques de prendre des initiatives en ce domaine, quitte à faire cavalier seul dans un premier temps, quitte même à fâcher tout rouge quelques puissants. Bon courage.

Journal

d'un directeur d'école élémentaire publique en zone d'éducation prioritaire

Lundi 4 novembre 2019

7 h 30. Pendant ces deux semaines de vacances, j'avais vraiment essayé de me tenir éloigné de l'école, tentant de recharger mes batteries par tous les moyens : cinéma, séries, promenades dans les champs entre deux averses. Mais, à chaque fois, le travail revenait me hanter. Perfide, il s'était immiscé là où je ne l'attendais pas. Le suicide de la collègue de Pantin était encore dans mon esprit. J'avais attendu une réaction immédiate de l'institution à mon désarroi et elle était venue tardivement au détour d'une information captée sur une des chaînes d'information en continu que je laissais parfois allumée lorsque j'étais seul à la maison. Un observatoire et un questionnaire.

Voilà les seules réponses qu'on allait nous apporter. Observer ce que l'on sait déjà pour avoir des réponses connues par tous. Vaste blague.

8 h 20. La cour de récréation bruissait déjà. Des groupes se formaient, souvent unisexes, comme si la mixité n'avait jamais été la norme dans les écoles. Les plus petits pleuraient à nouveau et peinaient à se détacher du giron maternel. J'avais dû intervenir gentiment avec deux petits CP qui exprimaient toute leur tristesse en essuyant leurs larmes sur le manteau de deux mamans gênées. Je les avais tenus par la main pour les mener jusqu'à leur maîtresse qui venait de descendre avec sa tasse à café. Ils avaient été fiers de traverser ainsi la grande cour et ils étaient aussi tout heureux de retrouver les copains à qui ils avaient manqué. Derrière moi, des élèves jouaient déjà au loup et ils « ploufaient » pour savoir qui tiendrait le rôle du terrible animal.

Si seulement on pouvait résoudre des conflits mondiaux en « ploufant ».

Pique nique-douille, c'est toi... le vainqueur.

Le choix avait été fait et tous s'écartèrent du féroce canidé et, alors que ce dernier s'approchait d'Emma, elle dégaina l'arme fatale, celle dont on se sert uniquement lorsqu'on se retrouve acculée, celle dont on use lorsqu'on ne veut surtout pas devenir louve à son tour.

Le pouce!

Elle refaisait son lacet après avoir signalé au loup qu'elle était ainsi intouchable.

Si seulement, tous les ennuis du monde pouvaient se régler d'un pouce levé.

Si seulement, la vie pouvait être aussi simple que des jeux d'enfants.

Si seulement.

8 h 30. La sonnerie retentit et les élèves vinrent se ranger comme suivant une vieille habitude. Une fois dans la classe, je pris le temps de saluer les élèves, de leur demander comment ils allaient en espérant qu'ils s'étaient tous bien reposés, jusqu'à ce que la sonnette m'interrompe. Je pestai alors contre ce premier retardataire de cette reprise. En me penchant par la fenêtre pour vérifier l'identité de l'inopportun, je reconnus celui que j'avais préféré oublier : Jacq.

Les mauvaises habitudes ne se perdent pas. J'interpellai alors la famille du haut de mon premier étage :

« On revient !

– J'ai été prévenu par la mairie mais il faut procéder à une nouvelle inscription. Je n'ai pas le temps.

Je reconnus dans le regard des parents de Jacq tout le mépris qu'ils pouvaient me porter.

– Je vous fais ouvrir. »

J'envoyai alors l'élève dévolu à cette tâche sachant que la gâche électrique demandée depuis au moins cinq ans n'avait toujours pas été installée et ne le serait sûrement jamais.

Je me dépêchai alors de modifier l'organisation de la journée en lançant un travail dans le manuel de lecture. Les élèves avaient l'habitude de ces changements, la classe étant rythmée par les aléas de la direction, dont ils subissaient les dommages collatéraux.

J'accueillis ainsi Jacq et ses parents à contrecœur :

« Je dois vous rappeler les horaires de l'école ?

– On n'a pas fait la rentrée ici. C'était pas les mêmes horaires là où on était.

– L'an dernier, Jacq était chez nous, non ?

– Vous savez, c'est loin...

Et les deux parents de rire à gorges déployées, fiers d'eux.

– Vous avez le carnet de santé ? Le livret de famille ?

– Ah non. On nous a pas dit à la mairie qu'il fallait ramener ça.

J'étais circonspect et je ne pouvais pas laisser Jacq repartir.

– Je vous laisse rapporter tout ça cet après-midi. En attendant je vais l'accompagner chez sa maîtresse.

– Il n'a pas le maître ? Celui qu'il avait l'an dernier ?

– J'ai deux enseignants avec des CE1 cette année, mais la maîtresse a trois élèves de moins que le maître, je ne peux pas mettre Ja...

– On préfère le maître. Vous savez que c'est un élève difficile.

L'enfant souriait. La mère continuait le discours du père :

– La maîtresse est... comment dire... trop gentille. Après c'est vous qui décidez... »

Je devais faire vite. Peser le pour et le contre.

Être l'équilibriste d'une situation bancale. Dans la salle, juste à côté du bureau, le chahut se faisait plus intense. Je n'avais plus le choix : il fallait que je reprenne la classe.

– Il ira chez la maîtresse. Je ne peux pas déséquilibrer ainsi une des deux classes.

– C'est vous qui voyez.

Devant sa future classe, la mère de Jacq caressait les cheveux de son rejeton, encourageant sûrement sa probable rébellion.

Vendredi 22 novembre 2019

Ils étaient tous sur leur 31. La tradition dans l'école depuis plusieurs années était la vente de calendriers. Il fallait bien rentrer de l'argent pour financer les futures sorties et tous se prêtaient au jeu.

J'endossais alors le costume de photographe et, derrière mon vieil appareil photo numérique, je souriais devant ce défilé. L'organisation était complexe car il ne fallait pas rater le shooting, d'autant plus que j'avais répondu à une demande insistante des parents d'élèves en réunissant les

Si seulement on pouvait résoudre des conflits mondiaux en «ploufant». Pique nique-douille, c'est toi... le vainqueur

frères et sœurs présents dans l'établissement sur le même cliché.

Mattéo souriait en tenant fermement la main de son petit frère, tandis que Clara avait enlacé sa grande sœur dans un câlin spontané que j'avais figé pour l'éternité.

Je devais refréner aussi les plus jeunes de l'école, qui s'étaient mis en tête de sourire à pleines dents alors que la petite souris avait embarqué depuis quelques jours les incisives de la plupart d'entre eux.

Mais, ce jour-là, c'est Evan qui me surprit le plus. Il avait demandé l'autorisation à sa maîtresse de se changer juste avant la prise de vue. Elle avait bien entendu accepté et mon bureau avait servi de vestiaire improvisé. En sortant, nous avons découvert le jeune garçon métamorphosé. Il venait d'enfiler une chemise, un gilet ainsi qu'une veste bleu nuit. Une cravate enserrait son cou et son sourire se reflétait sur ses chaussures vernies. J'étais ému de voir tous ses efforts pour être remarquable en ce jour particulier et lorsque je lui ai demandé pourquoi il avait enfilé ce costume, il a eu une réponse que je n'oublierais jamais : *« Je veux être le roi du frigo ! »*

Jeudi 5 décembre 2019

« ... T'es foutu, les profs sont dans la rue ! »

Les rues de la ville avaient vu serpenter un cortège impressionnant qui se nichait dans les moindres artères de la cité.

J'étais en grève, pour la première fois de ma carrière. Je n'avais pas eu le choix, mû par l'urgence et la peur.

La retraite.

J'étais en milieu de carrière, loin de vraiment y songer, mais j'avais peur. J'avais peur de ce qu'on allait faire de moi, de nous.

J'avais peur une nouvelle fois qu'on nous torpille dans l'opinion publique, qu'on revienne sur nos semaines soi-disant trop courtes et notre année ponctuée de nombreuses vacances. Nous étions depuis trop longtemps pointés du doigt comme des nantis, des fainéants, toujours à nous plaindre de salaires trop bas.

J'avais peur de ne pas pouvoir un jour profiter de cette retraite, de ce temps de repos bien mérité après une vie de dur labeur, de ces instants à jouir de sa vieillesse.

Alors je chantais, j'accompagnais cette chorale improvisée devant la préfecture. Je hurlais à en perdre la voix, à en perdre la raison, comme un dernier chant avant la mise à mort. J'aimais mon métier, parfois à m'en user la santé, et on allait me laisser enseigner jusqu'à plus d'âge. Comment faisais-je pour emmener les enfants à la piscine ? Comment faisais-je pour courir derrière cet enfant turbulent qui se jouerait de moi et de mon manque de vélocité pendant les récréations ? Comment faisais-je pour garder mon calme face à des situations pour lesquelles je n'aurais plus de patience ?

On a parlé de prendre en compte la pénibilité de certaines professions, mais, d'après les experts, la mienne serait juste... usante.

Alors je crie une dernière fois ma colère en battant ce pavé mouillé tout en pensant à mes élèves, que je ne manquerai pas de retrouver dès demain.

J'aimais mon métier, parfois à m'en user
la santé, et on allait me laisser enseigner
jusqu'à plus d'âge.

Vendredi 20 décembre 2019

Le sapin de Noël en plastique ornait un des coins du grand couloir. Les boules multicolores et disparates faisaient de lui un ensemble particulier que pouvaient jalouser de nombreux artistes contemporains. S'ajoutaient à cela des guirlandes usées par le temps, dont on peinait à retrouver encore la couleur originelle.

Il avait beaucoup fait parler, cet arbre, et j'avais été obligé de communiquer, y compris avec mon équipe enseignante, sur les origines païennes de cette tradition. Il n'y avait pas de quoi fouetter un chat en essayant de créer de vaines polémiques.

Les élèves aimaient ce résineux artificiel et c'était là l'essentiel. Ils aimaient le décorer, le rendre joli, mais ce qu'ils aimaient par-dessus tout, c'était y déposer leur liste au père Noël.

C'était devenu une tradition en cette dernière semaine avant les vacances : les petites classes formaient une longue file d'attente pour y accrocher, chacune leur tour, la liste de toutes leurs envies. Pendant les récréations, j'avais autorisé quelques élèves des grandes classes à les imiter en cachette. Ils avaient choisi la discrétion plutôt que d'être raillés devant leurs camarades pour croire encore à la magie de Noël.

Dans la salle de réunion, tout était prêt : le café et les petits gâteaux, préparés avec amour par la fédération des parents d'élèves, attendaient l'hôte le plus important que l'école se devait d'accueillir chaque année en cette veille de repos. Tous les enfants s'étaient réunis de part

et d'autre du couloir : l'excitation les rendait bavards mais je n'eus pas à réclamer le calme, qui arriva subitement au gré d'un tintement qu'ils auraient reconnu entre mille.

Avec son gros ventre rouge soutenu par une large ceinture et sa barbe blanche épaisse qui cachait sa bouche, il arriva dans un silence tout juste rompu par la clochette qu'il remuait dans sa main gauche. Même les plus réfractaires n'en croyaient pas leurs yeux, mais ils durent se rendre à l'évidence : le père Noël était une nouvelle fois bel et bien présent.

Il s'était approché de l'arbre vert électrique en félicitant les enfants pour ses jolies décorations. Je me tenais à côté de lui, prêt à lui donner une à une les lettres des enfants accrochées quelques jours plus tôt, ne résistant pas à les parcourir du coin de l'œil.

Lisa voulait un frère ou une sœur. Sofiane, des Pokémons. Amir, quant à lui, avait jeté son dévolu sur la dernière console à la mode. Marie voulait un garage et Alan une poupée. Ce qui avait d'ailleurs créé le débat dans la classe de la collègue, où certains n'avaient pas compris les envies d'Alan. Aidés par les catalogues de jouets, ils étaient confortés dans l'idée que des jouets « de filles » ne pouvaient pas être pour les garçons et réciproquement.

Le Père Noël avait la décence de garder pour lui les missives qu'il parcourait par-dessus ses demi-lunes, souriant tour à tour à chacun des enfants qui venaient prendre par la suite une photo souvenir avec lui.

Il était parti, laissant les élèves de l'école avec des étoiles dans les yeux et l'espérance de trouver quelques jours plus tard tout ce qu'ils avaient commandé.

Lundi 10 février 2020

La tempête s'était installée progressivement sur la région tout au long de la journée du dimanche, déroulant ses rafales, perturbant mes préparations de la semaine à venir. J'avais dû faire le tour du jardin, consolidant les grillages et mon portail branlant. J'avais aussi retiré les quelques jardinières qui traînaient çà et là ainsi que les deux chaises de jardin que j'avais ressorties il y a quelques jours alors qu'un printemps précoce sonnait à notre porte. « *Il n'y a plus de saisons* », comme dirait ma grand-mère.

À l'école, c'était le branle-bas de combat. Certains pays avaient fait fermer leurs établissements, mais la France n'avait pas cédé aux sirènes du danger et nous devions composer en prenant des décisions rapides. La première avait été de ne pas accueillir les enfants dans la cour de récréation comme à notre habitude. Au portail, j'expliquais sous une pluie battante aux parents et aux enfants venus seuls qu'il fallait rejoindre les enseignants directement dans les classes. Certains pestaient car j'allais les mettre en retard au travail et je regrettais presque ma décision, mais je n'avais pas eu le choix lorsque j'avais vu, une fois arrivé dans la cour, comment les cinq platanes dansaient avec le vent. Les branches se tordaient, se pliaient et semblaient vouloir m'enlacer, me souhaitant ainsi la bienvenue. La pluie avait cinglé mon pare-brise tout au long du trajet et j'avais risqué plusieurs fois de me retrouver dans le fossé. La vigilance orange nous demandait de ne pas sortir, de limiter nos déplacements, mais je n'avais pas le choix : il fallait ouvrir l'école.

Une fois tout le monde à l'abri à l'intérieur, nous avons pris le temps de rassurer les enfants avant

de démarrer le travail du jour. Jusqu'à la panne. Le bâtiment avait dû se montrer jaloux des ténèbres qui avaient saisi le ciel et il avait décidé de l'imiter. S'en étaient suivis des cris et des pleurs des moins valeureux. D'un coup, l'alarme anti-incendie émit un bip strident m'indiquant qu'elle était passée sur ses batteries autonomes. Les enfants ne voyaient rien, les adultes non plus et j'étais démuni.

Je laissai alors la classe à la collègue la plus proche pour me diriger vers le tableau électrique qui se trouvait dans les caves de l'école.

Lorsque j'ouvris la vieille porte, une odeur d'humidité et de moisie m'irrita subitement le nez. J'éclairai les grandes marches avec la lampe torche de mon smartphone avant de descendre vers l'obscurité. Je me repérai difficilement dans ce labyrinthe jusqu'à trouver enfin ce que je cherchais. Au dehors, le vent soufflait toujours aussi fort et s'engouffrait en sifflant dans ce dédale. Le tableau électrique était bien opérationnel : le problème était donc général et j'enviai alors l'hôpital le plus proche et ses générateurs.

Je m'apprêtais à remonter lorsqu'un gros bruit déchira le silence. J'avais manqué plusieurs fois de tomber en montant une à une les marches du grand escalier, le faisceau de la lampe torche numérique ne suivant pas mes pas.

Dans le hall, je ne remarquai rien d'inquiétant, je continuai alors mon ascension vers le premier étage, où je vis tous les enfants de l'école agglutinés contre les hautes fenêtres. Le jour se levait difficilement au dehors et le peu de lumière laissait entrevoir le pire.

La tempête avait fait ici sa première victime : dans la grande cour de l'école, après avoir beaucoup trop dansé sous les rafales, un des cinq platanes venait de se briser, emportant avec lui une partie du préau.

À suivre...



Le feuillet de Notre-Dame

Par Bernadette Sauvaget

Nous nous souvenons tous de l'endroit où nous étions, en ce début de soirée du 15 avril 2019. L'annonce de l'incendie de Notre-Dame nous a saisis, quels que soient notre religion, notre nationalité, notre âge. Bernadette Sauvaget, elle, était au pied de la cathédrale. Elle a décidé de suivre pas à pas les travaux de reconstruction. Et de nous en livrer la teneur au fil des mois.

Sur les rives de la Seine, le chantier s'est barricadé. Peu ont le droit d'y pénétrer. Le général Jean-Louis Georgelin a même découragé la présidente de la commission de la Culture du Sénat, Catherine Morin-Desailly, de venir y jeter un œil. Le danger du plomb ? Il est vrai que, dix mois après l'incendie, il cause encore de gros soucis, ralentissant singulièrement les travaux. Mais il n'y a pas que cela. Le voile se lève peu à peu sur les batailles souterraines. Entre l'Élysée et le ministère de la Culture, on compte les points. Et il y a aussi les retards qui s'accumulent. Au lendemain de l'incendie du 15 avril, il y a eu un intense soulagement : Notre-Dame avait tenu. Mais la partie est encore loin d'être gagnée.

Une grue dans le ciel de Paris

Son arrivée a été discrète. De nuit, mi-décembre 2019, un convoi d'une quarantaine de camions a transporté d'Avermes, près de Moulins dans l'Allier, une immense grue, l'une des plus hautes d'Europe, jusqu'à l'île de la Cité, au cœur de Paris. Spécialement – et gratuitement – construite pour le chantier de Notre-Dame par l'entreprise Potain-Manitowoc. Jaune, culminant à 90 mètres, l'immense échassier de métal veille désormais sur la capitale. De jour comme de nuit, planté là comme une vigie, il rappelle que la cathédrale a brûlé et que son chantier de sauvetage est loin, bien loin d'être achevé.

Sur place, le montage n'a pas été simple. Avant l'arrivée de l'engin, en raison de son poids, il a fallu creuser des fondations pour le poser. Fourni en pièces détachées, il a été déchargé à l'aide de deux autres grues. Au chevet de la cathédrale incendiée, tout semble, à chaque fois, hors norme. De sa cabine de pilotage, le grutier, comme suspendu dans les airs,

dispose de l'une des plus belles vues de Paris. On l'envierait presque si on n'avait pas le vertige. Sur les réseaux sociaux, quelques photos prises de là-haut ont circulé, laissant admirer le fascinant tracé de la Seine, qui découpe Paris en deux.

Moins poétiquement, la grue Potain-Manitowoc est essentielle pour la poursuite des travaux de sauvetage, qui n'aboutiront certainement pas avant l'été prochain. Capable de soulever huit tonnes, elle permettra – entre autres – d'évacuer les pièces de l'échafaudage calciné. Maintes fois annoncée, l'opération de démontage devrait avoir lieu – c'est juré – au printemps 2020. L'affaire s'annonce spectaculaire. Et très délicate. Erigé avant l'incendie pour la restauration de la flèche construite au XIX^e siècle par Eugène Viollet-le-Duc, il pèse 250 tonnes, et compte quelque 10 000 tubes d'aciers. Bien qu'il ne repose pas sur la structure de la cathédrale, comme l'avait préconisé Philippe Villeneuve, l'architecte en chef des monuments historiques en charge de Notre-Dame, nul ne sait comment il participe ou pas à l'équilibre actuel du bâtiment. Son démontage se révèle particulièrement périlleux. Les cabinets de conseil ont fait et refait leurs calculs pour limiter les risques. Mais ce n'est pas tout : sa partie centrale a été soudée par la chaleur de l'incendie. Impossible de la démonter de façon classique. Les cordistes descendront au cœur de ce mikado instable et imprévisible pour en scier les tubulures. Ceinturant celui qui a été endommagé, un deuxième échafaudage a été élevé pour stabiliser cet impressionnant enchevêtrement de métal.

Pour le moment, la reconstruction de la cathédrale est une étape encore très lointaine. Elle ne devrait pas démarrer avant 2021. Il faudra d'abord mener des études pour y voir plus clair dans son bilan de santé. Quel est l'état des pierres ? Qu'y aura-t-il réellement à reconstruire ? Pour le moment, il n'a pas été possible d'accéder aux voûtes, très exposées pendant l'incendie. À l'intérieur de Notre-Dame, le travail de déblaiement mené par des ouvriers et des archéologues, soutenus par deux robots télécommandés, a, lui, été achevé. Soigneusement étiquetés, les reliquats de l'incendie ont été stockés. Une mine de recherches désormais pour les historiens...

L'architecte et sa flèche

On finit par s'y perdre. Que se passera-t-il au sujet de la future flèche de Notre-Dame de Paris? Le 15 avril 2019, un peu avant 20 h 00, celle construite par Eugène Viollet-le-Duc, dévorée par les flammes, s'effondre avec fracas sur les voûtes. Et s'écrase, en feu, dans la nef. L'image de ces quelques secondes devient le symbole de la catastrophe. Sous l'effet du souffle, les portes de la cathédrale se referment, bloquant quelques instants à l'intérieur une vingtaine de pompiers et suscitant un intense moment de panique.

Deux jours plus tard, le Premier ministre, avec solennité, annonce qu'il y aura un concours international d'architecture pour la reconstruction de la flèche. «*Geste architectural contemporain*», comme le pré-

sident Emmanuel Macron semble le préconiser? Ou reconstruction à l'identique? Les flammes de l'incendie à peine éteintes, le débat s'annonce passionné et promet force polémiques.

Au printemps 2020, l'heure, semble-t-il, n'est plus à ce débat. Ces derniers mois, l'urgence était ailleurs: mettre en sécurité la cathédrale, très fragilisée. Les spécialistes ont même longtemps craint qu'elle ne s'effondre, au moins partiellement. Un concours international? L'idée a été manifestement abandonnée. Désormais, ce qui est promis, c'est une consultation nationale, dont on attend encore que soient fixées les modalités. Aux Français de faire savoir ce qu'ils veulent. Ou, du moins, on leur fait croire qu'ils auront leur mot à dire!



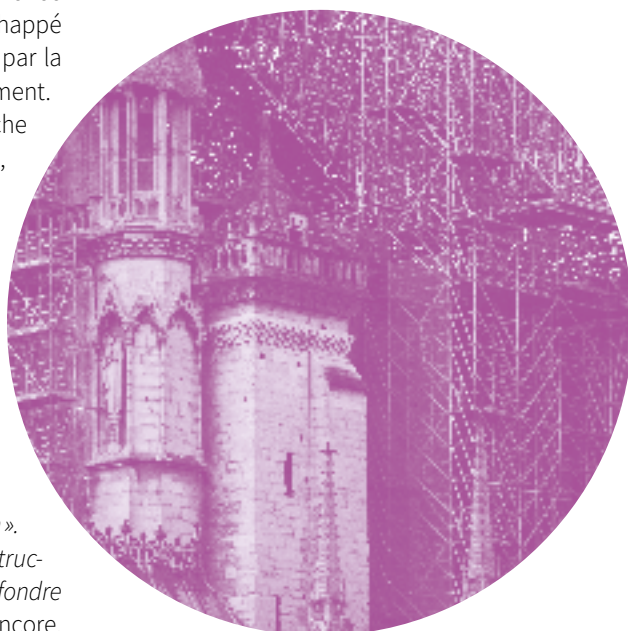
On finit par s’y perdre. Que se passera-t-il au sujet de la future flèche de Notre-Dame de Paris?

Quitte à se faire réprimander par le général Jean-Louis Georgelin, qui, devant les députés à l’Assemblée nationale le 13 novembre dernier lui a intimé l’ordre de «fermer sa gueule», Philippe Villeneuve n’a jamais caché où allaient ses préférences. Admirateur inconditionnel de Viollet-le-Duc – ce qui pourrait se discuter –, il plaide haut et fort pour une reconstruction à l’identique. En mars 2020, il le répète. Cette fois-ci dans une préface à la réédition d’un petit ouvrage écrit au XIX^e siècle, sous la plume d’Eugène Viollet-le-Duc et du baron Ferdinand de Guilhermy, membre de la Commission des édifices religieux. «Paru en 1856, donc sensiblement à mi-parcours des travaux de restauration de la cathédrale, cette description est un témoignage très précieux sur le monument en cours de restauration et de résurrection», écrit Villeneuve. Grâce à la campagne menée par Victor Hugo, Notre-Dame de Paris a échappé de peu à la démolition, envisagée un temps par la municipalité en raison de son état de délabrement. Villeneuve ne tarit pas d’éloges pour la flèche édifée par Viollet-le-Duc. Sa solidité, écrit-il, «n’a jamais été prise en défaut», pas même par la terrible tempête de 1999. Elle a remplacé celle qui avait été édifée au XIII^e siècle lors de l’achèvement de la cathédrale. En 1791, cette dernière avait été abattue «par sécurité et non par principe révolutionnaire, car elle menaçait de s’effondrer». Pour Villeneuve, la flèche du XIII^e siècle était «trop modeste» et «presque insignifiante». La cathédrale avait, selon lui, besoin de celle de Viollet-le-Duc «pour atteindre sa perfection». Ses qualités? «Une réalisation technique et structurelle parfaitement maîtrisée» et «avoir su se fondre parfaitement» avec le lieu de culte. Mais plus encore,

la flèche du XIX^e siècle, selon Villeneuve, permet au monument de devenir «cosmique, embrasant l’univers dans toutes les directions» et la cathédrale «s’élève encore davantage» et «rejoint les cieux, tel l’axis mundi». Rien de moins...

Un général devant le Sénat

En théorie, c’est lui le patron, le général Jean-Louis Georgelin, ex-chef d’état-major des armées (de 2006 à 2010), grand-croix de la Légion d’honneur. De la bataille sourde qui a eu lieu entre l’Élysée et l’administration du ministère de la Culture dans les mois qui ont suivi l’incendie de Notre-Dame, le vainqueur n’est sans doute pas celui que l’on croit. Intronisé en grande pompe par le président de la République lui-même, Georgelin a dû faire face à la fronde. La



Il y a eu beaucoup d'eau bénite répandue sur l'incendie qui a ravagé, le 15 avril 2019, Notre-Dame de Paris. Pour éteindre les polémiques. Grand reporter à *Marianne*, Laurent Valdiguié a décidé de s'attaquer à ces paroles officielles qui ont endormi, selon lui, les esprits critiques. Bref, Valdiguié pose – le premier, semble-t-il – les questions qui fâchent. Et elles ne manquent pas. Comment se fait-il que le système de sécurité incendie n'ait pas fonctionné alors qu'il avait été récemment rénové ? A-t-on fait alors les bons choix ? Pourquoi les pompiers ont-ils reçu l'ordre de quitter l'intérieur de la cathédrale à 20 h 20 ? Était-ce le bon choix stratégique ? Les réponses sont loin d'être définitives. Mais les interrogations, elles, valent la peine d'être examinées.

Laurent Valdiguié, *Notre-Dame, le brasier des vanités*, Impacts Éditions, 14 €

nomination d'un militaire a fâché et inquiété les parlementaires. Mais aussi les cercles feutrés de l'entresoi des monuments historiques. C'est, semble-t-il – d'après ce qu'en dit le journaliste Laurent Valdiguié (voir encadré ci-dessus) –, ce qui a sauvé la tête de Philippe Villeneuve, malmené dans les jours qui ont suivi l'incendie. Comment une telle catastrophe avait-elle pu avoir lieu ? Quelles défaillances y avait-il eu dans le système de sécurité incendie, rénové quelques années plus tôt sous le règne de Benjamin Mouton, le prédécesseur de Philippe Villeneuve ? La question des responsabilités a été vite escamotée. Grâce sans doute à la nomination de Georgelin. Qu'on charge un militaire de superviser la reconstruction de Notre-Dame a resserré d'entrée de jeu les liens autour de Philippe Villeneuve.

Le 22 janvier 2020, le général est, lui, face à la commission de la Culture, de l'Éducation et de la Communication du Sénat. Une sorte de deuxième grand oral. À l'Assemblée nationale, en novembre dernier, Georgelin avait dérapé. Même le ministre de la Culture, Franck Riester, avait volé au secours de Philippe Villeneuve. Cette fois-ci, au Sénat, le général maîtrise à peu près son verbe. Il donne même souvent l'impression de chercher ses mots. Pour un homme sans aucun doute habitué à ce qu'on ne discute pas ses ordres, l'exercice est compliqué.

Georgelin tente d'effacer l'épisode malencontreux de l'Assemblée. « *Villeneuve connaît mon style. Et lui, il l'aime bien !* » dit-il. Face aux sénateurs, il doit

encore justifier le choix de l'Élysée de le mettre à la tête de la reconstruction de Notre-Dame. « *Eh bien, pour cette mission, le président Macron voulait un catholique qui a exercé de hautes responsabilités dans l'État et qui soit un homme d'autorité. Je suis un soldat. On me dit: "Va!", je viens* », raconte-t-il. Certains sénateurs tiquent. Un catholique ? Des élus rappellent *mezzo voce* que la cathédrale n'est pas seulement un lieu de culte. C'est aussi l'église de la Nation. Encore plus depuis l'incendie du 15 avril. D'un bord ou de l'autre, chacun tente de prendre date pour l'avenir. Notre-Dame est à tout le monde, semblent dire une poignée de sénateurs. Ce qui ne manque pas d'inquiéter à l'archevêché. Que sera la cathédrale après la reconstruction ? Pour quoi faire ? De fait, les questions se poseront.

L'État, mauvais propriétaire

Les cendres de l'incendie ont recouvert bien des polémiques. Avant d'être ravagée par les flammes et de manquer s'écrouler, la cathédrale de Paris était en piteux état. Voire en danger. En cause: la pollution, la surfréquentation touristique et un entretien qui a laissé à désirer de longues années. Notre-Dame de Paris n'est d'ailleurs pas la seule dans ce cas, selon un rapport du député du Val-de-Marne Gilles Carrez (LR): une quinzaine de cathédrales françaises sont en piteux état. C'est le cas – la liste est loin d'être exhaustive – de Saint-Étienne de Bourges, Notre-Dame de Reims, Saint-Pierre de Beauvais, Sainte-

Marie d'Auch, Saint-Maurice d'Angers... Et pour celle de Clermont-Ferrand, elle serait même, selon les indications du député Carrez, en situation de péril. Une vingtaine d'autres mériterait des travaux conséquents. Bref, un bilan qui n'a rien de rassurant.

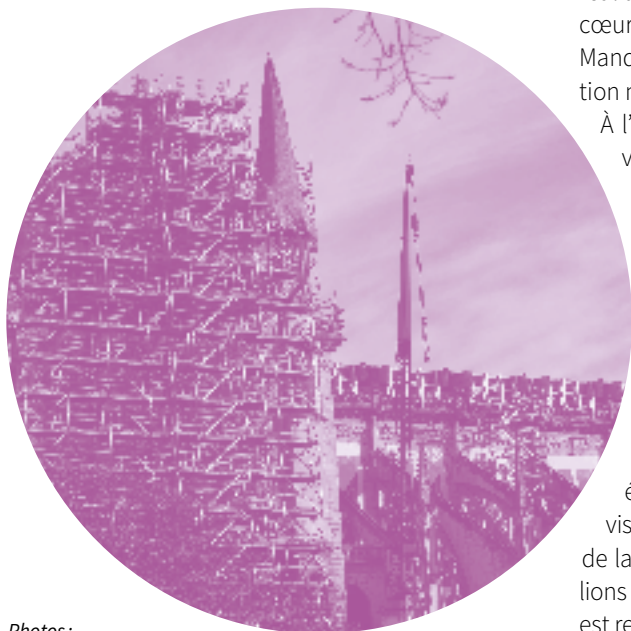
À qui la faute? Depuis la loi de 1905, l'État est le propriétaire des cathédrales, enfin de celles qui étaient déjà construites à cette date. Ce n'est donc pas le cas de la cathédrale de la Résurrection-Saint-Corbinien d'Évry, la dernière édifiée en France, inaugurée en 1995. Dans les faits, l'État a la charge de quatre-vingt-sept d'entre elles en métropole. Pour ce qui est de Notre-Dame-de-l'Assomption d'Ajaccio, un très joli bâtiment du xvii^e siècle, construite dans la ville édifiée sous les Génois et près de la maison natale de Napoléon Bonaparte, elle a été dévolue, en 2003, à la collectivité territoriale de Corse. Quoi qu'il en soit, l'Église catholique demeure, elle, l'affectataire exclusif et perpétuel de l'ensemble des cathédrales. Bref, une sorte de locataire à titre gratuit qui ne peut être délogé à moins qu'il ne décide

de lui-même de désaffecter de l'exercice du culte l'édifice concerné. Cela s'est déjà produit, mais uniquement pour des églises.

Ce patrimoine de cathédrales est une lourde charge pour l'État. Selon les chiffres officiels, il consacre chaque année une quarantaine de millions à son entretien. Un effort certain, mais notoirement insuffisant au regard des besoins. Ces dernières années, les collectivités territoriales ont mis aussi la main à la poche. Pour la rénovation de la primatiale Saint-Jean-Baptiste-et-Saint-Étienne à Lyon, achevée en 2017, la métropole de Lyon et le département du Rhône ont largement contribué. Le mécénat privé est également appelé en renfort. GDF, selon le rapport parlementaire, a contribué à la rénovation de nombreux vitraux depuis 1995 et une ONG américaine – le World Monuments Fund, basé à New York – a financé intégralement la restauration du chœur de la cathédrale d'Albi.

L'élan de générosité qui s'est levé après l'incendie de Notre-Dame ne doit pas cacher une bien triste réalité. Depuis vingt ans, la cathédrale, plantée au cœur de Paris, a été délaissée. Inconséquence? Manque de moyens publics? Pour l'heure, la question n'a pas été posée.

À l'avenir, le chantier de restauration posera inévitablement la problématique des usages de la cathédrale. Elle est devenue l'un des attraits touristiques majeurs de Paris. Le clergé catholique – à juste titre sûrement – s'est toujours opposé à ce que l'entrée des lieux de culte soit payante. Mais jusqu'à quand? Ces pudeurs-là ont déjà, ailleurs, été levées. À Barcelone, il faut déboursier 7 euros pour entrer dans la cathédrale Sainte-Croix. À Paris, seul l'accès des tours de Notre-Dame était payant avant l'incendie. Quatre cent mille visiteurs y grimpaient chaque année. Le ministère de la Culture empochait une manne de quatre millions d'euros. Pour en faire quoi? De cet argent, peu est revenu à l'entretien du bâtiment...



Photos:

p. 114 © Sputnik

p. 116 © Ugo Padovani/Hans Lucas/AFP

p. 117 © Iselyne Perez-Kovacs/Hans Lucas/AFP

p. 119 © Estelle Ruiz/NurPhoto/AFP

À suivre...

ISABELLE ATTARD, L'EX-DÉPUTÉE DEVENUE ANARCHISTE

Chercheuse, directrice de musée, écologiste, féministe, Isabelle Attard, députée Europe Écologie Les Verts de 2012 à 2017, vient de publier un essai au titre détonnant, *Comment je suis devenue anarchiste*.

Par Sandrine Chesnel

Mais elle est où, ta patate?» Ce jeudi après-midi, deux dizaines de petites têtes blondes et brunes sont rassemblées autour d'une longue table du musée de l'École de Bothoa, dans les Côtes-d'Armor. Leur mission: fabriquer une poupée avec des pommes de terre, des bouts de bois et des morceaux de tissus, «comme avant». Avant les consoles de jeux, les jouets en plastique et Internet. Le musée de Bothoa est installé dans une école datant des années 1930, meublée et équipée dans le style de l'époque. Ici, les jeunes visiteurs arrivent à pied: après avoir grimpé jusqu'à l'école à travers un chemin creux, ils apprennent à écrire à la plume et à fabriquer des instruments de musique et des jouets avec ce que la nature leur donne. Un retour à une vie plus simple le temps d'une journée. Un succès si l'on en juge par la mine réjouie des petits écoliers qui piquent des clous de girofle dans les pommes de terre pour faire les yeux. À leurs côtés, Isabelle Attard veille, quitte à récupérer les patates fugueuses sous la table. Ce musée, c'est le nouveau domaine de l'ancienne députée.

Après les pays du Nord, les Cévennes, les plages du débarquement, et les ors de l'Assemblée nationale, la toute jeune quinquana a très vite trouvé ses marques ici, au milieu des champs. «*Mais le chemin a été long*», souligne-t-elle.

Le soldat Attard est lancé

Tout a commencé dans les pas de son père, à l'adolescence, quand Isabelle accompagnait ce militant antinucléaire dans les rues de Vendôme, sa ville natale, pour distribuer les autocollants jaune et rouge «Nucléaire non merci!». La jeune fille s'imagine journaliste, s'égare un temps en fac d'économie tout en faisant des pages pour *La République du Centre*: «*C'est ma mère qui m'a aidée par une simple question à comprendre ce que j'ai- mais vraiment plus que tout, l'histoire.*» Le soldat Attard est lancé: fac d'histoire à Orléans, découverte de l'archéologie à l'occasion d'un stage sur un chantier de fouilles au Louvre. Tout s'enchaîne, vite: mariage à 20 ans, expatriation en Suède puis en Laponie, naissance d'un premier enfant, licence d'histoire décrochée

grâce aux cours à distance, job dans un McDo – la future députée n'est pas encore végétarienne. De ces presque dix années en Scandinavie, cette passionnée des courses d'orientation garde un souvenir, un son: *«celui du traîneau qui glisse sur la neige, dans le plus complet silence... Dans ces moments-là, on sent bien que s'il nous arrive quelque chose, personne ne viendra à notre aide. C'est beau et effrayant.»* Deux autres enfants plus tard, la famille décide de revenir en France quand l'aîné est en âge d'entrer au CP. Installation dans les Cévennes, reprise des études, un DEA d'archéologie expérimentale, puis une thèse sur le gypaète barbu, l'aigle vautour, sur lequel elle est intarissable: *«C'est le dernier maillon de la chaîne alimentaire. Il ne tue pas mais mange ce que les autres ont laissé.»* Nécrophage mais écolo.

Après les voyages à la découverte de son rapace fétiche, et la naissance d'un quatrième garçon, vient le temps des questionnements, le doute, le couple qui se fragilise: *«Je ne savais pas trop quelle direction donner à ma vie, une amie me parle du concours d'attaché de conservation du patrimoine. Je le passe, le réussis et tombe sur une annonce de recrutement pour le musée de la Tapisserie de Bayeux. C'était pour moi!»* Divorcée, Isabelle Attard débarque en Normandie en 2005. Pour la première fois de sa vie, à 35 ans, elle est indépendante financièrement. La nouvelle directrice a plein de projets pour le musée: *«Influencée par mes expériences professionnelles en Suède, j'ai essayé de mettre en place un fonctionnement horizontal, pour permettre à chacun de proposer ses idées.»* Mais le poids des habitudes est lourd dans ce vieux musée. La néo-Normande s'accroche cinq ans avant de prendre à quelques kilomètres, la tête du musée d'Utah Beach. Là, elle va gérer l'énorme donation faite par un gouver-

neur américain dont le père a bombardé les plages normandes en juin 1944. Tout en décrochant en parallèle son doctorat d'archéozoologie.

C'est alors que la politique fait son entrée dans sa vie. Isabelle Attard prend sa carte chez EELV en 2010, remonte le groupe local, se projette à la mairie de Bayeux: *«Je voulais apporter plus de justice sociale dans cette ville de 14 000 habitants où les baronnies sont encore très fortes, et le piston, même pour un simple stage au musée, très répandu. Je me suis dit que la campagne des législatives serait un bon entraînement avant les municipales.»*

Élue mais déçue

Chez les écolos, on ne croit pas en ses chances, le coin est très conservateur. Et pourtant: Isabelle Attard est élue députée de la 5^e circonscription du Calvados le 17 juin 2012. Très vite, elle déchantait et découvre le poids des lobbies et le sexisme: *«Mes années en Suède m'en avaient protégée, car c'est une société plus égalitaire que la nôtre. Et, comme beaucoup de femmes, j'avais mis sous le tapis un certain nombre de faits qui en relevaient clairement. Mais une fois entrée en politique, impossible de fermer les yeux. Même à 46 ans, quand, dans un ascenseur, un collègue de travail se croit autorisé à vous dire "Viens, on va baiser", on a vraiment l'impression d'être un bout de viande.»* La confrontation avec la violence de la vie politique prend une tournure particulièrement crue quand l'énergique députée croise le chemin de Denis Baupin, alors vice-président de l'Assemblée nationale. Harcelée sexuellement pendant des mois par l'élu écologiste, isolée, elle finit par quitter EELV fin 2013. Des années pesantes, dont elle ne sera finalement libérée qu'en avril 2019, quand Baupin, qui a porté plainte contre ses

Comment je suis devenue anarchiste, Isabelle Attard, coédition Seuil/Reporterre, Paris, 2019.



© Dominique Faget / AFP

La confrontation avec la violence de la vie politique prend une tournure particulièrement crue quand l'énergique députée croise le chemin de Denis Baupin, alors vice-président de l'Assemblée nationale.

accusatrices pour dénonciation calomnieuse, est condamné pour «abus de constitution de partie civile». Un point final à une série d'années de plomb.

Entre-temps, Isabelle Attard a perdu son mandat de députée, balayée par la vague Macron, en juin 2017. Le retour à la vie civile a été laborieux: «Personne n'a envie d'embaucher une emmerdeuse qui a osé porter plainte contre un député.» Mais, pour la première fois de sa vie, elle a du temps. Alors, elle lit. *Écrits d'une insoumise* de Voltairine de Cleyre, *Vivre ma vie*, d'Emma Goldman, et d'autres. Des lectures qui l'aident à se déconstruire politiquement, avant de se découvrir anarchiste: «Je sais que le mot fait peur. On pense que l'anarchie, c'est l'absence d'ordre. Mais pas du tout! L'anarchie, c'est l'ordre, mais sans le pouvoir. Beaucoup de gens aujourd'hui sont anarchistes sans le savoir. L'oppression et la domination qu'ils ressentent pèsent sur leurs vies, sans qu'ils mettent forcément des mots sur ce qu'ils vivent. C'est pour ces gens-là que j'ai envie de m'engager.» Aujourd'hui libérée, plus

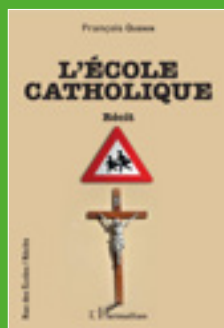
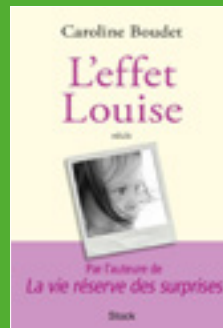
politique que jamais même si elle ne voit plus l'intérêt d'aller voter, la directrice du musée de Bothoa souhaite s'investir dans l'éducation populaire: «Je ne crois plus du tout à la possibilité de changer la société avec une élection. Il faut que chacun puisse décider comment il ou elle veut vivre, mais la politique actuelle, avec son hyperpersonnalisation, laisse penser aux électeurs qu'il leur faut un chef pour décider à leur place.» Avec son compagnon, Willy, Isabelle Attard écume désormais la campagne bretonne à la recherche d'une grande maison, «si possible avec une grange», pour accueillir des visiteurs, organiser des projections et des débats, diffuser les pratiques d'auto-gestion et de coopération auxquelles elle croit. Madame la directrice rêve que s'invente l'anarchisme du XXI^e siècle, qui selon elle «sera écologiste et féministe, ou ne sera pas». Face aux menaces d'effondrement de la nature et de la société, elle y voit un dernier espoir d'une vie plus libre pour les petits bouts de femmes et d'hommes qui viennent tous les jours fabriquer des poupees en pommes de terre à Bothoa. ●

www.musee-ecole-bothoa.com

LES LIVRES DU PRINTEMPS

Cette période de virus en liberté nous prive peut-être de celle d'aller et venir à notre guise, mais quel meilleur prétexte pour se donner le temps de lire !

Beaucoup de romans dans notre sélection trimestrielle, mais aussi de quoi réfléchir et s'interroger sur le sens de nos actes et de nos pensées.



Salutaires cathos ordinaires

Depuis des années, Isabelle de Gaulmyn est l'une des plus fines observatrices du catholicisme. Correspondante permanente de *La Croix* à Rome sous Benoît XVI, devenue rédactrice en chef et éditorialiste du quotidien catholique, elle ne mâche pas ses mots quand l'Église, son Église, part de travers.



Dans son dernier livre, elle a voulu «partir à la rencontre de catholiques tout à fait ordinaires», qui présentent un tout autre visage que les pervers et ceux qui les ont longtemps laissés agir. Son mini-tour de France raconte ses échanges avec des moines, des religieuses, des laïcs engagés auprès des migrants, des détenus, des blessés de la vie... Certaines figures (Anne Lécu, Gilles Rebêche...) sont connues du petit monde catho, mais, hélas, pas du grand public.

Au passage, Isabelle de Gaulmyn réhabilite le christianisme conciliaire, cette Église «dite de gauche» des années 1970 et 1980, qui l'a formée. Ces catholiques-là sont, écrit-elle, «à l'origine de la bonne

image dont jouit l'Église dans la société, où son expertise dans le caritatif n'a jamais été mise en question». Pour la journaliste, qui refuse ce diagnostic entendu, ces fidèles n'ont «pas vidé les églises». Au contraire, «ce sont même eux seuls qui les remplissent encore». Son périple met à l'honneur une Église «non pas faite de règles, de structures et de hiérarchies», mais d'hommes et de femmes «à l'image de la majorité des catholiques de ce pays». Une réalité ignorée des médias et «peu visible pour la majorité des Français», mais «pas la moins active».

Dans un récit très personnel et plein d'empathie pour ses témoins, Isabelle de Gaulmyn réussit à réconcilier le lecteur avec une famille en plein tourment. Laissant souvent l'experte s'effacer derrière la fidèle blessée, servie par une très belle plume, elle donne espoir en un renouveau nettement moins clérical qu'il ne l'est dans les projets du catholicisme identitaire.

Philippe Clanché

Les cathos n'ont pas dit leur dernier mot, Isabelle de Gaulmyn, Bayard, 192 p., 18,90 €



Du patriarcat...

Le «bal des folles» est un pinceffes prisé qui se déroule à la mi-carême, tous les ans, à la Salpêtrière. Des parisiens chics, curieux et un tantinet voyeurs, viennent se distraire auprès des femmes internées là, maquillées et déguisées pour l'occasion. Le



célèbre neurologue Charcot les libère, l'espace d'une soirée, pour leur donner un soi-disant instant de célébrité: danser avec les grands de ce monde! Le reste du temps, il expérimente sur elles de nouvelles méthodes pour soigner le symptôme de l'hystérie. Parmi les internées, on croise Louise, arrivée là car honteusement violée par son oncle, Eugénie, qui a avoué à sa grand-mère dialoguer avec les morts, Thérèse, une ancienne prostituée ayant jeté un client irrespectueux dans la Seine... Le personnage central, Geneviève, est infirmière et admiratrice de Charcot depuis vingt ans. Elle s'occupe de toutes ces femmes avec fermeté et une certaine tendresse, dont elle ne réalise pas la portée, trop habituée au contrôle et à la déshumanisation quotidienne des lieux. Jusqu'au jour où Eugénie lui signale la présence de sa défunte sœur – cette dernière ayant un message à lui délivrer – dans la pièce qu'elles occupent toutes les deux, remettant en question toutes ses belles certitudes sur ce monde médical, cartésien et bien souvent totalement inadapté au

mal dont souffrent ces dames... Victoria Mas signe ici un premier roman militant, incisif et particulièrement éclairant sur la condition des femmes au XIX^e siècle. Dans ce monde, au moindre manquement à la sacro-sainte règle de la femme soumise à l'homme, ses désirs, ses ordres et sa vision de la société, la femelle est jetée non pas en prison, mais, succédané grotesque et fallacieux, dans un centre d'expérimentation pour soigner la folie !

Gaëlle Dupré

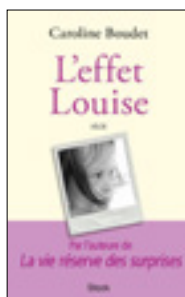
Le Bal des folles, Victoria Mas, Albin Michel, 256 p., 18,90 €



Extra Louise

On avait chroniqué dans ces pages le premier livre de Caroline Boudet, *La vie réserve des surprises*, où elle racontait la déflagration qu'avait été la naissance de sa fille Louise, porteuse de trisomie 21.

Trois ans plus tard, Louise est en âge d'aller à l'école de la République, cette école qui se veut et se dit inclusive. Mais... et ici le mais s'étend sur 312 pages, dans lesquelles Caroline Boudet raconte cet éprouvant parcours des combattants. Parce qu'il faut bien être deux, le père et la mère, pour affronter, un par un, les multiples obstacles qui s'ingénient à se dresser. Entre la multitude d'organismes impliqués dans cette course d'obstacles, il faut déjà apprendre à jongler avec les sigles. MDPH, AVS, RQTH, AEEH, IME, CDAPH, pour ne citer qu'eux.



Chacun a son mot à dire, son avis à donner, son autorisation à accorder. Tels des molochs, il faut les nourrir avec des dossiers de vingt pages photocopiés en de multiples exemplaires. Vérifier qu'ils sont bien arrivés. Les renvoyer quand ils se sont perdus. Trier, archiver, ranger, référencer. Passer des heures à tenter de joindre un être humain, se battre pour avoir un rendez-vous. Puis se heurter, au choix, à l'arbitraire, l'incompétence, la mauvaise foi, scandé d'un « *On n'a jamais fait ça* » qui se veut définitif. Une vie parallèle, en noir et blanc, où l'abattement succède à la dépression. Et puis, il y a l'autre face. L'effet Louise. Tout ce que le sourire et la joie de vivre de Louise génèrent. L'effet Louise, ce sont des complicités inattendues, des aides imprévues, un maelstrom d'émotions joyeuses et colorées et de l'amour à flot continu. Sous la plume et avec l'humour salvateur et roboratif de sa mère, Louise nous fait mesurer l'immensité qu'il y a de la parole aux actes.

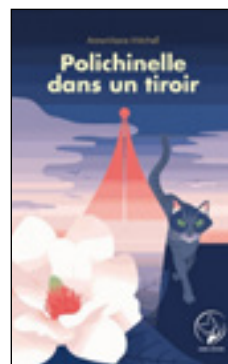
Sophie Bajos de Hérédia

L'Effet Louise, Caroline Boudet, Stock, 256 p., 19,50 €



Le misanthrope inconsolé

Ce roman d'Anne-Marie Mitchell, par ailleurs critique littéraire et amoureuse des chats, risque fort de ne pas entrer dans la liste des best-sellers, pour cause de non-conformité. C'est un peu dommage, car ce texte atypique et furibond s'inscrit dans la belle tradition de la littérature pamphlétaire, grâce à son narrateur, un certain André Sorèze, qui ressemble d'ailleurs furieusement à un ex-journaliste bien connu du *Canard enchaîné*. Sorèze, écœuré de Paris, de ses connivences et de ses compromissions, fait retraite dans



sa maison du Tarn. Un jour, ce Léon Bloy de l'ère numérique découvre une vieille femme morte dans son jardin, sous le magnolia. Bouleversé par cet événement, il parle, vaticine, pourfend le monde comme il va, le délabrement culturel, la comédie humaine, les faux-semblants, la corruption qui gangrène les lieux de pouvoir. Il envoie de longs mails

à des destinataires complices :
«Ma plume, trempée dans une encre corrosive, s'y livre un combat acharné contre le favoritisme qui règne en despote. Je ne puis tolérer que l'on concède des avantages à quelqu'un par pure faveur et non eu égard au mérite.»

Sale temps pour les idéalistes, en effet, que cette époque de cynisme et de dilution de la vérité dans le virtuel... Par moments, une sorte de douce folie s'empare de ce misanthrope inconsolé de la bassesse humaine. Un livre drôle, un peu foutraque, d'une belle originalité de ton, vivant.

Bernard Fauconnier

Anne-Marie Mitchell, *Polichinelle dans un tiroir*, Karbel Éditions, 224 p., 16 €



L'amour d'une mère

Claire Castillon aime explorer, ou plus exactement fouailler les tréfonds de l'âme humaine et les diverses formes et chemins qu'emprunte l'amour. Et quel amour est plus fort, plus absolu, plus inconditionnel que celui d'une mère ?

La vie de la narratrice a basculé dans l'horreur absolue il y a dix ans, quand sa petite fille de 4 ans, Hortense, a disparu alors qu'elle jouait à cache-cache avec sa mère dans un parc. Depuis, cette mère survit, hantée par la culpabilité et le chagrin, rongée par la souffrance et le désespoir, mais portée par un espoir insensé. Le corps d'Hortense n'ayant jamais été retrouvé, tout



reste possible, même l'impossible. Comme la fillette de ces nouveaux voisins qui viennent d'emménager, et qui a exactement l'âge qu'aurait Hortense aujourd'hui. Qui lui ressemble, c'est certain. C'est même évident. Peu importe ce que lui disent son mari, sa sœur, son amie de toujours. Peu importe qu'elle ait déjà cru reconnaître sa fille en d'autres petites filles. Elle sait. Elle est la mère, elle sait.

Claire Castillon écrit au scalpel. Des phrases rudes, sèches, abruptes, qui dissèquent les constructions mentales, auscultent l'amour broyé, traquent ses contradictions. En interrogeant ainsi la maternité et ses méandres, l'auteure nous emporte dans un voyage au bout de l'amour dont nous ne revenons pas indemnes.

Sophie Bajos de Hérédia

Claire Castillon, *Marche blanche*, Gallimard, 176 p., 16 €



La magie du verbe

Laurence Nobécourt fait partie de ces auteurs dont on pourrait s'enorgueillir de connaître l'œuvre. Un petit cercle de *happy*

few, un peu fous ou mystiques, aimant se promener sur les chemins de la quête initiatique, un stylo à la main, pour recueillir ces citations qui vous font fondre en larmes, noter tous ces auteurs cités au fil des pages – Laurence est généreuse avec ses consœurs et confrères écrivains – pour découvrir ou redécouvrir leurs œuvres, ou cherchant à se perdre, tout simplement, dans la puissance de son écriture. Car c'est du verbe dont il est question ici, ce verbe qui sauve et qui a sauvé l'écrivaine du naufrage de la souffrance psychique et corpo-



relle. Laurence se raconte enfin, ouvrant d'une certaine façon son cercle, pour divulguer des pans tragiques de son existence, une existence qui résonne en chacun de nous, lecteurs, aussi égratignés par la vie.

Le chagrin de ses origines est aussi celui de nos origines : la construction de l'enfant, les rapports douloureux avec les parents, l'impact du milieu social, les rencontres, les apprentissages, les fourvoiements et les fourberies, se trouver enfin soi-même... « *L'écriture rend*

visible l'indicible, elle découvre le double fond, traque le secret, débusque le non-dit, dévoile cet outre-monde qui nous regarde par les fenêtres de la nuit. Par elle surgit tout ce qui fut perdu. Elle est miracle, et je lui dois la vie.» Depuis *La Démangeaison*, *En nous, la vie des morts*, *La Clôture des merveilles* notamment, le lecteur avance *crescendo* sur des sentiers de plus en plus aboutis, poétiques, emprunts d'une puissance spirituelle rarement égalée dans la littérature contemporaine, qui pourrait classer l'auteure sur le banc des mystiques. Il faut lire et relire Laurence Nobécourt – anciennement Lorette, encore un miracle du verbe – car non seulement elle nous élève, mais la magie de son verbe opère, violemment, délicieusement, comme un baume sur nos cœurs...

Gaëlle Dupré

Le Chagrin des origines,
Laurence Nobécourt,
Albin Michel, 224 p., 17,90 €



Histoires d'outre-clarté

Un père qui s'effiloche de semaine en semaine, au rythme des allers et retours de sa femme; un écrivain qui rêve de fructueux à-valoir; un savant dans une station qui tourne autour de la Terre, insomniaque, rêvant «*d'air pur et de nuit sans Lune*»; un vieil hacker anarchiste; une fillette qui passe ses vacances dans une colonie pendant que sa mère agonise; des matelots



d'infortune abandonnés à la disgrâce des hommes et à la grâce de Dieu sur un rafiot pourri; deux serial killers qui se cherchent et finissent par se trouver; un couple qui règle ses comptes en s'offrant des cadeaux pour mieux les briser; une jeune femme dont la laideur décourage même la mort; des chasseurs chassant des têtes la nuit pour honorer un roi mort à l'aube; un marginal s'expliquant avec de jeunes cinéphiles dans une rame de métro... Ces onze nouvelles disent les étranges pulsions qui nous habitent et nous submergent quand les lumières de la normalité et du confort éclatent brutalement. Flirtant avec divers genres, polar, science-fiction, aventure, drame familial, ces histoires marquent, chacune à leur façon, les frontières de nos imaginaires collectifs, mais c'est pour mieux les masquer, quand la proximité entre personnages et situations devient promiscuité et que, dès lors, il n'y a plus de retour en arrière possible. Chacun devient errant dans sa propre vie et s'en tire comme il peut: fuite en avant, passage à l'impensable,

immobilisme. Mais l'auteure, Élise Fugler, nous prévient d'emblée, ce genre d'histoires sont «*À savourer dans le noir*» et le titre du recueil, *Éteignez la lumière!*, est une malicieuse invitation à redécouvrir ces «*démons de la perversité*» qui hantent depuis longtemps nos émotions individuelles et collectives.

Arnaud de Montjoye

Élise Fugler, *Éteignez la lumière!*
Éditions Après la Lune,
Kierol 24, 190 p., 12 €



Dialogue au cœur de l'humanité

«*Il nous reste les mots*», écrivent ensemble deux pères endeuillés par la mort de leur enfant le 13 novembre 2015. Tout pourrait pourtant les opposer: le premier, Georges Salines, a perdu sa fille Lola au Bataclan; le second, Azdyne Amimour est le père de l'un des trois terroristes ayant attaqué la salle de concert. Le premier a vécu la douleur indicible de voir sa fille brutalement arrachée à la vie, quand le second n'en finit plus de se demander



comment son fils a pu se transformer en tueur de sang-froid.

À l'initiative d'Azdyne Amimour, les deux hommes se rencontrent une première fois en février 2017. Puis décident, en septembre 2018, de publier un livre de leurs entretiens. *Il nous reste les mots* est une discussion, chargée d'émotion et de pudeur. «*Ce dialogue inattendu avec un homme musulman, tolérant, et pourtant père d'un djihadiste, représentait une extraordinaire opportunité de montrer qu'il nous était possible de parler. Et si un tel échange avait lieu entre nous, alors nous pouvions abattre les murs de méfiance, d'incompréhension, et parfois de haine, qui divisent nos sociétés*», souligne Georges Salines en prologue. Et il a raison, Monsieur Salines. Cet ouvrage constitue une pépite, un trésor d'humanité, où l'on évoque autant les vies des enfants que celles de leurs pères. Deux hommes ouverts d'esprit, nés sur les bords de la Méditerranée, faisant preuve d'un courage et d'une dignité admirable.

Deux cent pages durant, ils échangent, évoquant, pêle-mêle, leur rapport à la foi, leurs souvenirs d'Égypte, leurs parcours professionnels et puis cette fameuse nuit du 13 novembre, ainsi que les jours qui ont suivi. L'attente insoutenable de Georges Salines, qui n'a pas su tout de suite si Lola était blessée ou morte. L'interrogatoire à la DGSJ pour Azdyne Amimour, qui pensait son fils encore en Syrie – où il s'était d'ail-

leurs rendu pour tenter de lui faire entendre raison et le ramener en France. «*Ai-je failli à mon rôle de père? Moi qui croyais donner une bonne éducation à mon fils... Pardon mille fois, Lola*», écrit-il à la fin du livre, dans une lettre adressée à la fille de Georges Salines. Un texte bouleversant qui nous plonge dans les indescriptibles nuances d'une tragédie.

Cécile Andrzejewski

Il nous reste les mots,
Azdyne Amimour, Georges Salines,
Robert Laffont, 216 p., 18 €.



Une enfance très catholique

Nos lecteurs qui se régaleront des chroniques cinéma de François Quenin tomberont sous le charme de ce joliment triste livre. L'auteur y raconte, avec douceur et talent, une ultra-catholique enfance grise dans les années 1950 en province. Un père égoïste, une mère malheureuse, la religion omniprésente, il était presque normal que le petit garçon négligé déclare à 8 ans qu'il voulait être prêtre, comblant ce père qui l'avait rêvé pour lui-même. Mais la vie au petit séminaire se révèle un cauchemar, dans ces bâtiments qui suintent l'ennui et l'arbitraire, et l'enfant sombre dans ce que l'on n'appelait pas encore une dépression infantine, que ni les prêtres ni ses parents ne remarquent. Nulle histoire d'agression, juste une incompréhension totale du hiatus de la vie qui bat au-delà des



murs si épais, si gris, à l'intérieur desquels règne une discipline hors d'âge.

Il aura fallu une fugue, un abbé plus fin et à l'écoute que les autres pour que l'apprenti séminariste puisse (s')avouer que décidément, non, il n'a pas la vocation. Et la découverte en parallèle du cinéma s'épanouira en passion, pour devenir un métier. François Quenin distille tout au long de ces pages les films qui l'ont marqué et ont construit son impressionnante culture cinématographique. Une balade douce-amère dans une France où, sous les dogmes les plus rigides, naissait un vent de liberté.

Sophie Bajos de Hérédia

L'École catholique, François Quenin,
L'Harmattan, 144 p., 15,50 €



La fille des âges farouches

Aux commencements, dit l'auteur, «*le chaos créa le mouvement, le mouvement créa l'espace*». Un récit qui débute il y a trente mille ans à peu près. Lorsque les trois vieilles divinités, Loÿan, Yielene et Czabitä surveillaient les songes

de Néandertal, comme si elles en pressentaient, bien au-delà de sa fin, l'éclatante, la visible résurrection, esquissée au charbon de bois sur les parois des cavernes...

Ces peintures disent une histoire qui commence au point exact où une espèce cède la place à une autre. L'histoire de la femme-Maÿtio, laissée pour morte lors de l'anéantissement de son clan, l'un des derniers néandertaliens, probablement commis par leurs proches cousins, les Sapiens... L'enfant qu'elle portait est mort-né et elle-même n'en finit pas de tituber jusqu'à cette crevasse glacée où elle s'écroule. Vie, mort, survie. Et vie. Car Loÿan et ses



sœurs ramènent Maÿtio à la vie. Et à la souffrance. Celle qui tord les entrailles, ébrèche l'esprit. Quand Maÿtio sort de la grotte, elle voit des chevaux, menés par la jument E'wa. Elle perçoit les respirations haletantes, les battements des sabots, les fougues rituelles de l'approche des ruts et des migrations; elle pressent la présence malveillante de Czatibä, la plus jeune

des trois sœurs, «née du chaos et de la terre» qui, en s'emparant d'E'wa et en emportant le troupeau dans une ronde sans fin, la condamne à une solitude définitive. Alors, elle s'en retourne dans la caverne. S'empare d'un morceau de charbon de bois. Danse avec la paroi. Et esquisse dans le même mouvement la courbure du dos, l'écheveau de la crinière, l'arrondi de la croupe, faisant bouger l'image d'E'wa au rythme de sa respiration. Ce n'est qu'un début. Viennent ours et aurochs, bêtes de proie et de nourriture... L'émergence d'une cosmogonie que Maÿtio transmet à ceux qui veulent, clans et tribus. Magistralement écrit, *La Femme-Maÿtio*, roman préhistorique, n'adopte aucune posture littéraire ou académique; l'écriture ne procède que par sensations et émotions, une poésie sans doute issue de ces âges qu'on dit farouches.

Arnaud de Montjoye

Béatrice Castaner, *La Femme-Maÿtio*, Serge Safran Éditeur, 160 p., 16,90 €



À votre bon cœur

Nous avons souvent interrogé Jean-Édouard Grésy, ethnologue et médiateur, qui travaille depuis longtemps sur le don. Dans cette BD, magnifiquement illustrée par Salvatore Porcaro, il détaille avec finesse la mécanique du don. Que donne-t-on, à qui et pourquoi?

À travers l'histoire de deux frères que tout oppose, hormis la haine



farouche qu'ils se vouent mutuellement, il explore les motivations qui nous nous poussent tout aussi bien à donner qu'à refuser de le faire ou de recevoir. Car donner rend le receveur redevable. Et crée une dette qui peut se révéler très ou trop lourde à porter. Si les deux frères traversent chacun à leur tour des situations extrêmes, leurs entourages sont eux aussi confrontés à cette question, qui est à la base de toute relation humaine: donner, recevoir, rendre.

Sophie Bajos de Hérédia

Donner, c'est recevoir, Jean-Édouard Grésy et Salvatore Porcaro, Glénat, 80 p., 16 €

ABONNEZ-VOUS À TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN

Renvoyez ce coupon, accompagné de votre règlement, à **Abo Press / Témoignage chrétien** ou connectez-vous sur notre site temoignagechretien.fr

SANS ENGAGEMENT

(accès au site Internet compris)

- 10 € / mois, prélèvement automatique
 Spécial petit budget : 5,50 € / mois, prélèvement automatique

PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE – MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA

Remplir l'autorisation ci-dessous et la renvoyer avec un RIB (relevé d'identité bancaire).

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Courriel :

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

IBAN

BIC

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)

Sera rempli par Les Cahiers du Témoignage chrétien
Paiement répétitif.....

Fait à le

Signature obligatoire :

Organisme créancier :
SAS Les Cahiers du Témoignage chrétien
ICS : FR 65ZZZ836F01
5, rue de la Harpe
75005 Paris

POUR UNE DURÉE DÉTERMINÉE

(accès au site Internet compris)

- 1 an (47 lettres hebdomadaires et 4 Cahiers) 120 €
 1 an, spécial petit budget
(47 lettres hebdomadaires et 4 Cahiers) 59 €

Nom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Courriel :

Téléphone :

- Je règle par chèque bancaire ou postal à l'ordre de CTC.
 Je règle par carte bancaire.

Numéro CB :

Date d'expiration : Cryptogramme :

NOTE : Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'opposition, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi no 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez la SAS Les Cahiers du Témoignage chrétien à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de la SAS Les Cahiers du Témoignage chrétien. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions d'écrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Conformément à la loi « Informatique et liberté » du 6 janvier 1978, nous vous informons que vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données ci-dessus par simple courrier. Sauf refus de votre part, ces informations peuvent être utilisées par des partenaires. Tarif pour la France métropolitaine. Pour l'étranger, nous consulter au (33) 177 32 72 78 ou sur temoignagechretien.fr

Fondé en 1941 dans la clandestinité par Pierre Chaillet (s.j.), *Témoignage chrétien* est édité par Les Cahiers du Témoignage chrétien, 5, rue de la Harpe – 75005 Paris. Tél. 01 77 32 72 78. redac@temoignagechretien.fr

Directrice de la publication et de la rédaction : Christine Pedotti

Rédactrice en chef adjointe : Sophie Bajos de Hérédia

Secrétariat de rédaction et réalisation graphique : Pascal Tilche, Agnès Willaume, Alain Blaise

Direction artistique : Fred Demarquette, avec Émilie Nasse pour le cahier central – La Vie du Rail

Direction technique : Robin Loison – La Vie du Rail

Ont collaboré à ce numéro :

Cécile Andrzejewski, Jean-François Bouthors, David Brouzet, Sandrine Chesnel, Philippe Clanché, Denis Clerc, Arthur Colin, Jacques Duplessy, Gaëlle Dupré, Bernard Fauconnier, Boris Grebille, Henri Lastenouse, Lionel Lévy, Juliette Loiseau, Denis Meyer, Arnaud de Montjoye, Morgane Pellennec, Sébastien Poupon, Adélaïde Robault, Marion Rousset, Bernadette Sauvaget, Stefan Seidendorf.

Diffusion, abonnements :

Abo Press / Témoignage chrétien
19, rue de l'Industrie - BP 90053
67402 Illkirch cedex - Tél. 03 88 66 26 19
temoignagechretien@abopress.com
Diffusion en kiosque : À juste titre
Vente au numéro/VPC :
contacttc@temoignagechretien.fr

Imprimerie : Corlet Imprimeur, Condé-sur-Noireau (France).
ISSN : 0244-1462 / N° CPPAP : 1024 C 82904

TC

Les défis de la fraternité

TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN

CAHIER D'ÉTÉ
LE 25 JUIN 2020

POPULISME ET DÉMOCRATIE LE POPULISME GAGNE PARTOUT DU TERRAIN ET PRÉTEND RENOUVELER LA DÉMOCRATIE.

L'ANALYSE DE PIERRE ROSANVALLON, SOCIOLOGUE ET HISTORIEN

L'ÉGLISE ET LES FEMMES ENTRETIEN SANS LANGUE DE BUIS AVEC LA JOURNALISTE LUCETTA SCARAFFIA, QUI A CRÉÉ LE SUPPLÉMENT FÉMININ DE *L'OSSERVATORE ROMANO*

QUE FAIRE QUAND ON N'A PLUS ASSEZ DE PRÊTRES ?

REPORTAGE DANS LE DIOCÈSE DE REIMS

UN DIMANCHE AU MUSÉE PUSSEZ LA PORTE DES MUSÉES !

SAISONS LE JOURNAL D'UN DIRECTEUR D'ÉCOLE

ET AUSSI

QUAND LES ÉTUDIANTS VEILLENT SUR LES PLUS JEUNES, ISABELLE ATTARD DÉPUTÉE PUIS ANARCHISTE, LA VIE, LA MORT VUES PAR LES ARTISTES CONTEMPORAINS, LES MOUSSES

NOTRE DOSSIER

FAUT-IL RENDRE L'ARGENT ?

DIEU OU L'ARGENT

DE L'ANCIEN TESTAMENT AUX ÉVANGILES, OÙ SONT LES VRAIS TRÉSORS ?

NOTRE EURO QUOTIDIEN QUI DÉPENSE QUOI ET COMMENT ?

RICHESSSE ET PAUVRETÉ

ENTRE LES STATISTIQUES ET LE RESENTI, OÙ SE TROUVE LA RICHESSE ET QU'EST-CE QUE LA PAUVRETÉ ?

LA FINANCE DÉBRIDÉE

LA FINANCIARISATION DU MONDE NOUS DÉVORE, MAIS QUI POURRAIT SE PASSER DE FINANCEMENT ?

QUAND L'ARGENT REND HEUREUX

MAIS PAS NÉCESSAIREMENT COMME ON POURRAIT LE CROIRE